

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

ANNÉE 1936

THÈSE

N°

591

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

(Diplôme d'État)

PAR

Marthe-Marguerite-Marie COUSIN

Née le 27 Juillet 1910, à Oucques (Loir-et-Cher)

L'ASSISTANCE PUBLIQUE
DANS LE BLÉSOIS
AVANT 1789

Président : M. LAIGNEL-LAVASTINE, Professeur

PARIS

LIBRAIRIE E. LE FRANÇOIS

91, BOULEVARD ST-GERMAIN, 91

1936



FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

ANNÉE 1936

THÈSE

N°

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

(Diplôme d'État)

PAR

Marthe-Marguerite-Marie COUSIN

Née le 27 Juillet 1910, à Oucques (Loir-et-Cher)

L'ASSISTANCE PUBLIQUE
DANS LE BLÉSOIS
AVANT 1789

Président : M. LAIGNEL-LAVASTINE, Professeur

PARIS

LIBRAIRIE E. LE FRANÇOIS
91, BOULEVARD ST-GERMAIN, 91

1936

I. — PROFESSEURS

	MM.
Anatomie	ROUVIÈRE.
Physiologie	Léon BINET.
Physique médicale	STROHL.
Chimie médicale	DESGREZ.
Bactériologie	Robert DEBRÉ.
Parasitologie et histoire naturelle médicale	BRUMPT.
Pathologie médicale et générale	BAUDOUIN.
Pathologie chirurgicale.....	CHEVASSU.
Anatomie pathologique	ROUSSY.
Histologie.....	CHAMPY.
Pharmacologie et matière médicale	TIFFENEAU.
Thérapeutique	HARVIER.
Hygiène et médecine préventive	TANON.
Médecine légale.....	BALTHAZARD.
Histoire de la médecine et de la chirurgie	LAIGNEL-LAVASTINE.
Pathologie expérimentale et comparée.....	FIESSINGER.
Hydrologie thérapeutique et climatologie	Maurice VILLARET.
Clinique médicale	LOEPER.
	CARNOT.
	CLERC.
	Marcel LABBÉ.
Hygiène et clinique de la première enfance.....	LEREBoullet.
Clinique des maladies des enfants	NOBÉCOURT.
Clinique des maladies mentales et des maladies de l'encéphale.	H. CLAUDE.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques	GOUGEROT.
Clinique des maladies du système nerveux	GUILLAIN.
Clinique des maladies infectieuses.....	LEMIERRE.
	CUNÉO.
Clinique chirurgicale.....	GOSSET.
	GRÉGOIRE.
	LENORMANT.
Clinique ophtalmologique	TERRIEN.
Clinique urologique	MARION.
	BRINDEAU.
Clinique d'accouchements.....	COUVELAIRE.
	JEANNIN.
Clinique gynécologique	MOCQUOT.
Clinique chirurgicale infantile et orthopédie.....	OMBRÉDANNE.
Clinique thérapeutique médicale	RATHERY.
Clinique oto-rhino-laryngologique	LEMAITRE.
Clinique thérapeutique chirurgicale.....	Pierre DUVAL.
Clinique propédeutique	SERGEANT.
Clinique de la Tuberculose	BEZANÇON.
Clinique chirurgicale orthopédique de l'adulte	MATHIEU.
	HOVELACQUE.
Professeurs sans chaire	MULON.
	OLIVIER.
	VERNE.

II. — AGRÉGÉS EN EXERCICE

MM.	MM.
BÉNARD (Henri) . Pathologie médicale.	LACOMME Obstétrique.
BERNARD Étienne. Pathologie médicale.	LANTUÉJOUL ... Obstétrique.
BESANÇON (J.).. Hydrologie.	LAROCHE (Guy) . Pathologie médicale.
BOULIN Pathologie médicale.	LEMAIRE Pathologie expérimentale
BULLIARD..... Histologie.	LEVEUF Pathologie chirurgicale.
CATHALA Pathologie médicale.	M ^{lle} J. LÉVY..... Pharmacologie.
CHEVALLIER Pathologie médicale.	LÉVY-VALENSI .. Neurologie et Psychiâtrie
DOGNON..... Physique.	MOREAU Pathologie médicale.
FEY Urologie.	MOULONGUET .. Pathologie chirurgicale.
GALLIARD..... Parasitologie.	MOUQUIN Pathologie médicale.
GASTINEL..... Bactériologie.	OBERLIN Anatomie pathologique.
DE GAUDART D'ALLAINES. Pathologie chirurgicale.	PETIT-DUTAILLIS Pathologie chirurgicale.
GAYET Physiologie.	PIÉDELIÈVRE... Médecine légale.
GIROUD..... Histologie.	PORTES Obstétrique.
HAGUENAU Pathologie médicale.	RICHET Physiologie.
HALPHEN..... Oto-rhino-laryngologie.	SANNIÉ..... Chimie biologique.
HAZARD Pharmacologie.	SÉNÈQUE..... Pathologie chirurgicale.
HUGUENIN Anatomie pathologique.	TROISIER Pathologie expérimentale
JOANNON Hygiène.	TURPIN Pathologie médicale.
LABBÉ (Henri) ... Chimie biologique.	VIGNES Obstétrique.
	WILMOTH Pathologie chirurgicale.

III. — AGRÉGÉS RAPPELÉS A L'EXERCICE

pour le service des examens

MM.	MM.
ALGLAVE Pathologie chirurgicale.	LEROUX..... Anatomie pathologique.
BUSQUET Pharmacologie.	NEVEU-LEMAIRE Parasitologie.
CHAILLEY-BERT. Physiologie.	

IV. — AGRÉGÉS CHARGÉS DE COURS DE CLINIQUE ANNEXE

à titre permanent.

MM.		MM.	
ABRAMI	} Clinique médicale.	BASSET	} Clinique chirurgicale.
ALAJOUANINE ..		BROCC	
AUBERTIN		CADENAT	
BRULÉ		GATELLIER	
CHABROL		HEITZ-BOYER ..	
CHIRAY		MOURE	
DONZELOT		QUENU	
DUVOIR		SCHWARTZ	
LIAN		VELTER	
PASTEUR - VALLERY- RADOT			
SÉZARY			
MM.			
ECALLE	} Clinique obstétricale.		
GUÉNIOT			
LE LORIER			
LÉVY-SOLAL			
METZGER			

V. — CHARGÉS DE COURS

MM.	
CHAILLEY-BERT, agrégé	Education physique.
LEDoux-LEBARD	Radiologie clinique.
WEIL-HALLÉ	Puériculture.
RUPPE	Stomatologie.

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'Ecole a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées, doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

A MA MÈRE

A MON PÈRE LE DOCTEUR COUSIN

A MA MARRAINE

A MES AMIS

A M. LE PROFESSEUR LAIGNEL-LAVASTINE

Qui a bien voulu me faire l'honneur de m'indiquer et de présider cette thèse.

A MES MAITRES DANS LES HOPITAUX

- M. LE PROFESSEUR CUNÉO.
- M. LE PROFESSEUR MARCEL LABBÉ.
- M. LE PROFESSEUR LAUBRY.
- M. LE PROFESSEUR CHEVRIER.
- M. LE PROFESSEUR OMBRÉDANNE.
- M. LE PROFESSEUR LEREBoulLET.
- M. LE PROFESSEUR COUVELAIRE.
- M. LE PROFESSEUR LEMIERRE.
- M. LE PROFESSEUR FIESSINGER.
- M. LE PROFESSEUR GUILLAIN.
- M. LE PROFESSEUR CLAUDE.
- M. LE PROFESSEUR LEMAITRE.
- M. LE PROFESSEUR BERGER.
- M. LE PROFESSEUR TOURAINE.
- M. LE PROFESSEUR MARION.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

AVANT-PROPOS

A une époque où l'État, les villes et les particuliers pour des raisons humanitaires ou autres, cherchent à améliorer le sort des malades et des pauvres en créant pour eux de nouveaux établissements et des secours variés, il est toujours intéressant de rechercher quels efforts furent tentés dans ce sens au cours des siècles.

En outre, appartenant à une famille terrienne du Blésois, j'avais été frappée depuis fort longtemps par le nombre de pièces de terre portant dans certains bourgs le nom de « Maladrerie », sur le conseil du Professeur LAIGNEL-LAVASTINE, j'ai tenté de faire une étude de l'assistance publique à partir du x^e siècle dans cette région bien française.

Le moyen âge m'est apparu alors comme une période de création sociale intense, et j'ai pu, par la suite, constater que l'œuvre entreprise au xvii^e siècle par saint Vincent de Paul ne fit le plus souvent, que reprendre, modifier, généraliser des institutions déjà plusieurs fois centenaires.

A côté d'établissements spécialisés j'ai trouvé de nombreux Hôtels-Dieu, et autres fondations chari-

tables, dont les premières pièces justificatives remontent au ^{xii}^e.siècle et au-delà.

J'ai été grandement aidée dans mes recherches par les publications d'histoire locale, faites depuis la seconde moitié du ^{xix}^e siècle. Les archives du Loir-et-Cher, de l'Indre, du Loiret et de l'Eure-et-Loir m'ont apporté en outre des renseignements inédits. Presque chaque chapitre de mon travail pourrait être considérablement augmenté pour certaines époques, mais l'abondance des documents variant avec celles-ci, il est difficile de faire une étude parfaitement équilibrée.

J'essaierai d'abord d'indiquer quelles furent les fondations charitables de la ville de Blois, ainsi que celles de la région environnante qui au cours des siècles furent attribuées, soit à Saint-Lazare, soit à l'Hôtel-Dieu, soit à l'Hôpital général.

Puis d'étudier les établissements qui dans le Comté restèrent autonomes ou se groupèrent pour secourir les pauvres et les malades ; après avoir réservé un chapitre spécial au Dunois qui ne fit partie du comté de Blois que du ^x^e au ^{xv}^e siècle, j'essaierai d'établir l'histoire des différentes Maladreries et Maisons-Dieu, d'après leur situation géographique.

Je tiens à remercier au début de cette étude :

M. BLANCHET, archiviste de Loir-et-Cher.

M. CAUCHY.

Le Docteur HOUSSAY.

M. JUSSELIN, archiviste d'Eure-et-Loir.

Le Docteur LESUEUR.

M. DE MIANVILLE,

qui m'ont aidée de leurs conseils, indiqué et procuré les documents tant imprimés qu'inédits, et auxquels je demande de bien vouloir me pardonner si les résultats demeurent inférieurs à leur « assistance ».

L'ASSISTANCE PUBLIQUE DANS LE BLÉSOIS SOUS L'ANCIEN RÉGIME

Les préceptes du Christianisme donnèrent dès les premiers siècles un immense essor à la Charité publique. Les ecclésiastiques d'abord, puis les laïcs firent de très gros efforts pour améliorer le sort des pauvres et des malades.

Les moines, dans le cœur desquels doit résonner impérieusement le mot du Christ : « Si tu veux être parfait, va, vends tout ce que tu as, et donne-le aux pauvres, puis viens et suis-moi », doivent considérer l'aumône comme une œuvre de détachement, d'ascise personnelle, plutôt que comme œuvre constante et religieuse de charité envers le prochain, bien que ces deux choses ne s'excluent pas absolument.

Il en résulte qu'une fois dépouillé tout ce qu'il pourra faire, s'il s'agit d'un ermite ou d'un groupe d'ermites, c'est de soulager occasionnellement quelque mendiant plus pauvre que lui, qui déjà, vit d'aumônes pour une grande part.

Au contraire, les églises, surtout les églises urbaines en vinrent très vite à avoir leur budget de charité, leurs services de secours spécialisés : « scenodochia »

pour les étrangers de passage, « orphanotrophia » pour les enfants abandonnés, « nosocomia » pour les malades.

Outre ces établissements destinés à des catégories spéciales de besoins, les indigents inscrits à la « matricule » recevaient aussi des secours.

La société civile antique, à Rome surtout, avait poussé assez loin l'organisation des sociétés de secours mutuels, *Collegae tenniorum* qui renaîtront au moyen âge, mais qui n'ont eu, naturellement, aucun correspondant dans l'organisation ecclésiastique.

L'état avait fait de son côté quelques louables efforts sous l'influence de la philosophie et du christianisme depuis Constantin surtout.

Quant, à partir de l'époque Mérovingienne, les monastères devinrent de grands propriétaires, ils se trouvèrent tout naturellement amenés à organiser de même façon l'assistance publique. On les voit fonder des « *scenodochia mensioniles* » pour un nombre déterminé de pauvres. Mais il semble bien qu'ils ont toujours préféré la distribution directe à la porte du monastère. En ville, on ne pouvait guère laisser les pauvres assiéger les portes des évêchés ou des établissements administratifs ; la chose n'avait pas les mêmes inconvénients pour les monastères situés à la campagne. Ceci paraît être surtout vrai pour la période qui précéda l'avènement des Capétiens, car ensuite, la plus grande partie des hôpitaux furent fondés par l'aristocratie ou la bourgeoisie.

Déterminer ce que fut exactement le Comté de

Blois (1) est fort difficile, les seigneurs turbulents en ayant assez fréquemment fait varier les limites.

Philippe le Bel déclara en octobre 1298 (2) que le Comté se composerait des chatellenies de :

Blois.

Romorantin.

Millançay.

Chateaurenault.

Chateaudun.

Marchenoir.

Chateau et 1/3 de Chatellenie de Freteval.

De nombreuses modifications furent apportées par la suite à cette répartition du territoire. Le Dunois (3) qui avait été incorporé au Comté de Blois au x^e siècle, retrouva son autonomie à la fin du xiii^e.

Du ix^e siècle où son premier Comte Guillaume meurt en combattant sous la bannière de Louis le Débonnaire, au xvii^e siècle où le Comté, à la mort de Gaston d'Orléans, est réuni à la couronne, le Blésois fut le berceau ou la résidence de nombreux et brillants seigneurs dont quelques-uns montèrent sur le trône de France.

Le 27 juin 1462, naquit au château de Blois, Louis d'Orléans qui devait plus tard devenir Louis XII. La ville fut dès lors le séjour préféré des Valois, Fran-

(1) Du vieux mot celtique : Blaiz ou Blaizian qui signifie pays de loups.

(1) BERNIER, *Histoire de Blois*, Arch. départ. de Loir-et-Cher.

(2) Autour de la Chatellerie de Chateaudun se groupe en 1383 la Ferté-Villeneuveil, Marchenoir, Econau, Freteval.

gois I^{er}, Henri II, Charles IX, Henry III y habitèrent fréquemment.

Les Comtes de Blois, qu'ils appartiennent à la maison de Champagne, de Chatillon ou d'Orléans, prirent part à toutes les manifestations guerrières de leur temps.

L'un d'entre eux se bat contre les normands devant Chartres, en 915, et est nommé « le plus grand et le plus glorieux prince de France, de Neustrie et d'Aquitaine et de Bretagne, après le Roy ».

Le Comte Étienne un des premiers se croise contre les Sarrazins, ses descendants font partie de toutes les expéditions en Palestine. Louis le Brave se conduit aussi témérairement à Andrinople que Robert d'Artois à la Mansoura. Guy de Chatillon prend part à la guerre de Cent ans et Louis I^{er} tombe dans les plaines sanglantes de Crécy. Les comtes de Blois ne furent pas seulement de grands capitaines, ils cherchèrent les moyens de secourir les plus pauvres de leurs sujets. Il est intéressant de remarquer que pendant tout le temps qu'a duré ce que l'on nomme aujourd'hui dans les écoles primaires le régime odieux de la féodalité, il était rare qu'un grand seigneur construisît un château pour son habitation sans faire édifier en même temps un asile capable de recueillir les malades et les infirmes.

Thibaud le Vieux dit le tricheur (1) au x^e siècle

- (1) A homme ne a femme ne porta amitié
De franc ne de Chetif n'eut mercy ni pitié
Ne douta à faire mal œuvre de Péché.

s'intéresse à ceux qui gagnent leur vie à la force de leurs bras et fixa la fin de la journée des manouvriers à 5 heures pour l'hiver et à 6 heures pour l'été (1).

Thibaud IV, célèbre par sa participation aux croisades, vendit tous ses meubles pendant une famine pour secourir les malheureux et n'ayant plus rien à donner, engagea un vase précieux (2). Son fils Thibaud V, au ^{xiii}^e siècle, fut surnommé le père des pauvres ; il supprima le droit de prise (3) fit des dons nombreux à l'Hôtel-Dieu et chargea deux religieux de sa suite de rechercher les pauvres et les malades afin de les secourir. Les meilleurs mets de sa table étaient envoyés aux malades indigents et l'hiver il faisait distribuer des vêtements aux plus malheureux.

Les Chatillon ne furent pas moins généreux que leurs prédécesseurs.

Alix, femme de Jean de Chatillon fonda un hôpital aux Montils, sa fille Jeanne, épouse de Pierre de France (fils de Saint-Louis), fit des dons aux hôpitaux qui s'élèverent à 120.000 livres.

Le plus généreux de tous fut Charles de Blois, fils de Guy de Chatillon, Duc de Bretagne et Vicomte de Limoges. Pour lui le pauvre « n'était pas seulement un frère souffrant, c'était Jésus-Christ lui-même caché sous des haillons » ; il envoyait ses repas aux malades qui lui avaient été signalés dans la ville. Il servait lui-même le plus souvent les 26 pauvres que son père

(1) *Histoire de l'abbé Bordas*, 1850, Arch. départ. de Blois.

(2) BERGEVIN et DUPRÉ, *Histoire de Blois*.

(3) Réquisitions remonte pour la cavalerie de guerre.

nourrissait chaque jour au château de Blois et faisait fréquemment une distribution d'argent aux plus nécessiteux. « Il consacrait au soulagement des indigents tout le superflu qu'il refusait aux plaisirs, aux vains amusements, aux habitudes de sa naissance et de son rang ; malgré ses économies personnelles et les ressources que le comte de Blois mettait à sa disposition, il donnait si généreusement que souvent il était obligé d'emprunter pour continuer ses aumônes et ses saintes libéralités. »

Après avoir donné ce qu'il pouvait aux malades venus lui demander des secours, il s'informait de leur demeure afin de pouvoir par la suite aller les visiter et les aider si la nécessité s'en faisait sentir (1). Au cours de ses promenades fréquentes à travers la ville il donnait à tous les indigents qui lui tendaient la main. Dans les campagnes il s'intéressait aux cultivateurs aux pâtres, aux mendiants et les gratifiait de ses généreuses aumônes.

Le Vendredi saint, suivant la pieuse coutume du moyen âge, accompagné de son père, il lavait et baignait les pieds de Treize pauvres, puis il leur servait un repas et leur distribuait de petites sommes d'argent.

Charles d'Orléans, père de Louis XII, revenu en France en 1440 après une dure captivité, s'établit à Blois où son humilité égalait sa bienfaisance, tous les vendredis avant de se mettre à table il lavait les pieds

(1) *La charité du bienheureux Charles de Blois*, Loir-et-Cher, Hist. 1898.

à treize pauvres de la ville et leur servait lui-même à dîner (1) ».

Je n'ai voulu nommer au début de cette modeste étude que les seigneurs qui, célèbres par leur rang et leur naissance, le furent aussi par leurs libéralités envers les pauvres ; bien d'autres seront mentionnés au sujet des dons faits aux très nombreux hôpitaux et maladreries qui furent ouverts un peu partout dans le Blésois à partir du x^e siècle.

(1) Chronique de MONSTRELET.

L'ASSISTANCE PUBLIQUE A BLOIS ET AUX ENVIRONS

Les Léproseries dans le Blé-ois

L'histoire de la lèpre remonterait à la plus haute antiquité. Des papyrus Égyptiens écrits approximativement 4300 ans avant notre Ere mentionneraient déjà la terrible maladie. Les hébreux de Moïse la nomment « Zaraa » et la décrivent. La Chine, le Japon, la Perse la connaissent dix siècles avant J.-C. Les latins atteints à leur tour l'appellent le *morbis phoenicus*.

De tous les écrits il ressort nettement qu'une recrudescence et une extension territoriale a suivi chaque grand mouvement de population.

Dans les premiers siècles après J.-C., les campagnes des légions romaines, les grandes invasions barbares, les expéditions de Charlemagne et enfin les croisades semèrent partout la lèpre en Europe.

Très tôt l'Église s'intéressa aux malheureux malades et s'efforça de les isoler afin de les nourrir et de les empêcher de propager la maladie, il paraît vraisemblable qu'elle se soit inspirée des lois de Moïse :

« Quiconque sera atteint de la « lèpre » portera ses vêtements déchirés, il aura la tête nue, il se couvrira la barbe et criera « Souillé ! Souillé ! », tout le temps que durera le mal, il sera souillé. Etant souillé il demeurera seul et sa demeure sera hors du camp » (1).

Au iv^e siècle (2) sous Constantin, lui-même lèpreux, fut créé à Césarée un vaste hôpital destiné uniquement à recevoir les sujets atteints de la même maladie, l'Église jusqu'au xii^e siècle eut un rôle primordial la question des lèpreux est étudiée aux synodes d'Orléans en 549 et de Lyon en 585.

Au Concile de Compiègne 756 on considère cette maladie comme un empêchement dirimant pour les mariages.

Ce sont les ecclésiastiques qui suggérèrent les Édits de Pépin le Bref de 757 et ceux de Charlemagne de 789.

Bien avant les croisades, des asiles spéciaux s'ouvrirent en Europe : la léproserie la plus anciennement connue en France est celle de SAINT-OYAN, aujourd'hui SAINT-CLAUDE.

Vers 1048, un ordre religieux se vouant uniquement au soin des lèpreux se forma à Jérusalem sous le nom de Saint-Lazare (3).

(1) *Lévitique*, XIII, 45.

(2) Vers 370.

(3) Saint Lazare de Béthanie, frère de Marthe et Marie. — C'était le pauvre Lazare *Ulceribus plenus*, le rapport de ces ulcères avec les effets de la Lèpre peut expliquer le choix du Patron des Léproseries.

Cette institution approuvée dès le début par le pape Donase I^{er} poussée par la nécessité fut obligée de devenir un ordre militaire, les frères hospitaliers prirent le titre de Chevaliers dont le grand Maître jusqu'en 1253 fut un lépreux.

Les brassages de peuples qui se firent de l'Occident vers l'Orient et de l'Orient vers l'Occident au moment des croisades ont augmenté, étalé, et généralisé la lèpre.

Le nombre des malades s'étant considérablement accru, les établissements spéciaux existants déjà devinrent insuffisants ; c'est alors que s'ouvrirent de nombreux hôpitaux spécialisés.

En 1154, Louis VII revenant de la 2^e croisade, soucieux de soulager un si grand mal ramena avec lui douze Chevaliers de l'Ordre de Saint-Lazare, destinés à donner une bonne organisation aux léproseries déjà anciennes ainsi qu'aux nouvelles que l'on voulait créer. Plus de deux mille asiles, dus aux fondations charitables des pieux Seigneurs étaient ouvertes au XIII^e siècle dans la France d'alors.

La véracité de ce fait est attestée par le testament de Louis VIII mort en 1226 qui ayant voulu secourir les plus malheureux de ses sujets légua cent sols d'or à deux mille maladreries.

Au moyen âge, période de zèle religieux intense, chacun voulut, suivant ses moyens contribuer au soulagement des malades par l'intercession desquels il était permis de gagner le ciel.

Le but toujours poursuivi dans toutes les législations relatives à la lèpre fut de retirer les malades du monde et d'éviter le plus possible la contamination, l'Église perfectionna cette théorie millénaire en essayant de soigner et d'adoucir le sort des malheureux malades.

La déclaration obligatoire de la maladie existait en esprit au moyen âge si elle n'existait pas à la lettre ; elle fut malheureusement, au début surtout, basée sur les voisins, la rumeur publique..., plus tard des fonctionnaires spéciaux furent chargés de rechercher les lépreux. L'individu suspect était soumis à une commission qui primitivement était composée de lépreux on leur adjoignit par la suite des médecins et des chirurgiens jurés. Après enquête et preuves le malade était admis au lazaret ou rejeté dans le monde.

Jusqu'au XIII^e siècle, époque à laquelle la maladie atteint son maximum d'intensité les « preuves » furent assez fantaisistes. L'anesthésie cutanée, symptôme extrêmement important de la maladie à sa période de début ne fut une notion courante qu'au XII^e siècle. THEODORICUS (1) dit « si poingentur in talo, parvum sentiunt ».

C'est du XIII^e siècle que datent des épreuves curieuses qui paraissent être les plus anciens essais d'hémo ou de séro-diagnostic, le docteur Étienne BURNET (2) les décrit ainsi :

(1) XIII^e siècle.

(2) D^r E. BURNET, *La lèpre*, Flammarion, éditeur.

« On prend du sang, on y verse un peu d'huile, on examine une heure après ; si le sang a un aspect cuit c'est du sang de lépreux. — Selon d'autres formules, c'est du vinaigre qu'on ajoute au sang et s'il se mélange mal : le sujet est lépreux ; — ou bien on frotte un peu de sang sur la paume de la main et s'il n'est pas onctueux et donne une sensation de sec, c'est du sang de lépreux.

On a examiné la formation et l'onctuosité du caillot, la solubilité d'un grain de sel dans le sérum, la miscibilité du sang et de l'urine, la densité du sang (si un peu de poudre de Pb brûlée n'y surnage pas : c'est du sang de lépreux ; — la sécrétion des matières grasses de la peau : si l'eau ne la mouille pas bien, le sujet est lépreux. »

AMBROISE PARÉ, plus tard, connaissait de la lèpre les symptômes cardinaux : l'anesthésie à la piqure, la rhinite et les ulcérations de la cloison, l'atrophie musculaire entre le pouce et l'index.

Les moyens de diagnostic devinrent donc de plus en plus précis au cours du moyen âge.

Les « preuves » étant faites le malade était admis à la léproserie.

Blois

Au début du xii^e siècle, vers 1120 on construisit à Blois une maladrerie des libéralités de Thibaut, comte de Blois et de l'évêque de Chartres, GEOFFROY DE LÈVES, sur un terrain éloigné de la ville, libéralement

concéde par ses propriétaires, Pierre DE RUTAYE et sa femme.

En l'an 1190, l'Église de Saint-Ladre fut brûlée « la nuit de devant la Chandeleur et furent tous les biens toutes les chartes et toutes les lettres brûlées et embrasées dont furent faits les vers qui s'ensuivent » (1) :

« *M Semel C bis, bis quinque minus retinebis
Quod doleo fari, vidi tunc igne cremari
Ecclesiam sancti Lazari nox Preypapenti
Nox Preypapenti prima tanti damna reparavit
Quae Lazari Sancti res Ecclesiamque cremavit.* »

Puis elle fut réédifiée XLII ans après.

Une bulle du Pape de 1261 (2) recommandait Saint-Lazare de Blois à la Charité Chrétienne et accordait des indulgences à ceux qui contribueraient à l'entretien et à l'agrandissement de cet asile.

Les progrès de la lèpre procurent de grands biens à la Maladrerie, l'abondance des dons suivant l'évolution du Fléau, nombre de grands Seigneurs même furent atteints.

(THIBAUD VI, comte de Blois mourut disent les chroniques de cette maladie.)

THIBAUD V affranchit le prieuré de toutes sortes d'impôts en 1190. Six ans plus tard la vicomtesse de Blois et son mari donnent chacun 1 setier de sel de rente annuelle.

(1) BERNIER, *Histoire de Blois*, 1660, Arch. Départ. de Loir-et-Cher.

(2) Cf. *Loir-et-Cher historique*, Année 1892, Arch. de Loir-et-Cher.

En 1022, Louis I^{er} concède à cet établissement les droits féodaux (1) d'une foire fixée au Vendredi qui précédait le Dimanche des Rameaux, avec tous les revenus de son comté, la veille, le jour, le lendemain de la foire.

Cette donation est datée de Zara où le Seigneur guerroyait contre les infidèles, tandis que la lèpre désolait le camp des croisés.

Des terres sont léguées en 1211 par Hervé de BEAUVOR et sa femme HILDEGARD, plus tard par GEOFFROY DE CORMERAY, G. BISSOLI, GAUTHIER d'AVESNE.

Une Charte de 1218, écrite à la Ferté-Villeneuve, résidence des Comtes de BLOIS donne en concession perpétuelle 1.000 harengs et 100 litres d'huile à prendre dans la première semaine de carême.

A la fin du XIII^e siècle, les biens des plus petites Maladreries rurales furent donnés à la Léproserie de Saint-Lazare.

Le seul (2) registre existant encore des relevés des recettes et dépenses du Blésois pour le semestre du 25 décembre 1318 au 24 juin 1319 mentionne qu'il était alloué à Saint-Lazare par le Comte (3) :

XII livres	art.	304
XX sous	—	328
LX sous (pour une somme d'huile (<i>sic</i>)).....	—	357
1 millier de herents (<i>sic</i>)	—	924
VI muids 11 setiers de froment	—	1172

(1) Louis I^{er} comte de Blois, BERNIER.

(2) Les révolutionnaires ayant jugé bon de faire disparaître 69 vol. provenant de la Chambre des Comptes de Blois.

(3) Ce relevé de comptes a été publié dans la *Revue des Sciences et Lettres de Blois*, 1901, Arch. départementales.

Manuscrit Arch. nat. KK. 296.

Après la disparition presque complète de la lèpre, les Maladreries presque désertes, laissèrent les religieux sans occupation, mais possesseurs de richesses qui n'avaient plus d'emploi utile dans les hôpitaux.

Au début du xvi^e siècle, Saint-Lazare était devenu un prieuré, les religieux n'ayant plus de malades à soigner devaient seulement faire quelques aumônes pour rappeler le but charitable de la fondation (1).

Une ordonnance de FRANÇOIS I^{er} ayant, après des abus, remis aux laïcs la gestion des biens des hospices, l'administration des possessions de Saint-Lazare fut alors confiée à deux bourgeois de la ville.

En 1572, le temporel de Saint-Lazare est affermé pour trois ans moyennant 700 livres à Maître MUSSET qui devra pourvoir en outre « au vivre et au vestimentaire des religieux et des serviteurs du prieuré et au luminaire et autres devoirs charges et rentes qui grèvent le prieuré, de plus il devra faire aumône les Mercredis et Vendredi de chaque semaine de trois pains du poids de douze livres, dont la distribution sera faite à 9 heures du matin en présence d'un Échevin, il devra en outre poursuivre et terminer les procès qui lui seraient intentés à cause du domaine » et prendre à sa charge les réparations (2).

Une partie des revenus de Saint-Lazare devait être

(1) TROUËSSART. Manuscrit, relevé des comptes de l'Hôtel-Dieu de Blois. Bibliothèque du Château.

(2) TROUËSSART, Relevé des comptes de l'Hôtel-Dieu. Bibliothèque du Château.

employée aux œuvres pieuses, les archives comportent une délibération du Conseil de Ville, en 1596, au sujet des secours que le prieur de l'ancienne Maladrerie devait fournir à l'Hôtel-Dieu.

Cet hôpital recevait en moyenne de quatre à cinq cents écus par an et une certaine quantité de grain.

En 1659, les biens de l'ancienne Léproserie servirent à doter l'hôpital général et ses bâtiments devinrent un lieu de retraite pour les Chanoines réguliers de Notre-Dame de bourg moyen.

Les revenus provenant des terres, maisons, et prés s'élevaient à la Révolution à 5.901 livres 11 sols, tous ces biens furent vendus révolutionnairement.

Il est intéressant de noter que sur l'emplacement de Saint-Lazare s'élève maintenant un vaste asile d'aliénés qui a aussi retrouvé comme service hospitalier une affectation qui fut sienne pendant 400 ans.

La formule :

Sis mortuus in mundo, vivis iterum Deo — que l'on prononçait devant le lépreux lors de son introduction à la léproserie résume bien la situation des malheureux malades dans le monde et devant Dieu, car suivant l'expression d'AMBROISE PARÉ il était « Aimé de Dieu en portant patiemment sa croix ».

Les actes de charité envers les lépreux étaient au moyen âge un des moyens les plus efficaces pour gagner le ciel.

L'admission à la léproserie était accompagnée de cérémonies religieuses et de serments d'observer les

usages et coutumes du Lazaret. Il n'existe pas pour le Blésois de rituel spécial, Blois dépendant au point de vue ecclésiastique du diocèse de Chartres (1) suivait pour ses maladreries le rituel de cet Archevêché.

« Les Deffenses » furent d'ailleurs dans les grandes lignes les mêmes pour toute la France.



Un lèpreux sous le règne de Charles V.

Dans une histoire de Blois du ^{xix}^e siècle (2) on mentionne que les lépreux ne devaient point quitter la maladrerie sans l'autorisation du prieur et qu'en sortant du Lazaret ils devaient porter des signes pouvant indiquer aux habitants de la ville qu'ils étaient contaminés, afin que ceux-ci puissent de loin les reconnaître et les fuir : le malade devait avoir un linge blanc autour de la tête et agiter continuellement des cliquettes au cours de ses déplacements.

(1) Blois n'eut son Évêché qu'au ^{xvii}^e siècle.

(2) BEBGEVIN et DUPRÉ.

Il lui était interdit de « jamais entrer à l'Église, marché, moulins en four publics et en toute compagnie et assemblée de gens ».

La femme ou le mari sain pouvait accompagner son conjoint lépreux, auquel cas il devait suivre les règlements appliqués aux malades de l'établissement, si les enfants étaient indemnes ils étaient séparés de leur parents, dans le cas contraire ils étaient hospitalisés avec eux. Les lépreux possédant des biens devaient en entrant à la Léproserie lui donner tous ses meubles, $\frac{1}{3}$ de ses immeubles et la moitié de ses acquets (1).

La Léproserie était desservie par des religieux prêtres, par des frères non prêtres ou condonnés et des sœurs condonnées, tous étaient soumis à la règle de Saint-Augustin.

Les prêtres administraient les soins spirituels, les frères et les sœurs condonnés soignaient les malades suivant leur sexe et se livraient à tous les travaux nécessités par la maison, primitivement ils se faisaient assister d'un habitant de la ville désigné par le Comte de Blois qu'il affranchissait de la taille des corvées et autres redevances.

Tout le personnel attaché à la Maladrerie, prêtres frères et sœurs condonnés, aides ne devaient jamais sortir en ville sans porter sur leurs habits un grand *L* de couleur afin de signaler leur présence au public.

Le prieur de la communauté avait autorité sur les

(1) BERGEVIN et DUPRÉ, *Histoire de Blois*.

malades et sur les soignants, il possédait des sceaux particuliers dont il scellait tous les actes soit *Prior leprosorum fratres ejusdem domus*.

Soit *S Capituli Leprosorum Blesis*.

Dans la campagne où chaque petit bourg tenait à avoir sa Maladrerie, les soins étaient assurés par des « donnats et des oblats » infirmiers volontaires qui formaient des sortes de très petites confréries ; quelquefois même le nombre des malades était si restreint, que la Léproserie demeurait sans infirmiers. Quand la lèpre se mit à décroître il y eut des gens non atteints, qui trouvèrent commode de vivre dans ces retraites entretenues par la charité publique.

Avec la disparition de la lèpre disparut la raison pour laquelle ces nombreux établissements avaient été créés ; chacun, congrégations religieuses ou particulières, s'appropriâ ce qu'il lui fut possible de prendre.

Les Rois firent des tentatives partielles pour rendre aux pauvres malades les biens qui leur avaient été destinés ; mais ce fut sous Louis XIV que la question des propriétés des Léproseries fut complètement réglée.

Hôpital Saint-Jacques.

Louis de Chatillon fonda à Blois sous le Patronnage de Saint-Jacques un asile en faveur des pèlerins qui passaient par la ville pour se rendre à Saint-Jacques de Compostelle en Galicie.

« Auparavant, dit le titre de fondation de 1316, les pieux voyageurs étaient sans asile et souvent ils restaient dans les rues et sur les places publiques de la ville, exposés à toutes les intempéries ».

La dotation primitive de Saint-Jacques forma huit prébendes dont six furent affectées à l'entretien des chanoines hospitaliers, deux au logement et à la nourriture des pèlerins.

L'ardeur des pèlerinages s'étant peu à peu ralentie, cette maison perdit beaucoup de son utilité première et n'eut plus que de très rares occasions d'exercer l'hospitalité. Elle devint enfin une simple collégiale de chanoines séculiers qui changèrent à leur profit la destination charitable des revenus de l'œuvre.

L'Hôtel-Dieu de Blois.

La bienfaisance historique des Comtes de Blois laisse supposer qu'ils établirent très tôt dans leur ville un asile pour recevoir les malades.

Le plus ancien titre connu est daté de 1183 :



L'HÔTEL-DIEU DE BLOIS
(au premier plan, d'après une gravure du XVII^{ème} siècle)

Thibaud V, dit le père des pauvres, crée une rente perpétuelle (1) en faveur de l'Hôtel-Dieu de 3 muis 2 setiers de méteil par an.

En 1190 il confirme à la charitable maison « *Elemosyna Beata Marice Blesensis* » des droits qui lui avaient été concédés par ses ancêtres :

Droit de pâturage et de prendre le bois (2) nécessaire au service de la maison dans les forêts de Blois, Russey et Boulogne.

L'année suivante Louis 1^{er} reconnaît valables tous les dons faits à l'hôpital par ses prédécesseurs (3).

On note des détails curieux sur le patrimoine des pauvres au xii^e siècle basé sur des concessions féodales.

« Toutes les fois que moi ou quelqu'un de mes successeurs nous coucherons à Blois, l'aumône de la dite ville aura le droit de prendre dans nos greniers du foin, de l'avoine pour la nourriture de deux chevaux et dans notre cuisine huit pains de notre service ou quatre miches, une demi-bouteille de vin, deux morceaux de viande crue et six pièces de chandelles, le tout pour chaque nuit que nous passerons à Blois...

Je confirme le droit d'usage dans toutes mes forêts en quelque endroit qu'elles soient pour les maisons et granges de l'aumône — les pores de la dite aumône

(1) Cette rente était encore versée en 1319.

(2) La quantité de bois fut fixée par François 1^{er} à 300 rottées Louis XIV les réduisit à 100.

(3) Arch. départ. Loir-et-Cher, 68-H-1. Charte et latin transcrite au xvii^e siècle.

iront aussi dans toutes mes forêts, sans qu'il faille payer aucune redevance de paisson ».

L'importance et l'étendue des « droits et propriétés que possédait l'hôpital à cette époque tend à prouver son ancienneté ; car le patrimoine des pauvres n'a pu se former que par une suite de donations multipliées, s'entendant sur une longue période. Louis I^{er} ne se contenta pas seulement de reconnaître les dons faits par ses ancêtres, mais il augmenta encore le domaine de l'hôpital par de nouvelles libéralités, ses descendants n'en furent pas moins généreux.

En 1223, Guy de Chatillon échangea les métairies des « grands tresseaux » et de Villançay contre quelques droits féodaux dont jouissait l'Hôtel-Dieu.

En 1226 la comtesse Marguerite, veuve de Gauthier d'Avesne (1) donna 52 livres de rente en monnaie Blésoise à prendre chaque année sur le produit féodal de ses boucheries de Blois. Cette rente devait être employée à raison de vingt sous par semaine à la pitance (2) des pauvres malades les lundi, vendredi et samedi.

A charge pour les prêtres de l'Hôtel-Dieu de prier pour elle durant le canon de la messe et de célébrer son anniversaire à perpétuité.

La Comtesse Jeanne de Chatillon par testament légua à la Maison Dieu une certaine somme d'argent « pour acheter coutes, quossins, draps, covertiores,

(1) Arch. départ. du Loir-et-Cher, B-145.

(2) La pitance était une sorte d'extra en sus de l'ordinaire (g. glosaire de Ducange au mot pitentia).

robes à pour relevés, napes et autres nécessitez à malades », elle léguait en outre 100 livres pour mettre en héritage et demandait que le tout soit livré par ses exécuteurs testamentaires « au prieur de la maison présents le bailly et l'officiel de Blois ».

Les Comtes de Blois versaient régulièrement à l'Hôtel-Dieu une rente en nature et en argent ainsi qu'en fait foi le relevé des dépenses du Comte pour le semestre allant du 25 décembre 1318 au 24 juin 1319.

291	A l'aumône de Blois	XIII livres blesois
304	A l'aumône de Blois	XXVI livres
305	Pour le four de l'aumône	C sous
337	A la prieuse de l'aumône pour blanc pain « as » malades	L sous
362	A l'aumône de B une somme d'huile	LX sous
363	<i>id.</i> pour 1 millier de harengs	LX sous
1171	A l'aumône de Blois	XVIII muis de froment
1201	A l'aumône de Blois	III muis II setiers de méteil.

La famille d'Orléans ne fut pas moins généreuse que celles de Champagne et de Chatillon.

Les Rois de France et leur cour qui à la fin du ^{xv}^e siècle vinrent habiter fréquemment la région, firent à l'hôpital de nombreuses libéralités.

En 1474, Marie de Clève (mère de Louis XII) donna entre autre la closerie de la place dans la commune de Cheverny.

« Le père du peuple » et Anne de Bretagne faisaient aux grandes fêtes des libéralités qui variaient annuel-

lement de 200 à 300 livres. Il établit également en faveur de l'asile des pauvres malades un privilège de Franc sale (1).

Henry III et Louise de Vaudemont, sa femme, se montrèrent aussi charitables que leurs prédécesseurs.

Louis XII accorda 1300 livres sur les droits d'entrée établis aux portes de la ville.

Louis XIV et Gaston d'Orléans (2) se joignirent aux habitants de la ville qui se cotisèrent volontairement, pour faire construire de nouveaux bâtiments.

Les Bourgeois s'associèrent dans la mesure où ils le pouvaient à l'entretien de l'Hôpital (3).

Jean Sablard, en 1380, Bourgeois de Blois, donna 2 arpens de prés situés à Chailles.

En 1646, M. Courtin, procureur du Roy au Baillage de Blois, fait don d'une métairie à la chaussée.

En 1654, Paul Ardier, président de la Chambre des Comtes de Paris, donna une somme de 18.000 livres.

En 1679 Marguerite Girard, veuve de Nicolas Morin, légua par testament 13.500 livres à charge de faire dire à perpétuité deux messes par an : l'une le jour, anniversaire de sa mort, l'autre le jour de la fête de sa sainte patronne (1).

(1) L'Hôtel-Dieu était exempt de payer l'impôt de la Gabelle, cette quantité de sel était fixée à 6 minots sous Louis XV : 1 minot = 120 livres.

(2) Les armes de France furent sculptées sur le nouvel édifice pour rappeler la participation généreuse du roi et du prince son frère aux dépenses de la construction.

(3) Donations et legs 1450-1770. Arch. 68 H. 5.

Des recettes extraordinaires venaient encore augmenter le patrimoine des pauvres créés très anciennement par les Comtes de Blois, elles provenaient des amendes infligées pour certains délits.

En 1585 « Une dame de la Prieure avait été condamnée pour délit d'usure à payer à l'Hôtel-Dieu une amende de 450 livres.

Fréquemment les gens âgés, ayant de petites ressources s'installèrent à l'Hôtel-Dieu et lui léguèrent leurs biens « à charge de les faire inhumer ». D'autres moyennant une pension modique étaient « nourry et inhumez » par la charitable maison.

16 novembre 1596 « Pierre Lefère a esté reçu à l'Hôtel-Dieu et Blois pour y estre nourry et alimenté, couché, chauffé et levé pour la somme de 45 livres par an payables par portions égales de 75 sous tous les mois. En outre il a donné au dit Hostel Dieu 6 livres de rente foncière à prendre après son décès sur tous ses biens. Les malades hospitalisés ou leur famille aidaient l'Hôtel-Dieu ainsi que nous le verrons par la suite lorsque cela leur était possible.

En 1789 la maison se suffisait à elle-même, elle ne recevait aucune subvention de la ville, ses revenus patrimoniaux couvrant et au delà toutes les dépenses.

Cette année-là, l'Hôtel-Dieu reçut :

3912 livres d'indemnité pour les journées de maladie des soldats du régiment d'infanterie le Royal Comtois en garnison à Blois.

Le compte dû à M. SELLERON s'établit ainsi :

Recette

Reprise à recouvrer du dernier compte	18.732 l. 22 s. 3 d.
Reliquat du compte	9.300 l. 19 s.
Dons du Roi et loyers des maisons.....	3.052 l.
Biens ruraux affermés en argent	7.314 l. 15 s. 10 d.
Rentes foncières	1.193 l. 8 s. 3 d.
Rentes constituées	2.806 l. 4 s. 6 d.
Rentes extraordinaires	13.615 l. 14 s. 4 d.
Total	56.016 l. 4 s. 4 d.

La recette des blés se composait de 242 ^m 8^s 4^e.

La recette des vins était de 396 pièces.

Dépense

Rentes viagères	1.590
Rentes foncières	275
Mémoires et fournisseurs.....	5.258
Dépenses de l'intérieur de la maison.....	11.671
Total	18.795

La seule dépense de viande atteignait 5827 livres.

Le médecin gagnait	100 l.
Les deux chirurgiens chacun	300 l.
Le receveur	400 l.

Ce compte fut rendu à la nouvelle administration municipale organisée en exécution des lois de l'assemblée constituante.

L'arrêté définitif constatait un reliquat de 16.074 livres.

L'Administration de l'Hôtel-Dieu

LE PERSONNEL HOSPITALIER

L'Hôpital de Blois était situé entre l'abbaye de Bourg moyen et le couvent des jacobins.

L'administration et le service changea bien des fois au cours d'une existence de plus de sept siècles.

La maison fut d'abord desservie par un prieur nommé par l'abbé de Bourg moyen, en vertu de l'autorité qu'avait cette abbaye (1) sur l'Hôtel-Dieu, et par cinq frères de l'ordre de Saint-Augustin spécialement chargés d'administrer les secours spirituels aux malades.

La gestion des biens de l'aumône était confiée au prieur qui ne devait rendre des comptes qu'à l'Évêque de Chartres dont Blois dépendait alors.

Des sœurs, sous les ordres d'une prieuse, étaient chargées des soins corporels et de l'entretien de la maison.

A la fin du ^{xii}^e siècle un Bourgeois de Blois fut affecté au soin des malades par le comte de Blois ; la confirmation de cette institution est indiquée dans un acte de 1190.

« J'ai rendu franc et quitte de toute taille et exac-

(1) Une partie des biens de l'Hôtel-Dieu était affectée à cette abbaye et formait un bénéfice assez important. Dans la série des titulaires on trouve plusieurs clercs séculiers qui la possédaient à titre de commande, détournant par là le bien qui avait été primitivement destiné aux pauvres malades.

tion un habitant de Blois qui prendra l'engagement de servir les pauvres malades sa vie durant, le premier que mon père a nommé pour servir de cette exemption a été Guérin de Suevres. Après son décès le prieur et les frères de l'aumône me présenteront un autre bourgeois de la ville pour que moi et mes successeurs lui conférions le même privilège et ainsi de suite à perpétuité ».

Les religieux, pleins de zèle et d'abnégation durant les premiers siècles, ainsi qu'en fait foi une lettre de Saint-Louis de 1269 où il annonce, « ayant appris la conduite digne de louanges dans cette maison Dieu des frères et des sœurs l'envoi d'une épine de la couronne du Christ, voulant honorer le monastère en lui donnant un gage de la protection divine », ne satisfirent pas toujours strictement par la suite aux prescriptions de leur état. D'autres autorités s'étant constituées auprès d'eux et principalement celle du conseil de ville soutenue par le pouvoir royal ; de nombreuses modifications furent apportées à partir du xiv^e siècle à l'organisation de l'Hôtel-Dieu. A plusieurs reprises le personnel fut changé, c'est ainsi que le 8 février 1417 maître Jean d'Ay, chanoine de Paris, d'accord avec deux habitants de Blois, demanda deux sœurs de l'Hôtel-Dieu de Paris qui était alors désorganisé par la mauvaise administration de son directeur et la mort de la Prieuse.

Louis XI, désireux d'introduire et de renforcer partout où il le pouvait le pouvoir Royal, procéda à quelques réformes lui permettant d'établir une sur-

veillance auprès des religieux qui avaient alors tout pouvoir. Mais ce fut François 1^{er} qui changea d'une façon absolue l'administration de la charitable maison.

Les prieurs et les frères de l'Hôtel-Dieu gouvernèrent pendant longtemps avec ordre et firent montre de beaucoup de charité, mais leur piété étant venue à diminuer ils tombèrent dans le dérèglement et abandonnèrent l'intérêt des pauvres, pour faire tourner à leur profit et à leur bien-être les revenus de l'Hôtel-Dieu, en outre.

Après la fondation du Sanitas, le prieur qui était alors maître absolu tant au temporel qu'au spirituel se refusa à fournir sur les biens de l'Hôtel-Dieu la somme qui avait été jugée nécessaire à l'entretien de l'asile réservé aux pestiférés.

En 1530, le parlement de Paris fit procéder à une enquête pour parvenir à réformer les statuts de la maison charitable.

François 1^{er} lui-même constate dans un de ses édits les dérèglements survenus dans l'établissement.

« Naguère s'est eleve en l'Hotel-Dieu de Blois un nommé Jean Vallet, lequel fourvoyant et degenerant de son etat, et grandement egaré de la vie bonne et simple, a denié recevoir les pauvres malades de la dite ville et leur administrer logis, boire et manger comme il est requis, et qui pis est a pretendu la dite administration du bien des pauvres etre prieur et benefice en titre pour soutirer et defrauder entièrement les dits pauvres de leurs biens ».

Finalement, en 1532, à la suite de longues procédures par ordonnance et lettres patentes, François I^{er} enleva aux frères hospitaliers l'administration du temporel et la confia à trois administrateurs laïcs qui devaient être nommés par les échevins de la ville et « présentés à l'agrément du Roy ».

Dès lors le prieur et les religieux anciens maîtres absolus des biens de l'Hôtel-Dieu ne jouirent plus que d'une pension alimentaire fixée à cent livres chacun.

En 1636 il fut créé pour l'Hôtel-Dieu un receveur spécial ; jusqu'à cette époque en effet celui de la ville avait rempli cette fonction.

Un édit de Henry II de 1551 régit très longtemps l'Hôtel-Dieu tant au spirituel qu'au temporel.

EXTRAIT DES DOCUMENTS CONSERVÉS
AUX ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE LOIR-ET-CHER

Série H. — Cote 68 H 26

1551. — 22 août. — *Ordonnance du Roi portant règlement de l'Hôtel-Dieu de Blois.*

Henry, par la grâce de Dieu, Roy de France, à tous ceulx qui ces présentes lettres verront Salut. Savoir faisons que nous désirant singulièrement l'entretienement du service divin, substantacion et subvention des pauvres malades affluant tous les jours en nostre hospital et maison dieu de nostre ville de Bloys estre faict et dressez à la forme et reigle conforme aux commendemens de Dieu et aux constitutions canoniques et decretables à la fonda-

cion dud. hospital et maison dieu et à notre intention. En sur ce l'advis et délibération de nostre ami et féal conseiller et grand aumosnier et autres gens de nostre conseil privé. Avons faict et dict faisons et disons, statuons, voullons, ordonnons et nous plaist y estre gardez et observez les pointz et articles ey attachez soulz le contre scel de nostre chancellerie signez de nostre ami et féal conseiller l'Evesque de Mascon, nostre grand aumosnier. Si ordonnons en mandement au bailly de Bloys ou son lieutenant et à tous noz autres justiciers, officiers et subjectz et chascun d'eulx sicomme à luy appartiendra que noz présentz statutz et ordonnances et tout le contenu ey dessus ils facent lire, publier et enregistrer ou besoing sera ainsi qu'il est au tel cas requis et acoustumé et inviolablement entretenir, garder et observer de point en point selon sa forme et teneur. Cessans et faisant cesser tous troubles et empeschemens au contraire et à ce faire et souffrir, contraignent et facent contraindre royaulment et de faict tous ceulx qu'il appartiendra et qui pour ce feront (*sic*) à contraindre par toutes voyes deues et au tel cas requises nonobstant quelzconques lettres, oppositions ou appellations quelzconques et sans préjudice d'icelles pour lesquelles ne voullons estre différer. Car tel est nostre plaisir, en tesmoing de ce nous avons faict mettre notre scel à ces présentes. Donné à Fontainebleau, le xxii^e jour de aoust l'an de grâce mil cinq cent cinquante et ung et de nostre règne le cinquième.

Par le Roy et à la relacion de conseil.

COEFIER.

* * *

Ce sont les articles que le Roy veult estre observez en son hostel dieu de Bloys tant pour le service divin que pour le traictement des pauvres y survenans conformément

aux comendemens de Dieu et aux constitutions canoniques et décretables à la fondacion dud. lieu et intention dud. Sgr.

Premièrement. Que le nombre des prebtres et ceulx qui sont ordonnez pour faire le service divin ne soit plus de six prebtres religieux selon la fondacion et coustume dud. lieu en comptant le prieur pour le sixième et cinq religieux, aussi de deux clerks ou novisses lesquelz seront tenuz assister et s'emploier à faire le service divin, dire et chanter les heures canoncialles, matines, prime, tierce, la grand messe et austres messes qui y sont de fondacion ou de coustume, sextre, nonne, vespres, complies au temps et aux heures ordinaires et accoustumées. Lequel service divin sera faict par iceulx religieux et non par prebtres séculiers substituez sans aucune excuse sinon nécessaire ou légitime et avec la congnoissance du prieur et des gouverneurs.

Seront en oultre tenuz, obligez et contrainctz lesd. prieur et religieux par eulx même et non par autre quelconque personne visiter les malades, les admonester de leur conscience, leur administrer confession, le sacrement de l'eucharistie et de l'extresme unction révéraument et sougneusement comme il appartient. En toutes lesquelles choses tiendra led. prieur son lieu de supérieur pour commander et ordonner et luy mesme si employer en exerçant son office pour montrer exemple à ses religieux en tout temps, à toutes heures quelzconques où la nécessité y sera et en cas qu'il se face ou commecte aucune faulte ou par négligence ou par contenuement ou par reffuz ou par obstination. Veult et entend led. Sgr que de la personne faillante tant du prieur que des religieux soit la prébende retenue et suspendue pour le temps qu'il aura failly auquel cas ne veut aucune excuse estre admise si ce n'est de maladie ou empeschement nécessaire ou utile pour la maison.

Veult davantaige iceulx prieur et religieux vivre en commun, gardans leurs veuz qu'ils ont de servir les paouvres d'obédience et semblables, led. prieur au cas desd. veuz et autres concernans l'estat de religion avoir commandement sur lesd. religieux et lesd. religieux vivre en obédience soulz led. prieur et prendre de luy lad. obédience selon la reigle de leur profession et de leur ordre.

Item. Qu'il y ayt trois femmes religieuses prinse par l'advis dud. prieur, gouverneurs et vicaires, du grand aumosnier pour traicter les mallades soulz l'obédience dud. prieur. Desquelles la plus ancienne professe s'il n'y a empeschement d'aucune faulte ou insuffisance tiendra le lieu de mère et supérieur sus les deux aultres et sur les chambrières qui seroient nécessaires touteffoys que d'icy en avant ne soient prinse chambrières séculières pour le traictement desd. malades si l'abondance desd. malades ne le requiert et selon l'advis dud. prieur et desd. gouverneurs et vicaires.

Item. Quant au traictement desd. malades, veult et entend led. Seigneur que tous mallades de maladies non incurables ne cronicques et mesmement pauvres et non aultres de la ville et banlieue de Bloys ou estrangiers que maladie y auroit surpris et qui par pauvreté n'auroient autre moyen d'estre secouruz et substattez en leur maladie soient receuz aud. hostel dieu. Quant aux riches et qui ont de quoy survenir (*sic*) à leurs maladies n'entend aucunement qu'ilz occupent les lieux qui sont destineez et affectez aux pauvres ne que les valetz et chambrières des riches ou personne de leur famille, si ce n'estoict en cas de peste occupent semblablement le lieu des pauvres indigens. Ne que les passans et estrangiers sains et valides soient receuz aud. hostel dieu pour empescher et occuper lesd. lieux des pauvres malades.

Item. que ceulx qui sont de qualité pour y estre receuz soient à leur arrivée aud. hostel dieu premièrement confessez et après mis au liet, traictiez et sollicitez tant pour la santé de l'âme que du corps avec tout le soing et diligence qui se peult et doibt mettre en tel cas et qu'il y ait doresnavant médecin et chirurgien aux gaiges dud. hostel dieu et apothicaire affin que lesd. mallades receuz aud. hostel dieu n'ayant besoing d'aucune chose qui leur puisse estre nécessaire tant pour l'âme que pour le corps.

Item. pour ce que la réparation du logis mesmes de la salle des pauvres est desjà grandement avancée veult led. seigneur led. édifiée estre poursuivy et achevé avec zèle, diligence et accélération, que les facultez et aumosnes de lad. maison pourront supporter et que selon lesd. facultez et aumosnes les lictz, couvertures et courtines pour chacun liet soient en bon estat, bien entretenuz, semblablement orilliers, couvrechefz, linge, manteaulx de gros bureau pour couvrir les pauvres quand ilz se lèvent de leur liet, pantoufles de feuvre et de toutes autres choses qui leur peuvent estre nécessaires.

Item. Que d'icy en avant les lictz où se mectent les griefz malades soient faictz plus petitz et qu'en iceulx lictz ne se mectre qu'un grief malade tant seulement et qu'il soit faict séparacion de bois du long de la salle desd. pauvres qui sépare les lictz où seront mis les hommes malades de ceulx ou seront les femmes et qu'il n'y ait ni veue ni conversation de l'un à l'autre. Lesquelles choses se feront par temps selon les facultez et commesditez dud. hostel-dieu.

Veult aussi et ordonne led. Sgr que d'icy en avant deux fois la sepmaine se face par le prieur, gouverneurs et la mère une visitacion avec le médecin et que ceulx qui seront trouvez entièrement hors de fièvre et seront demeurez

en tel estat et convalescence sept jours soient mis hors dud. hostel dieu pour faire place à ceulx qui pourront survenir et leur soient renduz leurs habillemens, besongnes et autres choses qu'ilz auroient apportées, pourquoy faire sera députée une desd. religieuses à la conversacion desd. besongnes et sera donné à ung chascun desd. pauvres convalescens un grand blanc pour leur ayder à passer la journée.

Item. Que les gouverneurs dud. hostel dieu et recepveurs commis par eulx soient tenuz rendre compte et reliqua au grand aumosnier ou à ses vicaires commis sur le lieu d'une chascune année du temps passé dont ilz n'auroient rendu compte et pour l'advenir par chacun an eu la présence des gens du Roy et de lla justice. Lesquelz y seront pour ce faict appelez et de toute autre personne honneste et charitable qui y voudront assister et des prier et religieux de la maison sans pourtant que pour l'assistance ou vaccacion et audicion d'iceulx comptes il soit prins par eulx aucun salaire ny prouffict ny se face aucun banquet. Mais le tout soit pour l'honneur de dieu et œuvres de charité. Et que soit envoyé aud. grand aumosnier ung brief estat tous les ans constenant la closture et arrest du compte qui aura esté rendu signé de la main de ceulx qui auront présidé et assisté à l'audicion dud. compte.

Pierre du CHASTEL,
Evesque de Mascon.

En 1574, il y avait un prieur, un sous-prieur et trois religieux auxquels l'Hôtel-Dieu payait pension.

*
* *

De 1600 à 1634, les religieux préposés au soin et à l'administration de l'hôpital encoururent fréquem-

ment les reproches des malades et de l'administration, aussi, après délibération furent-ils remplacés, en 1635, par des religieuses de l'ordre de Saint-Augustin de la congrégation de Montoire.

« On mettra dans le dit Hôtel-Dieu nombre de religieuses qui feront vœu entre les mains de Monseigneur l'Évêque de Chartres de s'adonner au soin des malades et de les servir pour la nourriture, le blanchissage et les autres nécessités et infirmités, sans distinction de sexe, lesquelles religieuses ne se mêleront point de l'administration du revenu temporel. »

Un aumônier fut placé près d'elles pour les secours spirituels à donner aux malades.

L'Assemblée de ville devait être consultée sur le nombre et le choix des religieuses ainsi que sur les conditions pécuniaires de leur réception. La somme que chaque sœur devait apporter en entrant fut fixée à 300 livres. Les filles des meilleures familles de Blois furent nombreuses à se présenter pour soigner les malades. Après un an de noviciat elles prononçaient des vœux perpétuels.

Les religieux préposés au service spirituel de l'Hôtel-Dieu furent remplacés en 1636 par des prêtres séculiers. L'ancien prieur garda cependant une pension de 150 livres, cette inutile sinécure fut supprimée en 1674.

En 1638, des conflits survinrent entre les échevins et les administrateurs (au nombre de deux). On réunit alors ces deux fonctions et le nombre des admi-

nistrateurs mixtes ainsi formé fut porté à 6 (1) ; mais en 1686, on revint au système d'administration antérieur à 1638, la direction de l'hôpital fut donc de nouveau confiée à deux administrateurs spéciaux et la ville n'eut plus comme d'habitude que quatre échevins.

Le nombre de religieuses alla sans cesse en augmentant et devint bientôt très supérieur à celui nécessité par le soin des malades. Les administrateurs temporels de l'hôpital, en 1666, s'adressèrent aux échevins (2) leur indiquant les abus qui, d'après eux, existaient au sein de l'hôpital.

« Le nombre des religieuses est présentement de 16, nombre excessif par rapport aux revenus de la maison. Ces dames ne se disent plus les humbles servantes des pauvres, mais leurs pensionnaires. Non contentes de la viande de boucherie, elles mangent encore les volailles dues par les fermiers, elles ne veulent plus rien faire que se livrer à la vie contemplative. Quand elles s'ennuient, elles demandent des musiciens pour les récréer, pendant que les administrateurs sont dans leur bureau à travailler et peiner sur leurs papiers, elles vont journellement à la campagne (3) dans un grand et beau carrosse qui a coûté plus de 600 livres ».

L'Évêque de Chartres, auquel ces plaintes furent transmises, changea le personnel hospitalier.

(1) Délibér. du 28 décembre 1638.

(2) Registre de la ville, mémoire du 20 août 1666, Arch. départ.

(3) L'Hôtel Pasquier qui fut acheté, disent les titres, pour servir de récréation aux dames de l'Hôtel-Dieu.

De 1683 à 1685, la maison était desservie par 21 religieuses dont 3 infirmes incapables de travailler.

Le travail était ainsi réparti :

« Deux à nostre pharmacie, occupées à l'entretien d'icelle que l'on peut dire estre une chose quasy inconcevable ayant à faire emplastres, onguents, huiles, graisses, miels, eaux, électuaires, poudres, sucs de réglisse, etc. »

Il y avait en outre deux garçons domestiques à l'apothicauerie. « Une fille qui sert de frater (1) depuis 40 ans, deux filles domestiques à la cuisine, une maîtresse servante pour les enfants, laquelle s'emploie principalement aux choses qui ne seraient pas conformes à l'estat de religieuse comme pourroit estre le remnage (2) des dicts enfants. Deux couturières internes, une domestique pour aider le chirurgien dans ses opérations et pansements, une autre à la buanderie.

Outre ce nombre de domestiques il y a trois piliers (3) à savoir deux aux enfants, et une à la salle des femmes, deux sont de vieilles filles et la troisième une paralytique. »

Au total, la maison entretenait environ 200 personnes en hiver, 160 le reste de l'année (4).

A la veille de la Révolution le bureau d'administration était composé de deux commissaires (5) élus pour

(1) Aide-chirurgien — ou — Perruquier.

(2) Promenade à l'extérieur.

(3) Servantes à poste fixe.

(4) Arch. E 131.

(5) La fonction était absolument gratuite.

trois ans et des échevins, ils se réunissaient une fois la semaine sous la présidence du lieutenant général du baillage. Ce comité s'occupait particulièrement des détails et exécution et ne statuait que sur les affaires minimales, les questions importantes étaient décidées en assemblée générale de ville.

Les sœurs préposées au soin des malades ne coûtaient rien à l'Hôtel-Dieu, une fabrique de jus de réglisse qu'elles avaient installée suffisait à leur entretien.

Il ne paraît en outre, aucune dépense pour la pharmacie, « attendu que, elle est prise sur le travail des Dames religieuses, qui paye aussi les bisquits, laitages et confitures données aux malades. »

Des prêtres séculiers étaient chargés du service religieux de l'établissement.

Dès 1789, on commença par astreindre les religieuses à prêter le serment civique puis on exigea qu'elles prissent l'habit séculier, elles furent finalement expulsées en 1793.

Une directrice et trois gouvernantes laïques prirent alors leur place, aidant aux malversations de l'économe ; elles compromirent immédiatement les intérêts de la maison et « allèrent jusqu'à vendre les effets des malades pour subvenir aux dépenses de honteuses orgies ».

L'ancienne commission administrative est remplacée par un bureau de trois membres, un d'entre eux était pris parmi les administrateurs du district, les deux autres dans la classe populaire.

Ne respectant même pas le patrimoine des pauvres que la charité séculaire avait formé, les hommes de la révolution vendirent la majeure partie des biens qui appartenaient à la vieille maison qui perdit avec eux son titre religieux et devint l'hôpital civil.

L'Assistance à l'Hôtel-Dieu

On recevait à l'Hôtel-Dieu tous les malades quelque soit leur provenance. Ceux-ci étaient répartis en trois salles :

Une pour les femmes.

L'autre pour les hommes.

La troisième pour les enfants.

Un édit de Henry II régit longtemps d'une manière officielle l'admission des malades (1).

« On recevra tous les malades de Blois et de la Banlieue et tous les étrangers que la maladie y aurait surpris, excepté seulement les incurables » ; tout pauvre sortant après la guérison devait recevoir « un grand blanc » (2) pour passer la journée.

Une sœur était préposée à la garde et à l'entretien des vêtements que les malades déposaient lors de leur entrée. Si ces vêtements étaient trop mauvais on donnait aux convalescents de quoi s'habiller proprement, la maison payait par exemple 32 sous pour un pour-

(1) Désirant donner en entier cet intéressant édit de Henry II, je ne fais que mentionner ici les dispositions prises, administration de l'Hôtel-Dieu.

(2) Pièce de billon qui valait un sou.

point, un hau et de chausses et ung bas pour ung pauvre garçon mis hors de l'Hostel-Dieu après avoir été guary de la maladie qu'il avait » (1).

Ils touchaient également une petite somme s'ils n'appartenaient pas à la ville pour leur permettre de rentrer dans leur pays :

— « en 1600 : 70 sous sont donnés à Jeanne Delamusse pour se retirer et faire conduire en son pays dans le Bourbonnais d'autant qu'elle estait percluse et ne pouvoit se tenir sur ses jambes ;

— en 1612 (2) « a un marchand de la ville de Clermont en Auvergne qui avait esté volé et blessé en plusieurs endroits la somme de vingt-cinq sous pour luy aider à s'en retourner dans son pays et pour en descharger l'Hostel-Dieu ».

L'Hôtel-Dieu au cours des grandes Pestes du xvi^e et xvii^e siècle chercha à préserver ses malades de la contagion.

En 1584, en faisait immédiatement sortir de l'Hôtel-Dieu les personnes qui présentaient quelques symptômes de l'épidémie (3).

« Payé vingt cinq livres à Marie Habert pour avoir logé, l'une des pauvres de l'Hôtel-Dieu que l'on soupçonnait estre malade de la dicte contagion. »

On ne supportait dans l'intérieur de la maison aucune personne atteinte ou soupçonnée de la peste.

(1) Arch. dép. Loir-et-Cher, E 86.

(2) Arch. dép., Loir-et-Cher, E 95.

(3) Arch. dép., E. 67.

En 1627, la sœur Isabelle Boignan doit se retirer dans une maison pour se faire soigner et lorsqu'elle « sortit de contagion » l'Hôtel-Dieu lui acheta « une robe neuve » (1).

Par mesure d'hygiène on brûlait du genièvre et du genêt dans les dortoirs de l'Hopital (2).

Les familles de certains malades faisaient des dons à l'Hôtel-Dieu à charge pour la maison de les garder. C'est ainsi qu'on note le 28 avril 1531, un acte (3) de donation de deux arpents de vigne pour lesquels les frères et sœurs de Marie Demontils demandent qu'elle soit nourrie et entretenue dans l'Hôtel-Dieu le reste de ses jours.

Elle venait en effet d'être admise à l'établissement « comme atteinte du mal caduc dit mal de Saint-Jean par lequel elle avait déjà perdu la moitié de son corps qui lui était rendue impotente... On ne pouvait, ajoutent les administrateurs de l'Hôtel-Dieu, la garder longtemps à titre gratuit attendu que l'Hôtel-Dieu est pauvre et qu'en iceluy journellement affluent grand nombre de malades ».

En 1576, l'Hôtel-Dieu reçoit dix sous de Catherine Plichot rôti-seuse pour faire admettre une pauvre fille orpheline.

L'Hôtel-Dieu hospitalisait moyennant une somme très minime les *filles enceintes* de 7 mois, cette dispo-

(1) Arch. dép., série E.

(2) Arch. dép., E 104.

(3) Arch., B 83.

sition charitable permettait aux malheureuses victimes de la séduction (car cet asile était catégoriquement refusé à l'inconduite notoire) de cacher leur grossesse et d'éviter aux familles honnêtes le scandale d'un accouchement à domicile (1).

Les femmes pauvres étaient également hospitalisées à l'Hôtel-Dieu si elles le désiraient pour *accoucher*. Une garde malade, en 1536, toucha « dix sous pour avoir reçu les enfants des pauvres femmes qui ont gesiné au dict Hôtel-Dieu » (2).

Les enfants.

Les enfants étaient reçus et soignés à l'Hôtel-Dieu. Une des sœurs de l'Hôpital leur était affectée ainsi que des nourrices pour subvenir aux nécessités des plus petits.

En 1573, « deux femmes reçurent l'une cinquante sous, l'autre soixante sous pour avoir servi de nourrice aux enfants à la mamelle estant à l'Hôtel-Dieu pendant le temps de six mois ».

En 1598, l'Hôpital paye « 6 livres à M. Ducouldret, maistre chirurgien du Roy et opérateur pour avoir teillé de la pierre deux pauvres enfants nourris au dict Hôtel-Dieu et deus sous à unez homme de service pour sa peine d'avoir tenu les dicts enfants et aydé à son maistre pendant qu'il les taillait.

Au cours de la peste de 1627 les enfants de l'Hôtel-

(1) BERGEVIN et DUPRÉ. — *Histoire de Blois*.

(2) Arch. départ., série E.

Dieu avaient été menés à la closerie des Groix par précaution (1).

En 1633, il y a « une servante et gouvernante des enfants » la même année une femme attachée au service des malades reçoit « quatre livres pour avoir médicamenté un enfant de l'Hôtel-Dieu » atteint « de la teigne ».

Les enfants trouvés.

Les enfants trouvés étaient de droit à la charge des seigneurs sur les domaines desquels ils avaient été abandonnés. Dans la ville de Blois, les enfants trouvés dans le faubourg du Foix étaient de droit recueillis par les bénédictins de Saint-Laumer dans les autres quartiers ils étaient confiés aux agents du Comté.

Très tôt les églises eurent pour les enfants abandonnés un budget spécialisé ; les monastères qui eux aussi recevaient ces enfants souvent donnaient une instruction assez poussée à ceux qui leur paraissaient susceptibles de devenir des individus de valeur.

Il peut paraître étonnant au moyen âge, époque de création sociale intense, inspirée par les préceptes du Christ, qu'on n'ait pas songé à établir des asiles affectés spécialement à l'enfance malheureuse, ainsi que le fit saint Vincent de Paul au xvii^e siècle, et l'on peut

(1) Arch., E 110.

se demander si à cette époque lointaine on n'avait pas déjà reconnu le résultat catastrophique de la réunion dans une même salle d'enfants en bas âge.

Au début du xvi^e siècle on trouve dans tous les comptes de l'Hôtel-Dieu des indications sur les secours donnés aux enfants abandonnés.

Au cours de l'année 1505, l'Hôtel-Dieu plaçait les enfants abandonnés chez des nourrices de Blois ou de la campagne moyennant 100 sous par an.

L'Hôtel-Dieu au cours du xvi^e siècle, reçut fréquemment des dons pour l'aider à subvenir aux frais occasionnés par les enfants, en 1513 don de 50 livres par la Reine Anne de Bretagne pour la nourriture des petits enfants à la mamelle.

Les mères concouraient parfois pour une très petite part à l'entretien des bébés qu'elles n'avaient pu garder près d'elles.

En 1536, il fut reçu « une somme de vingt sous d'une pauvre servante pour ayder à nourrir un enfant qu'elle avait délaissé à l'Hôtel-Dieu ».

De même, en 1539 un don fut fait par une pauvre chambrière « à cause que par ci devant elle avait délaissé un sien enfant à la charge de l'Hôtel-Dieu ».

De 1547 à 1548, il y avait 55 enfants placés chez des nourrices soit à Blois soit aux environs moyennant une rétribution de 10 à 12 sous par mois (1).

Les nourrices étaient parfois payées en nature, cer-

(1) E 30.

taines recevaient en 1537 quatre boisseaux de méteil par mois (1).

Le nombre des nourrissons allant croissant, en 1596, on fit « Défense d'exposer les enfants à raison de la grande quantité qui estait déjà à l'Hostel-Dieu ».

Les enfants pouvaient être repris par leurs parents qui remboursaient alors une partie des frais ; en 1605 la Maison reçut ainsi « cent sept livres pour le remboursement des mois de nourrices de certains enfants reçus à l'Hôtel-Dieu et depuis reconnus par ceux auxquels ils appartenaient » (2).

Les particuliers qui recueillaient les bébés exposés pouvaient demander des secours à l'établissement charitable, c'est ainsi qu'en 1632, il paya « à une femme vingt-sept livres pour neuf mois de nourriture qu'elle aurait administré à une petite fille qui fut trouvée sur le banc de la marelle du faubourg de Vienne ».

L'Hôpital de Blois ne posséda jamais de tour tel qu'en avait créé saint Vincent de Paul, mais la maison n'en aida pas moins largement les enfants abandonnés auxquels il tenait lieu de seconde famille. L'établissement les entretenait, les instruisait, leur faisait apprendre un métier et les dotait à l'occasion.

Dans le registre des recettes et dépenses de 1513 on donna « 2 écus d'or soleil à une pauvre fille sans père ni mère qui avait été élevée par la maison et qui épousa un marchand de la ville ».

Pour le Jeudi saint 1550, le Roy Henry III envoya

(1) E 57.

(2) E 88.

une offrande de vingt-deux livres quinze sous destinée à apprendre un métier à un enfant de l'Hôtel-Dieu.

En 1596, on donna une certaine somme « à Jean Gaucher Maistre Savetier afin de monstrier et enseigner l'estat de savetier à Jacques enfant trouvé de l'Hostel-Dieu ».

Au cours des relevés de compte on note des indications intéressantes sur les achats faits en 1565 pour vêtir les enfants sans parents « quatre sous pour achepter bonnet pour ung enfant de l'Hostel-Dieu — dix-huit sous pour l'achat d'un habillement et d'une paire de souliers pour ung enfant qui estait aux Granges à Bloys ».

En 1584, « crochets, anvelets, lacets pour les habits des petits enfants ».

A plusieurs reprises des sommes sont allouées par l'Hôtel-Dieu pour l'achat de livres nécessaires à l'instruction des enfants.

En 1584, « achat de Donats (petites grammaires) et d'A. B. C., pour servir aux enfants de l'Hôtel-Dieu. Dix ans plus tard on mentionne encore les mêmes acquisitions.

Avant la révolution l'Hôpital se chargeait en outre d'un certain nombre d'enfants appartenant à des familles pauvres auxquels les sœurs faisaient la classe et qui plus tard étaient mis en —apprentissage au frais de l'établissement.

C'est ainsi qu'on note en 1630 une dépense de cinquante et une livre faite par la maison « pour faire

apprendre à un jeune homme pauvre l'art de chirurgie et tout ce qui en dépens ».

L'Hôtel-Dieu ne recevait pas uniquement les civils, mais les militaires y étaient toujours admis et soignés. On ne faisait alors aucune différence entre les soldats et les officiers qui étaient hospitalisés dans la même salle, sans tenir compte du grade.

L'Hôtel-Dieu ne se bornait pas vis-à-vis d'eux à la seule assistance durant la maladie, mais fournissait souvent au convalescent quelque somme d'argent pour lui faciliter le retour dans son pays : — Dans le relevé des comptes de l'établissement de 1605 on relève ceci :

« a ung pauvre soldat de Languedoc qui venoit d'Ostende, reçu pour estre pansé et médicamenté d'une blessure, a esté baillé lorsqu'il s'en est allé dix sous pour l'esconduire » (1).

En 1615, un régiment séjourna à Blois aussi « les comptables ne font point recepte des chapons, poulets et poules d'autant qu'il y avoit grande quantité de soldats de l'armée du Roy qui ont tout dépensé » (2).

En 1687, le Marquis de Cengy commandant de la garde Française « donne environ quarante livres chaque année pour les soldats qui demeurent malades pendant que le Roy est à Chambord et pour les officiers de Sa Majesté ».

Au XVIII^e siècle, le corps auquel les soldats apparte-

(1) Arch. dép., Loir-et-Cher, E 87.

(2) Arch. dép., Loir-et-Cher, E 96.

naient étaient tenus de rembourser à l'hôpital les frais de séjour.

En 1719, les régiments de Passage ou en garnison à Blois devaient payer pour leurs malades cinq sous par jour — l'hôpital reçut ainsi la somme correspondant à 3.140 journées.

En 1789, l'hôpital reçut 3912 livres d'indemnité pour les journées de maladie des soldats d'infanterie le Royal Comtois alors en garnison à Blois.

L'Hôtel-Dieu devait donner certains secours aux *détenus des prisons de Blois*.

Il était grevé d'une « rente de cent sous que les prisonniers et les prisons ont décret d'avoir et de prendre chaque année sur les revenus de l'Hostel-Dieu savoir vingt sous aux cinq grandes fêtes annuelles » (1).

La maison, depuis la disparition de l'asile Saint-Jacques donnait parfois l'hospitalité à des pèlerins pauvres et leur fournissait quelques sous pour les aider à continuer leur voyage.

En 1605 « à deux pauvres voyageurs qui allaient à Saint-Marcou et ont couché au dict Hostel-Dieu a este baillé quatre sous pour ayder à les esconduire » (2).

L'Hôtel-Dieu était encore parfois chargé de distri-

(1) Arch., E 61.

(2) Arch., E 86.

buer des dons faits pour « estre employés en aulmones secrettes envers les pauvres honteux » (1).

Médecins et chirurgiens de l'Hôtel-Dieu et du Sanitas.

L'Hôtel-Dieu jusqu'en 1551 n'eut pas de médecin et chirurgien attitrés, Henry II décida

« qu'il y aurait dorénavant médecin et chirurgien aux gaiges de l'Hôtel-Dieu et apothicaire afin que les malades n'aient besoin d'aucune chose qui leur puisse être nécessaire tant pour l'âme (2) que pour le corps.

Le médecin était tenu une fois par semaine de « passer la visite des salles » accompagné de la mère religieuse, du prieur et du gouverneur afin de voir quels malades étaient « hors de fièvre et demeurez en tel état sept jours ». Il devait alors les prier de quitter l'hôpital afin d'en admettre d'autres.

Jusqu'à la deuxième moitié du xvi^e siècle, les médecins et chirurgiens venaient lorsque c'était nécessaire voir les malades de l'Hôtel-Dieu, leur consultation était, soit gratuite, soit rétribuée pour chaque déplacement.

Dans un compte de 1547 à 1548 (3)

Il a été « baillé » par l'Hôtel-Dieu... « a ung chirurgien

(1) De tels dons furent faits en 1577, Arch. départ.

(2) Il est dit au début de l'article que les malades seront confessés dès leur arrivée à l'Hôpital.

(3) Arch. départ., E 29, Loir-et-Cher.

demeurant au faubourg du foix, la somme de trente sous pour guérir ung pauvre malade de la verolle ».

« 5 sous 8 deniers à Gilles Delastre pour avoir pansé et médicamenté ung pauvre homme qui estoit blessé et navré (sic) en plusieurs parties de son corps ».

« 28 sous 4 deniers à M. Robert Guilbert Barbier chirurgien (1) et autres pour avoir coupé le bras à ung homme de Saint-Dié. »

En 1577 le chirurgien affecté à l'Hôtel-Dieu recevait 75 livres de gages pour avoir pansé et médicamenté les malades durant le temps de neuf mois entiers ».

Outre le médecin et chirurgien attachés à la maison des praticiens étrangers pouvaient y venir opérer, ils étaient alors immédiatement rétribués.

En 1598 on paye « six livres au Maistre chirurgien du Roy pour tailler de la pierre deux pauvres enfants nourris à l'Hôtel-Dieu ».

En 1561 le Barbier chirurgien reçut « quatre livres onze sous pour avoir pansé et médicamenté une pauvre femme qui estait malade d'une maladie secrette ».

(1) On distinguait deux catégories de chirurgiens :

1^o Le chirurgien à robe qui a étudié la médecine et a le droit de porter la robe.

2^o Le chirurgien barbier fait seulement la barbe et les opérations de petite chirurgie.

Dictionnaire de TRÉVaux, xviii^e.

La situation des chirurgiens fut fixée en 1556 par l'ordonnance de Blois, art. 87.

« Il ne sera passé aucun maître chirurgien en ville où il y aura université que les docteurs regens en Médecine ne l'aient approuvé. »

Le médecin en titre de l'Hôtel-Dieu en 1648 se nommait « Noble homme Jacques Pelloquin docteur en médecine » on lui payait 75 livres de gages annuels « pour servir la maison, visiter les malades et ordonner la dicte doctrine » (1).

Le chirurgien attaché à l'établissement gagnait à la même époque 80 livres.

Les chirurgiens ne s'entendaient pas toujours parfaitement avec le personnel ecclésiastique de l'Hôpital, les archives de cette maison relatent plusieurs discussions de ce genre (2).

Le 17 septembre 1783 les chirurgiens de l'Hôtel-Dieu déposèrent une plainte contre un prêtre desservant la maison, lequel avait refusé d'enterrer avant les 24 heures d'usage, plusieurs cadavres qui étaient, disaient-ils, en danger de putréfaction immédiate ».

En 1789 l'Hôtel-Dieu versait aux chirurgiens qui ont fait par semestre le service, 150 livres chacun.

Au médecin 50 livres par semestre.

*
* *

(1) Arch. dép., Loir-et-Cher, E 122.

(2) Arch. dép., Loir-et-Cher, série E.

Les médecins du Sanitas.

Le chirurgien du Sanitas était entretenu aux frais de l'Hôtel-Dieu, les malades atteints de la peste devaient avoir exclusivement recours à lui, choisi parmi les barbiers, il était chargé d'administrer aux patients les médicaments que les médecins avaient jugés propres au traitement de l'épidémie, il était en outre, tenu d'employer ces médicaments de préférence à tout autre. Il donnait ses soins à la fois aux malades réunis au Sanitas et à ceux qui avaient préféré demeurer enfermés dans leurs maisons. Situation périlleuse et peu enviable, la corporation des chirurgiens en facilita l'accès.

Le barbier désirant passer chirurgien était admis sans avoir à passer les examens ni être obligé à faire chef-d'œuvre, en revanche, aucun n'était accepté à la maîtrise s'il ne prêtait serment de soigner les pestiférés en cas d'épidémie.

En 1544 le chirurgien attitré du Sanitas reçoit de l'Hôtel-Dieu « 7 livres 10 sols pour un mois de ses gages à aller pansez les pestiférés ».

Lorsque le nombre des malades augmentait (ils furent jusqu'à 120 au sanitas) un second chirurgien était adjoint au premier et jouissait des mêmes droits et privilèges. Plusieurs, au cours des épidémies

qui sévirent au xvi^e et xvii^e siècle moururent victimes de la peste.

En entrant en fonction, le chirurgien barbier du Sanitas devait prêter serment de ne rien exiger des malades, devant se contenter de ce que lui allouait l'Hôtel-Dieu, de ce que ses clients voudraient bien lui donner de bonne volonté. Tout manquement à ce serment était suivi d'une peine corporelle.

Le chirurgien, au début, était logé à l'Hôtel-Dieu, pour éviter de contaminer cet établissement il devait pour rentrer chez lui monter « du côté du dehors par une échelle afin de ne point passer dans la cour ».

Par la suite, l'Hôtel-Dieu logea le chirurgien ainsi que les jésuites qui assistaient alors les malades dans une maison appartenant à la ville et sise à la Tupinière près du couvent des jacobins de Saint-Laumer. Ceux-ci firent au sujet de ce voisinage de nombreuses réclamations (1) « car ils ne voulaient pas seulement souffrir que l'on logeât le chirurgien de la ville proche d'eux bien que la maison en laquelle on les veut loger appartienne à la ville et qu'elle soit assez éloignée de leur couvent ».

La nourriture ainsi que le logement était aux frais de l'Hôtel-Dieu en 1626 le chirurgien touchant une quantité insuffisante d'aliments fit une réclamation et les administrateurs furent obligés de lui fournir « outre le pain trois livres de viande, moitié bœuf et moitié mouton, trois fois par semaine ».

(1) Procès-verbal du 19 novembre 1626.

Les chirurgiens du Sanitas ne devaient avoir aucun rapport avec les habitants sains de la ville ; vêtus de la robe blanche et orange que portaient tous les officiers du sanitas, et tenant une baguette blanche, ils signalaient leur approche et permettaient aux passants de les fuir.

Lorsqu'il était prouvé qu'un individu sain avait eu quelque relation avec eux, celui-ci devait être signalé à l'attention du Public « attendu que le sieur Rossignol a fréquenté les chirurgiens commis aux soins des pestiférés il lui sera enjoint de sortir immédiatement de la ville et des faubourgs ou bien de porter un bâton blanc sous peine d'être pendu » (1).

Lorsque les derniers malades avaient quitté le sanitas, l'épidémie ayant pris fin, le chirurgien affecté à cet établissement était tenu de rester isolé durant quarante jours ; il était pendant ce temps entretenu aux frais de l'Hôtel-Dieu ; c'est ainsi qu'en 1628 il reçut une certaine somme « pour sa dépense depuis le jour qu'il est sorti du dict sanitas jusques au jour qu'il s'est nettoyé » (2).

La Peste.

« Si les traces de la première origine et de la première apparition de la peste sont perdues dit d'AREMBERG, la peste n'en est pas moins une maladie ancienne et très anciennement connue ».

(1) BEREON et DUPÉ, *Histoire de Blois*.

(2) Arch., E III.

Rufus qui vivait à l'époque de Trajan a consigné dans le XLIV^e livre d'Oribase (traduction BUSSEMAKER et d'AREMBERG) des documents qui paraissent relatifs à la Peste.

« Mais les bubons qu'on appelle pestilentiels donnent très souvent la mort, c'est surtout dans la Libye, l'Égypte et la Syrie qu'on les voit survenir. DENYS le Bossu qui vivait probablement au III^e siècle avant Jésus-Christ a parlé de ces bubons-là. DIOSCORIDE et POSIDONIUS en ont parlé très longuement dans leur traité sur la peste, qui de leur temps, régnait en Libye et ils ont dit qu'elle était accompagnée d'une fièvre aiguë, d'une douleur terrible, d'un trouble dans tout le corps, de délire et de l'apparition de bubons grands, durs et sans suppuration, non seulement dans les endroits habituels du corps, mais aussi au jarret et au coude... ces bubons se développent quelquefois sur les régions génitales... alors la fièvre pestilentielle survient, mais cette affection est le plus souvent épidémique, commune à toutes les constitutions à tous les âges, elle sévit particulièrement dans certains temps de l'année. Il importe de savoir cela, car si on peut traiter légèrement les bubons ordinaires comme ne présentant aucun danger, on doit soigner avec la plus grande attention les bubons pestilentiels. »

De nombreuses épidémies de peste (1) ravagèrent la France au cours de l'histoire.

(1) *Opera omnia* lib. IX, cap. XXII. Gregorii Curonensis.

Plusieurs épidémies sévirent en Gaule dès les premiers siècles de notre ère.

La peste de 583 fut décrite en ces termes par MEZERAY : « une cruelle maladie épidémique courut par toute la France, mais plus furieusement à Paris et aux environs, on la nommait la peste de l'Aisne, parce qu'elle paraissait à ces parties-là... la plupart en mouraient avec des cris et des hurlements effroyables et on n'y trouvait point de remède que dans les églises et spécialement celle de Notre-Dame ».

GRÉGOIRE de Tours dit (1) qu'elle dura 15 ans et que la mortalité fut si considérable qu'on ne peut fixer le nombre des victimes ».

On peut citer en France :

— une épidémie en 801 (2).

Au ^{xiv}^e siècle la « pestis atrôcissima » venant d'Asie s'abattit sur l'Europe orientale et gagna la France.

Ambroise PARÉ en parle en ces termes : « En l'an mil trois cent quarante huit vint une peste et mortalité dont ceulx qui en étoient atteints mouraient en trois ou cinq jours au plus et était si contagieuse que non seulement en conversant ensemble, mais aussi en se regardant l'un l'autre elle se prenoit et les personnes mouroient sans serviteurs, et estoient enterrez sans prestres, et mouroient de jour en jour si grand nombre de pestiférez que ne pouvant suffire à

(1) *Opéra omnia* lib. IX, cap. XXII. Gregorii Curonensis.

(2) En 1270, elle sévit en Afrique et décime l'armée de Saint-Louis.

les enterrer, on estoit contrainct de faire de grandes fosses au cimetière et les jeter dedans à monceaux... Elle fut fort honteuse aux médecins et non profitable, lesquelz n'osoient visiter les malades de peur d'être infectez, ioient aussi tous les remèdes ne profitoient en rien car tous ceux qui estoient frappés de ceste peste mouroient ».

La peste fait de nouvelles apparitions en France en 1457 et en 1490.

Jusqu'au début du xvi^e siècle il n'y eut pas dans le Blésois d'établissement spécial pour le traitement des pestiférés. Les malades étaient éloignés de la ville (1) chaque semaine les autorités allaient « par devers les vicaires et les curés des paroisses pour d'eux avoir rapport des personnes malades » les personnes malades étaient examinées par les jurés Barbiers » et « les pestiférés étaient mis hors la ville et Banlieu ». « On faisait » alors « obstacler les murs et fenestres de leurs maisons par seruziers ». Une chronique rapporte qu'un sergent mena à cheval « de Blois à trois heures au-dessus d'Amboise une nommée Denise qui était chambrière de messire Mathieu Dunillon » le même sergent se rendit ensuite à Chailles (1) pour en chasser

(1) Dans l'introduction du Décaméron 1348, on parle de la propagation de la peste « malgré les efforts des magistrats pour protéger la contagion » malgré le soin qu'on eut de purifier la ville » et « la précaution de n'y laisser entrer aucun malade » il ajoute que « l'art de la médecine devenait impuissant et les malades mouraient presque tous le troisième jour ».

(1) Localité voisine de Blois.

divers habitants et leur faire défense de venir en cette ville de Blois sous peine de mort ».

Un acte de François 1^{er} du 8 juillet 1516 donne mandat de payer 120 livres à Jean Senechal avocat du roi au Comté de Blois pour avoir vaqué dans le règne de Louis XII à faire évacuer les maisons et les rues pendant la peste qui ravagea le Blésois ».

Après 1520 Blois fut pourvu d'une maison aménagée spécialement pour isoler et soigner les pestiférés.

L'établissement appelé Sanitas réservé aux pestiférés fut placé dans un lieu éloigné de la ville qui porte encore son nom aujourd'hui. Il fut installé aux frais de l'Hôtel-Dieu qui au début entretenait la maison presque entièrement. Saint-Laumer et Bourg Moyen devaient cependant participer à la nourriture des malades, par la suite durant les épidémies tous les deniers de la ville furent affectés au Sanitas et au paiement des gages des officiers engagés dans la maison.

Tous les malades reconnus atteints y étaient admis, à charge pour ceux dont la situation financière le permettait de rembourser les frais de séjour.

En 1530 après avoir fait faire quelques réparations aux bâtiments la maison possédait :

19 lits avec matelas de plume.

18 chalits.

Chaque malade recevra « une livre de viande (bœuf, mouton et veau) un pain blanc de douze onces frais cuit ; il sera fourni pour chaque chambre à deux malades quatre buches et deux fagots ».

Un chirurgien fut affecté spécialement au Sanitas, il ne devait avoir aucun rapport avec les habitants de la ville et se contenter d'administrer aux malades les médicaments prescrits par ses confrères.

« Messieurs les médecins dresseront un état des remèdes convenables à la maladie, remèdes « que le chirurgien du Sanitas appliquera » exclusivement à tous autres procédés, l'apothicaire Duget fournira les médicaments, un homme à ce commis ira les chercher dans son officine et les portera en un lieu où les chirurgiens viendront les prendre sans que cet homme puisse approcher des dits chirurgiens ».

Après 1530 on créa un cimetière spécial pour le Sanitas qui fut béni en 1532 aux frais de l'Hôtel-Dieu qui donna « six livres à un prêtre de Chartres qui était venu faire la cérémonie, plus quatre livres cinq sous neuf deniers à un hotellier de Blois pour le dîner du dict seigneur prebtre, de ses gens et d'autres gens de bien de la ville invitez à lui tenir compagnie (1) ».

En 1530 le personnel était composé :

D'un gardien à gages (2) lequel était responsable du matériel ; d'un garçon pour faire les courses, un serviteur de l'Hôtel-Dieu devait en outre porter au Sanitas les vins, la viande et « onguements » destinés aux malades.

Un prêtre moyennant 60 sols par mois était chargé d'administrer les secours spirituels, il ne devait comme les autres membres de la maison, n'avoir

(1) Arch., E 14.

(2) 7 livres par an et une « vache à moitié croist ».

aucun contact avec les habitants de la ville. « Le prêtre du Sanitas, quand il sera congédié, ne pourra rentrer en ville qu'après avoir pris l'air aux champs pendant quarante jours sous peine de fouet et d'être tiré à coups d'arquebuse ».

Il lui était en outre interdit de recevoir des cadeaux des malades, un arrêt du 31 août 1585 montre que le prêtre qui enfreignait ce règlement pouvait être sévèrement puni :

« Le prêtre du Sanitas s'est permis quoiqu'il reçut un traitement de la ville, d'imposer aux malades quelques tributs accessoires », on s'en plaignit à l'assemblée de ville qui lui fit « défense expresse » de renouveler ses exactions « sous peine du fouet ».

Ce prêtre était nommé par les curés de la ville et choisi parmi eux. Au cours d'une épidémie les curés n'exécutant pas cette ordonnance, le conseil de ville fit saisir le temporel des églises de Saint-Solemne, Saint-Honoré, et Saint-Martin, jusqu'à ce qu'un prêtre fut fourni aux pestiférés.

La Peste maladie épidémique sévissait, puis disparaissait pour quelques années. Le sanitas était fermé après la sortie du dernier malade, l'administration gardait quelque temps encore le personnel, puis il était licencié.

A chaque nouvelle épidémie des transformations étaient apportées à la maison hospitalière et à son régime. Un personnel spécial, vêtu de blanc et orange, et entretenu aux frais de la ville, agitant une son-

nette pour signaler son approche, allait prendre les malades à domicile (1).

En 1552 le conseil de ville acheta pour quatre livres dix sols une santine à passer les pestiferez de Vienne et du foix de peur de gaster la ville ».

Au début du xvii^e siècle on créa à côté du Sanitas une maison spéciale pour les convalescents qui, jusqu'alors étaient conduits dans la campagne proche où ils pouvaient se construire des loges sur un terrain choisi par eux que le propriétaire n'avait pas le droit de refuser.

« La tuilerie la plus proche sera prise à loyer pour servir de retraite aux convalescents, on y disposera douze paillasses les unes pour deux personnes, les autres pour une seule, les convalescents seront nourris aux frais de la ville qui leur fournira aussi du linge, des habits et des chapeaux neufs. Ils ne pourront circuler sur le chemin qui borde la rivière (2) mais seulement au long du coteau et porteront un bâton blanc, le tout sous peine d'être fouettés et privés de vivres ».

En 1626 les administrateurs de l'Hôtel-Dieu devaient fournir « aux convalescents de la maison de la Tuilerie une livre de viande ». On les y gardait quinze jours, puis ils pouvaient rentrer chez eux, leurs maisons ayant été au préalable nettoyées et les paillasses brûlées.

Les malades n'étaient pas absolument obligés d'en-

(1) On les nomma les corbeaux.

(2) La Loire.

rer au Sanitas, ceux qui restaient en ville étaient soumis ainsi que leur entourage, à des règles extrêmement sévères.

Tous les malades atteints de peste devaient se faire soigner par le médecin du Sanitas. Il leur était possible cependant d'appeler auprès d'eux un médecin de leur choix à condition de fournir à celui-ci la possibilité de vivre durant quarante jours hors de la ville « Si mieux ils préfèrent donner aux autres qu'ils appelleraient de quoi vivre hors de la ville et des faubourgs pendant quarante jours ».

Des croix blanches qu'il était défendu d'effacer signalaient au Public les portes des maisons où un pestiféré était soigné. Ceux qui habitaient avec lui n'étaient autorisés à sortir de la maison hermétiquement fermée, que de 10 heures du soir à 3 heures du matin.

Quiconque avait eu des malades dans sa maison et possédait un bien à la campagne devait s'y rendre et y demeurer durant quarante jours. Les habitants moins fortunés ayant eu des malades étaient obligés de rester chez eux pendant vingt jours ; leur nourriture durant ce laps de temps était à la charge de l'Hôtel-Dieu.

L'application de ces règlements n'allait naturellement pas sans difficultés.

Le prévôt de santé (1) rapporte qu'un habitant de Blois étant mort de la peste : il avait fait sortir de sa

(1) Voir plus loin.

maison deux de ses domestiques en leur mettant un bâton blanc dans la main et qu'il les rencontra peu après sur le pont sans ce signe distinctif et que leur renouvelant ses injonctions ceux-ci « le morguant avec le doigt » avaient répondu qu'ils continueraient d'aller par les rues sans porter de bâton blanc ajoutant qu'ils se souciaient peu de telles défenses » — quatre personnes ayant confirmé les dires du prévôt de santé, ils furent condamnés au fouet.

Lors de l'épidémie de 1626 on décida que quiconque ayant fréquenté une maison pestiférée sortira sans porter un bâton blanc sera conduit à la porte du Sanitas et battu de verges.

Le Prévôt de Santé.

RÈGLEMENTS DIVERS

A partir du xvi^e siècle des précautions de plus en plus minutieuses furent prises pour éviter ou endiguer la contagion.

Un fonctionnaire spécial fut créé pour veiller à l'application des règlements de plus en plus nombreux, établis par les très zélés administrateurs de la cité pour juguler autant que faire se pouvait les épidémies de peste.

Ce lointain ancêtre de nos directeurs de bureau d'hygiène prit le nom de *prévôt de santé*.

Il était comme le personnel chargé des malades, vêtu de jaune et rouge, entretenu en permanence aux frais de la ville, ses gages étaient augmentés lors des épidémies, périodes durant lesquelles son champ d'action était considérablement élargi.

Le Conseil de ville à côté des mesures prises au cours de l'épidémie créa des mesures préventives.

Les propriétaires des immeubles citadins reçurent l'ordre d'installer dans chaque maison des cabinets d'aisance, lorsqu'ils ne voulaient pas appliquer cet édit de bonne volonté, le loyer était confisqué, la ville se chargeait du travail.

Des archers placés aux portes de la ville interdisaient son entrée aux gens venant de régions contaminées.

A la moindre menace de contagion les marchés sont surveillés « le marché au blé se tiendra dans le faubourg neuf et le marché des autres denrées dans la rue d'Angleterre ». Il était interdit d'apporter des fruits en ville et les revendeurs étaient contraints de ne pas en acheter « sous peine du fouet » et « si les officiers de police trouvaient quelque part en ville des fruits, ils les saisissaient et les jetaient à la rivière ».

Pour éviter la propagation de la maladie on ordonnait à ceux qui possédaient des colombiers (1) en ville de tuer les pigeons ; si l'ordre n'était pas exécuté

(1) La possession de colombiers était au moyen âge un privilège seigneurial.

les colombiers du propriétaire réfractaire étaient rasés et celui-ci était de plus, condamné à payer une amende.

Au cours de l'épidémie il est interdit de jeter dans la rue quoi que ce soit, les chiens errants doivent être détruits.

Une équipe de femmes est formée pour nettoyer les maisons des pestiférés et brûler leurs habits et les paillasses, le moindre larcin commis dans ces maisons pouvait être puni de la pendaison. Ces femmes ainsi que les autres employés aux services des pestiférés devaient approcher le moins possible des habitants de la ville, et passer pour se rendre à leur travail, par les rues les moins fréquentées de la cité, elles ne devaient durant ces courses, ne jamais se départir du bâton blanc sous peine d'être assommées.

Buanderie pour nettoyage du linge des malades et service de désinfection.

Un service de désinfection à domicile fut organisée tant au point de vue préventif que curatif, des « Parfumeurs » spécialement créés pour cette fonction faisaient brûler dans les maisons différentes préparations suivant les cas (1).

Parfum préservatif : « Une once de benjoin, une once de storax, deux livres de graines de genièvre ou de lierre, une livre de graine de laurier, des clous de

(1) Préparation indiquée dans les « règlements ». Arch. dép. d'Eure-et-Loir.

girofle, racines de cyprès, calamus aromatique et gingembre : de chacun une demie once, trois onces et demie de salpêtre le tout pulvérisé et mêlé ensemble ».

Autre parfum préservatif plus doux pour les personnes de condition et ne peut être nuisible, ni aux femmes enceintes ni aux enfants :

« De l'encens quatre livres, benjoin deux livres, storax cinq livres, myrrhe quatre livres, canelle quatre livres, muscade deux livres, anis six livres, iris de Florence six livres, Iadanum deux livres, girofle une livre, son soixante quatre livres.

Pulvériser toutes ces drogues et les mêler bien ensemble avec le son. On peut demeurer dans ce parfum une demie heure ; mais dans tous les autres il n'y faut pas demeurer plus longtemps que la longueur d'un « pater noster ».

Dans les maisons où avait vécu un pestiféré, après nettoyage sévère des différentes pièces on employait une partie le parfum suivant :

« Cinquante livres de poix résine, quarante livres de soufre, six livres d'antimoine, une livre et demie de camphre ; et pour plus grande sûreté une livre et demie d'arsenic, mettre le tout en poudre et le mêler ensemble. »

Les parfumeurs, leur fonction finie en chaque maison « doivent demeurer neuf jours retirez dans un lieu qu'il leur est destiné, que si pendant ce temps la maladie ne leur prend point ils ont la liberté de fréquenter qui bon leur semble ».

Une buanderie spéciale fut créée pour le nettoyage du linge des malades s'inspirant de sentiments altruistes, les édiles pour empêcher de propager ailleurs la maladie, donnèrent l'ordre de ne pas laisser des inconnus entrer dans la ville de Blois pour y séjourner « quiconque les y logeait était puni de cinquante livres d'amende ».

En 1631 même, des mesures d'ordre Psychologique furent prises et « les cloches ne sonnèrent pas plus d'un quart d'heure pour les trépassés afin de donner moins d'étonnement aux malades ».

Toutes ces mesures furent efficaces puisque à partir de 1647 les registres municipaux ne mentionnent plus de cas de peste à Blois.

Les Pauvres. L'Hôpital général.

Pendant 18 siècles, on chercha constamment à améliorer le sort des pauvres dont la personne était considérée comme un bien de l'Eglise très cher à Dieu. Le mode de l'aumône varie à l'infini suivant les lieux et les époques. Généralement, on s'en tient à la nourriture, au moins quant à ce qui est des distributions régulières faites deux ou trois fois par semaine et en certains endroits. En temps de grande fête on fait des distributions supplémentaires ; de temps immémorial on faisait l'aumône publique aux portes des principales

maisons et des monastères de Blois, chacun avait ses pauvres attitrés et ses jours de distribution (1). Le public, du reste, considéra souvent l'aumône au sens strict comme un devoir normal de l'ordre monastique, aussi certains jours de grande aumône certaines abbayes virent-elles des milliers de pauvres autour de leurs murs, prêts à y mettre le pillage si on ne les satisfait pas. L'administration Blésoise eut souvent à réprimer les abus du paupérisme, partant d'un principe fort ancien que chaque localité doit nourrir ses pauvres et mue par un désir non moins ancien d'extirper la mendicité, la municipalité de Blois, en 1580, se vit obligée de sévir (2).

« Les mendiants natifs de Blois ou des faubourgs se feront délivrer par les marguilliers de leur paroisse un certificat de domicile et une marque qui puisse les faire reconnaître. Les marguilliers n'accorderont ce signe distinctif à aucun autre pauvre étranger — la marque sera une plaque de plomb portant les armes de la ville. Les mendiants ne pourront sous peine de fouet entrer dans les églises pendant les offices pour demander l'aumône, mais ils devront rester aux abords de ces édifices, les sentinelles placées aux portes de la ville ne laisseront entrer aucun pauvre étranger, les vagabonds qui n'ayant point de plaque mendieront au mépris du règlement seront rasés et fouettés en présence des échevins ».

Le paupérisme fut la plaie de l'ancien régime

(1) Cette disposition fut supprimée en 1836 non sans peine.

(2) Registres municipaux, 8 juillet 1580.

lorsque les ressources ordinaires ne suffisaient pas à entretenir tant de miséreux attirés au xvi^e siècle dans la ville de Blois par la présence de la cour, on eut recours aux quêtes à domicile, puis aux taxes imposées d'office (1).

« Du 30 décembre 1584 en la chambre du conseil de la Maison Commune a été conclut qu'il sera député deux notables habitants de chacune paroisse de ceste ville pour se transporter es maisons particulières de chacun habitant pour sçavoir leur volonté de ce qu'ils voudront aulmosner en deniers par chacun mois jusques à la Saint-Jean prochaine, lesquels recevront ce qui leur a été offert pour estre les deniers distribués aux pauvres de la ville et des faubourgs. Aussi a été advisé que les ecclésiastiques seront admonestés de leur devoir par le dict sieur lieutenant général qui s'est chargé de ce faire, lequel aura d'eux ce qu'ils veulent libéralement donner pour la nourriture des dicts pauvres ».

« Quelques temps plus tard il fut décidé que (2)
« Sur ce qui a esté proposé pour la nourriture des pauvres de ceste ville et foubourgs Sa Majesté sera supplyée d'octroyer lectres pour lever sur les manants et habitants la somme de 400 livres tournois par moys pour le temps de trois moys seulement à commencer du moys de novembre prochain pour contraindre ung chacun des dicts manants et habitants

(1) Délibérations du conseil municipal, 30 décembre 1584.

(2) Octobre 1585.

à payer la somme à laquelle il sera taxé par ceulx qui seront commis pour ce faire selon les facultés et moyens d'ung chascun ».

La taxe des pauvres frappait toutes les classes de la société sans distinction aucune.

En 1566 le clergé fut taxé ainsi :

Abbé de Bourg moyen	1 muid 1/2 de méteil par mois
Aumônier de Saint-Solemne.....	2 muids par mois
Aumônier de St-	2 muids par mois
Chapitre de Saint-Jacques	59 sous par semaine
Religieux de Saint-Lazare	100 sous par mois
Prieur de l'Hôtel-Dieu.....	4 setiers de seigle par mois
Prieur de Saint-Jean	4 setiers de seigle par mois
Curé de Saint-Honoré	25 sous par semaine
Curé de Saint-Nicolas	24 »
Curé de Saint-Sauveur	10 « »
Curé de Vienne	12 »

On chercha au xvi^e siècle à employer utilement la classe nécessiteuse en 1585, la municipalité Blésoise obligeait les pauvres valides à travailler moyennant salaire aux réparations des tours, des murs, et des fossés de la ville, ainsi qu'à d'autres travaux publics, ceux qui s'y refusaient se voyaient honteusement chassés de la commune.

Après une très mauvaise récolte en *septembre* 1626 le nombre des pauvres augmenta considérablement ; le conseil municipal décida de demander aux habitants de la ville de l'aider par leur contribution volontaire à soulager tant de misère « les habitants aisés seront priés de fixer une somme qu'ils s'engageront à payer chaque semaine, ces aumônes seront distribuées

par les soins des curés, vicaires et marguilliers de chaque paroisse, faute de contribuer librement à cette charité on taxera ceux qui doivent y participer ». Les offrandes recueillies dans les maisons s'avérèrent insuffisantes, d'autant plus que, effrayés par la peste sévissant, la plupart des riches habitants de la ville l'avait quittée pour se réfugier à la campagne. En octobre de la même année, le conseil municipal résolut de demander au roi la permission de taxer les habitants et d'emprunter immédiatement sur le domaine de la ville la somme de 3.000 livres tournois destinée à secourir les plus malheureux.

De 1626 à 1632, une suite de mauvaises récoltes créa dans la région une grande disette.

« Le pauvre peuple souffre de la faim disait une délibération et il est à craindre que le blé n'enchérisse encore. » La ville de Blois dépensa 20.000 livres pour acheter du blé qu'elle revendait à perte aux habitants :

Au milieu des *gloires du XVII^e siècle* saint-Vincent de Paul donna une impulsion nouvelle à la charité publique qui put rivaliser avec le zèle monastique du moyen âge et multiplia les donations et les œuvres de bienfaisance.

« Des confréries de charité », autrement dit « boîtes des pauvres », furent fondées dans chaque paroisse pour venir en aide aux œuvres charitables. C'est en 1658 que l'évêque de Chartres approuva la création de la première confrérie de Blois « composée de dames pieuses et vertueuses, les unes veuves, les autres ma-

riées, les autres filles ; les premières de leur propre mouvement, les secondes par permission de leurs maris, les troisièmes par permission de leurs père et mère ».

« Des dames de Charité veilleront au soin et à la nourriture des pauvres malades, elles feront des quêtes à l'église ou en ville, elles auront chacune leur semaine, tous les dimanches celles qui seront de semaine iront visiter les malades, elles les feront confesser le premier ou le second jour de la maladie. »

Les autres paroisses suivirent rapidement cet exemple, Saint-Nicolas, Saint-Saturnin, Saint-Honoré et Vienne eurent leurs dames de charité qui devaient « instruire la jeunesse, avoir soin des pauvres, les soigner et les médicamenter » (1).

Par la suite l'enthousiasme qui avait présidé à la fondation de ces secours diminua et l'on fut obligé de confier dans certaines paroisses le soin des indigents à des religieuses qui furent envoyées par la Maison de Montoire. Ces religieuses hospitalière et institutrices distribuèrent des secours à domiciles et tinrent des écoles de charité jusqu'à la révolution.

Les confréries de charité n'avaient aucun rapport avec l'Administration civile ; les quêtes faites dans les églises et à domicile, les revenus des quelques biens qui leur avaient été donnés, formaient une rente de 1.200 livres environ.

(1) Lettre patente de 1775, pour l'établissement de la confrérie de Charité de Vienne.

*
* *

Gaston d'Orléans, pour donner une occupation aux pauvres de la ville, désirant travailler, établit à Blois et aux environs plusieurs ateliers de Charité. Le conseil du Roy institua des crédits spéciaux pour l'organisation et l'entretien de ces intéressantes entreprises. L'Assemblée provinciale de l'Orléanais, dans ses sessions de 1787 et de 1788 s'occupa particulièrement des ateliers de charité et chercha avec intelligence à en multiplier le nombre. La Révolution, l'année suivante, anéantit cette institution.

*
* *

L'Innovation la plus importante dans la lutte contre le paupérisme fut au xvii^e siècle l'ouverture d'Hôpitaux généraux destinés à loger et à nourrir les mendiants et les vagabonds. La province voulut rapidement imiter Paris où saint Vincent de Paul avait pris l'initiative de fonder un établissement de ce genre. Stimulée par l'exemple et peut être surtout par les propositions généreuses de Gaston d'Orléans, l'assemblée municipale de Blois décida que les pauvres originaires de la ville et des faubourgs auraient eux aussi un asile spécial.

Délibération du 22 février 1657

« A l'exemple des villes circum voisines et suivant l'intention de son Altesse Royale il serait à proposer d'enfermer dans un hôpital les pauvres originaires de cette ville, faubourgs et banlieue, faire travailler les valétidunaires et pourvoir à la subsistance des dits pauvres, mesme choisir un bien propre pour les entretenir et enfermer.

La matière mise en délibération a été conclud et arrêté du commun vœu et consentement de tous les habitants estant en la dite assemblée en grand nombre que la dite proposition demeure reçue et enregistrée, et qu'à cet effet il sera présenté requeste à Mon Seigneur l'Evesque de Chartres, à ce qu'il luy plaise, en confirmant et agréant la présente délibération, pourvoir aux règlements nécessaires pour le spirituel dudit hôpital les pauvres originaires de cette ville, faubourgs et banlieue seront renfermés dans la maison du Sanitas en attendant qu'on ait le moyen de faire bastir une autre maison.

Pour entretien et nourriture il sera fait fonds des aumônes et charités des habitants lesquelles seront recueillies par les sieurs prieurs, curés de ceste ville et faubourg qui seront priés, au nom de la ville de se transporter dans toutes les maisons des habitants et d'exhorter dès dimanche prochain leurs paroissiens à faire la dite aumosne laquelle pour le soulagement des

habitants sera faite par quartier, de trois mois en trois mois, librement et gratuitement par chacun d'eux et seront les dicts sieurs prieurs curés priés de ne point révéler pour quelque raison que ce puisse estre ce que chacun de leurs paroissiens donnera pour le succès d'un ouvrage si adventageux à la dite ville ».

Par la délibération du 27 février 1657 furent institués :

« Six directeurs tant au spirituel qu'au temporel ; deux étaient des ecclésiastiques « lesquels auraient tout pouvoir sur les pauvres de l'hôpital, semblable à celui qu'ont les pères sur leurs enfants et les maîtres sur leurs domestiques. »

Gaston d'Orléans qui avait pris l'initiative de cette fondation jugeant le *sanitas* impropre à l'œuvre qu'il projetait donna par lettre Patente du 12 juin 1657 trois maisons situées en Vienne près de l'église Saint-Laumer. Une chapelle immédiatement érigée près de ces bâtiments, dotée d'un hôtel par Louis XIV, fut inaugurée le 15 septembre de la même année et placée sous la protection de la Vierge Marie et de saint Jean-Baptiste. Quelques jours plus tard l'Hôpital général ouvrit ses portes aux pauvres de la ville, il reçut 43 hommes et 29 femmes, nombre qui s'accrut très rapidement puisque l'année suivante il hébergeait 120 personnes nécessiteuses.

Pour subvenir à l'entretien d'un aussi grand nombre de pauvres des troncs furent placés dans les églises où ils reçurent des sommes assez considérables.

Les abbayes de Saint-Laumer et de Bourg-Moyen s'engagèrent à fournir chacune annuellement :

200 harengs et six muids de méteil.

Louis XIV se déclarant protecteur de l'hôpital par lettres patentes de 1658 le dota largement pour chaque année de :

— 12 minots de sel francs de la Gabelle à prendre au grenier de Blois.

— 25 cordes de bois et 500 fagots en cotrets à prendre dans les forêts du Comté.

— Il exempta la maison de tous impôts et l'autorisa à établir 4 nouvelles foires en ville et à percevoir 1/60^e du prix des marchandises et des bestiaux que l'on y vendrait.

En 1662, le Sieur La Fontaine et sa femme, pieux bourgeois de Blois, donnèrent plusieurs arpens de pré à l'hôpital général et fondèrent une procession solennelle à laquelle devaient assister tous les pauvres de la maison avec messe célébrée en l'église cathédrale où se rendait la dite procession avec station en l'église des Jésuites et dans l'église Abbatiale de Notre-Dame de Bourg Moyen »... Cette édifiante cérémonie étant fixée au matin du Mardi gras de chaque année pour « contraster avec les folles joies et les scandales du carnaval. »

Après la révocation de l'Édit de Nantes, Louis XIV concéda à l'Hôpital général les biens du consistoire de Blois et des religieux fugitifs.

En 1797, mettant en vigueur sa déclaration de 1693, relative à « l'employ des biens et revenus des

maladreries et lèproseries il dota la maison des pauvres.

« Par arrêt du conseil du ving 9 mars 1697 et lettres patentes enregistrées au Parlement de Paris, le 6 mars 1698, il est ordonné que l'Hôpital général jouira des Biens et revenus de l'Hôpital de Saint-Jacques de la ville de Blois, de l'Hôpital ou Maison-Dieu, et de la Maladrerie de Chaumont ; des Maladreries de Cangey et de Lecuelle — des $\frac{2}{3}$ cy devant unis à l'ordre de Saint-Lazare, des biens et revenus de la Maladrerie de Saint-Lazare de Blois, et de la moitié du revenu des biens de la M.-D. et aumônerie des Martils, cy dev. possédez par l'ordre de Saint-Lazare, la dite moitié réservée au profit des Pauvres par arrest du Conseil du 11 décembre 1693. Attendu que tous les susdits biens et revenus avaient été donnés au dit Hôpital général de Blois dès l'année 1659 pour fondation et premier établissement.

La liste de ceux qui voulurent contribuer au soulagement des malheureux est fort longue.

En 1707, François Malry, théologal de l'église Saint-Louis légua une métairie :

Un revenu de 1.050 livres fut alloué à l'hôpital par M. le Curé Mare de la Chaussée et sa sœur à charge de payer chaque année la somme de 50 livres nécessaire à l'entretien d'une lampe placée dans l'église paroissiale de la chaussée Saint-Victor.

En 1720, M. de la Basme légua une somme de 50.000 livres et une propriété dont la location s'élevait à 280 hectolitres de blé, en 1847.

En 1750, deux sœurs M^{lles} Gannier se vendirent en rente viagère à la maison des pauvres où elles vinrent habiter.

Le plus généreux de tous les bienfaiteurs de l'Hôpital général fut Monseigneur de Themines, évêque de Blois, supérieur-né de cet établissement. Ce fut une des grandes figures du Blois de la fin de l'ancien régime, tandis que l'on conserve encore le souvenir de son adversaire, l'abbé Grégoire, curé constitutionnel haïssant d'une haine implacable la royauté et les Rois, son nom est maintenant tombé dans l'oubli, et cependant cet évêque humanitaire issu d'une grande famille fut toujours libéral à l'extrême envers les pauvres et les hôpitaux. En 1778 il donna sous l'anonymat 41 lits neufs pour les enfants.

« Un particulier affligé de voir dans les hôpitaux plusieurs pauvres dans un même lit a garni cette salle des petits garçons de 41 lits complets, à condition que ces enfants coucheront seuls ». En outre « seront tenus les enfants de dire à perpétuité pour le bienfaiteur un *pater* et un *ave* le matin et le soir dans leur dortoir à haute voix. »

Deux ans plus tard, toujours sous l'anonymat, il donna 45 lits complets pour la salle des femmes.

Il préleva également sur sa fortune personnelle des sommes d'argent importantes pour faire élever des bâtiments neufs. Il offrit 75.000 livres pour acheter quelques maisons voisines de l'hôpital pour procurer l'emplacement indispensable à l'édification d'une aile nouvelle, dont les devis et les plans furent faits. La

révolution survint alors, et ce ne fut que vingt ans plus tard que ce charitable projet peut être mis à exécution. Monseigneur de Themines dut souvent intervenir pour faire contribuer à l'entretien de l'hôpital, ainsi qu'il en avait été décidé lors de sa fondation, les couvents de Blois qui, oublieux de leurs devoirs charitables, se montraient peu empressés à aider les pauvres. Ami des malheureux, hautain avec son clergé, gentilhomme avant tout, il se posa en adversaire des idées révolutionnaires « l'égalité, écrivait-il, en 1788, est le cri du moment : qu'on l'établisse aujourd'hui, nous aurons demain l'anarchie et ensuite la servitude. » Il refuse ensuite de prêter serment. « Vous nous commanderez ailleurs, dit-il aux envoyés des comités, mais dès que vous entrerez dans l'église vous y serez nos enfants et nos disciples ; nous serons citoyens suivant vos règles, amis si vous voulez être membres de l'église vous le serez selon les miennes. »

Cette insubordination aux pouvoirs publics lui valut d'être remplacé par l'abbé Grégoire curé démocratique, Monseigneur de Themines le grand bienfaiteur des pauvres dut quitter le Blésois. Peu avant la révolution la maison hospitalisait 120 vieillards dont 60 hommes et 60 femmes, 40 garçons et autant de filles âgés de 7 ans au moins. D'après le titre de fondation, l'hôpital devait recevoir et entretenir tous les pauvres de la commune, mais il eût fallu pour y parvenir des revenus immenses qui ne purent jamais être atteints, malgré les dons généreux qui étaient faits chaque année.

Les administrateurs furent contraints de limiter l'admission de chaque sexe et de chaque âge en se basant sur les ressources de la maison. On ne recevait que des individus de la ville, des faubourgs et des paroisses où étaient situés les biens des maladreries unies par Louis XIV.

En 1768, une supérieure et cinq sœurs de l'ordre de saint Vincent de Paul de la maison de Saint-Maurice de Chartres s'occupaient de l'Hôpital général.

Deux des sœurs étaient affectées à la cuisine et à l'infirmerie, les trois autres étaient chargées de la direction des pauvres de l'établissement.

Les vieillards étaient employés à de menus travaux proportionnés à leur âge. On avait installé pour les enfants une filature de coton et une école dont deux sœurs de l'établissement s'occupaient.

Un compte rédigé en 1787 par le receveur Dufray permet de connaître la liste des revenus et dépenses de la maison peu avant la Révolution.

Recettes

Rentes foncières	680 livres
Rentes constituées remboursables	5.541 »
Loyers de maisons	2.555 »
Fermages de terres, prés et vignes	3.698 »
Vente de 12 poinçons de vin	} 1.723 »
13 poinçons d'eau-de-vie ... }	
Valeur approximative de 112 muids 6 s. de froment dus pour fermages ou rentes foncières (1)	11.000 »
Total	25.197 livres

(1) Le prix moyen du blé était en 1787 d'environ 12 livres l'hectol.

Dépenses

Rentes viagères	3.812 livres
Rentes foncières	850 »
Réparation des bâtiments.....	3.449 »
Dépense des closeries	1.264 »
Honoraires de l'aum,nier, des s ^Œ œurs et du jardinier	1.066 »
Honoraires du receveur	300 »
Dépenses alimentaires	11.817 »
Total	22.558 livres

Maison-Dieu des Montils.

Fut fondée en 1285 par Alix de Bretagne veuve de



Jean de Chatillon. La charte de fondation est (1) du dimanche après la fête de saint Luc 1286.

(1) Copie faite au xvii^e siècle, originale en latin, publiée dans l'*Histoire des Montils*, par l'abbé BOUREILLE.

« A tous ceux qui ces présentes lettres verront, Alix comtesse de Blois salut éternel dans le seigneur.

« La fragilité de la condition humaine tirée du néant par le seigneur; retourne au néant suivant les lois de la nature. Si elle n'était soutenue par un secours divin elle subirait facilement les atteintes mortelles du démon. Mais par la grâce de notre Dieu, le sauveur des hommes, Jésus-Christ, après avoir commencé l'œuvre de notre rédemption, nous a donné à tous abondamment les moyens sûrs de faire notre salut. Parmi toutes les ressources célestes accordées aux pécheurs les plus puissantes sont la distribution des aumônes et la pitié...

« Donc, confiante en ces promesses et désirant pourvoir au salut de notre âme, pour la rémission de nos péchés et pour la satisfaction de nos offenses, de celles surtout dont nous avons perdu le souvenir, en considération de la piété de nos parents captifs pour la foi, et aussi de notre compagnon et mari défunt le Comte de Blois et de notre très excellente mère, pour le remède de nos aïeux et de nos amis défunts et vivants, à l'honneur de la bienheureuse vierge Marie et de tous les saints.

« Nous fondons et nous dédions une maison-Dieu à l'usage et pour l'entretien des pauvres dans le bourg des Montils, du diocèse de Chartres, de la volonté et avec le consentement de l'abbé du couvent de la bienheureuse Marie de Bourg-Moyen, de l'ordre religieux de Saint-Augustin du même diocèse de Chartres et du prieur paroissial du dit lieu des Martils, de l'ordre de

la dite abbaye ; et de l'autorité et avec le consentement du Révérend Père Simon par la grâce de Dieu évêque de Chartres dans les formes indiquées :

« Nous Voulons d'abord dans l'acte même de la fondation de la dite maison, qui ne doit avoir son effet qu'autant que toutes et chacune des choses spécifiées plus bas seront exécutées ratifiées et confirmées par les dits abbés du couvent, prieur et Révérend Père chacun selon son droit, qu'il y ait un maître ou une maîtresse, un prieur ou prieure qui ait tout pouvoir dans l'administration temporelle et dans le soin des pauvres ; le dit prieur ou prieure sera institué par le comte de Blois ou ses successeurs et par ceux qui posséderont à titre le château des Montils.

« Ceux à qui sera confiée l'administration de la dite maison pourront disposer des biens temporels pour l'usage des pauvres et seront spécialement chargés de la garde de la dite maison.

« Nous voulons en outre que dans la dite maison il y ait toujours un vicaire de l'abbaye et de l'ordre du lieu du Bourg-Moyen c'est-à-dire le prieur du dit lieu qui célèbre ou fasse célébrer le divin service, tous les jours dans la chapelle du dit lieu.

« Le dit prieur aura et recevra annuellement pour desservir le dit vicariat comme il n'eut d'être exprimé 15 livres de revenu annuel à prendre sur la taille des hommes, biens meubles et immeubles existant et demeurant dans le territoire du dit bien, chaque année par le prieur ou par son ordre, à la fête de Saint-Martin ».

« Le dit prieur sera aussi tenu de donner la sépulture aux corps des morts sans pouvoir exiger une rétribution soit pour le convoi, soit pour la sépulture des pauvres. Si le dit prieur ou ses successeurs ne desservait pas la dite chapelle de la dite maison par lui-même ou par un autre, nous, nos héritiers et nos successeurs pourront saisir et arrêter les dites livres de revenu annuel jusqu'à ce que nous ayons reçu une satisfaction suffisante du dit service interrompu.

« Pour que cette donation soit ratifiée à toujours nous avons voulu apposer notre sceau à ces présentes lettres.

« Donné l'an du Seigneur mil, deux cent quatre vingt-sixième le dimanche après la fête du bienheureux Luc évangéliste. »

La fondation de l'hôpital fut ratifiée par l'évêque de Chartres, Simon de Pernichay au mois d'août 1290.

« A tous ceux qui ces présentes verront, Symon, par la miséricorde de Dieu, évêque de Chartres, salut dans le Seigneur.

« Sachent tous que Dame Alix, d'illustre mémoire, en son vivant comtesse de Blois, préoccupée de son salut et voulant échanger une demeure vile et périssable contre une éternelle félicité, a fondé et fait construire en l'honneur de Jésus-Christ, aux Montils de notre Diocèse, une Maison Dieu, aumônerie ou hôpital pour y assister les pauvres du Christ ; l'a dotée de ses propres biens par acte de dernière volonté, et a voulu que son cœur fut enseveli dans l'ora-

toire de ladite maison, afin que ce lieu fut tenu en plus grand respect par ses successeurs et tous autres » (1).

En 1291, Jeanne de Chatillon après avoir confirmé la donation faite par sa mère quelques années plus tôt accorda plusieurs droits d'usage dans ses forêts, enfin dans son testament elle n'oublie pas la maison charitable.

« Item, je lègue à la maison Dieu des Montils que Madame ma mère que Diex absoille fonda C livres pour acheter quoutes, quoissins, dras et autres néces-sitez as malades et C livres pour mettre en héritage pour soustenir les povres en la forme et en la manière qu'il est dit de l'Hôtel-Dieu de Blois (2).

En 1295, Hugues de Chatillon cousin et héritier de la Comtesse Jeanne dispose des restes de sa table en faveur de la Maison-Dieu des Montils « Tant que nous en nos hoirs feront demourance ou residence en la ville des Montils » (3).

Ensuite il conféra le droit de prendre dans la forêt de Russy « autant d'échalas qu'il en faudrait pour garnir dix arpents de vigne, plus le pacage de vingt têtes d'aumaille et de vingt porcs » avec le choit de prendre dans la foret de Boulogne et de Russy le bois nécessaire aux réparations de l'Hôtel-Dieu.

Si les Chatillers furent les grands et constants bien-

(1) Publié par M. Maxime DE BEAUCORPS, *Les Montils*, Orléans 1868.

(2) DUCHESNE, *Histoire de la maison de Chastillon*, p. 74.

(3) Arch. de Loir-et-Cher, série H, Charte copie du xvii^e siècle.

fauteurs (1) de la Maison Dieu des Montils des donateurs plus modestes aidèrent souvent à augmenter le patrimoine des pauvres. En 1335, Jeanne Bachette (2) veuve de Jean de la Ferté, reçue comme sœur religieuse à l'Hôtel-Dieu par grâce spéciale du Comte de Blois, institua cet établissement son légataire universel « Pour participer au mérite des prières qui s'y font et s'y feront ».

En 1369, Jean de la Fontaine fait don à l'Hôtel-Dieu d'un pressoir et d'une maison situés « au bout de la ville des Montils ».



ORGANISATION DE LA MAISON DIEU DES MONTILS

La fondatrice Alix de Bretagne avait indiqué dans son acte de fondation de quelle façon elle désirait voir être administré l'Hôtel-Dieu.

L'évêque de Chartres peu après établit définitivement les règlements de l'Hôpital.

« Nous, désirant favoriser les intentions de la défunte et coopérer au bien qui en résulte pour la gloire de Dieu, nous louons comme il convient et approuvons les bonnes saintes et justes dispositions, voulant que le

(1) Je n'ai indiqué ici qu'une infime partie des dons faits par les Chatillon à l'Hôtel-Dieu en m'efforçant toutefois de faire ressortir la variété de ceux-ci.

(2) Bibliothèque du château, collection Jonsauvault, charte de Donation du mois de septembre 1336.

choit d'instituer le recteur ou maître de cette maison hospitalière appartienne à toujours à noble Dame Jeanne Comtesse d'Alañon et de Blois, fille de la noble défunte (1) et à ses héritiers et successeurs.

La dite comtesse, tant qu'elle vivra, pourra également nommer les frères et les sœurs destinés au service des pauvres.

« Après sa mort le recteur ou maître sera chargé de les choisir et de les recevoir selon les besoins. Ce dernier à la cessation de ses fonctions, devra rendre compte à la dite Dame à ses héritiers et à ses successeurs ou à leur mandataire, de l'administration des biens temporels sans être dispensé de le faire vis-à-vis de nous ou de notre mandataire et de l'archidiacre du lieu.

« Nous permettons au recteur de l'église paroissiale ou au prieur du dit lieu de célébrer dans l'établissement les saints mystères ou d'en charger des prêtres approuvés ou même d'en contracter l'obligation moyennant des revenus suffisants assignés à cet effet.

« Nous réservons entre autres droits pour nous et pour nos successeurs, le pouvoir de visiter la maison, de reprendre le recteur ou maître et les frères et les sœurs que nous trouverions coupables de les punir, de les déposer et même de les chasser, et si la dite comtesse différerait par négligence d'instituer le dit recteur ou maître, nous le nommerions nous-même à sa place après le délai de droit.

(1) Alix de Bretagne.

« Nous maintenons enfin en notre faveur toutes les autres prérogatives dont nous avons le droit et la coutume de jouir dans les établissements de ce genre.

« En foi de quoi nous avons fait apposer notre sceau aux présentes lettres.

Donné l'an du Seigneur mil deux cent quatre-vingt-dix au mois d'août (1).

Cet hôpital eut son importance à l'époque où les routes de Paris en Espagne traversaient le bourg des Montils, la maison-Dieu donnant asile aux pèlerins qui se rendaient à Saint-Jacques de Compostelle. Outre le logement gratuit qui leur était offert ils recevaient le plus souvent des secours financiers pour les aider à continuer leur pieux voyage.

En 1401, Louis d'Orléans Comte de Blois (frère de Charles VI) céda l'aumônerie des Montils au prieuré conventuel de l'ordre de Grammont situé dans la forêt de Boulogne-les-Chambord à la charge d'en entretenir comme par le passé l'hospitalité pour les pauvres malades et de faire célébrer dans la Chapelle trois messes par semaine.

*
* *

A la fin du xv^e siècle la Fondation des Chatillon ne recevait plus guère de malades. Les biens après avoir été remis aux ordres réunis de Saint-Lazare en 1676 furent partagés par moitié en 1693 entre l'Hôpital de

(1) Publié par M. Maxime DE BEAUCORPS, membre de la Société archéologique de l'Orléanais, les Montils, Orléans, 1868.

Blois et les religieux de Boulogne « à charge de satisfaire aux prières et au service de fondation dont peut être tenue l'aumône et de recevoir les pauvres des Montils ».

Château-Renault.

Le comte de BLOIS GUY de CHATILLON, en 1318, allouait à la Maladrerie de *Château Renault* une rente de VI livres et lui donnait « à héritage le cens des prés de Ronde soit XII deniers ».

Un catulaire du xv^e siècle (1) presque illisible parle dans une copie de la nomination d'un recteur, en 1252.

On retrouve également des copies de lettres du xvi^e siècle où des paroissiens de Mace reconnaissent avoir « reçu à titre de perpétuel héritage de Carambaud mestre de la dite maladrerie et clerc de Monseigneur le comte de Blois : court., vignes, terres, bois.

Chaumont-sur-Loire. Ecures. Gongey.

Par l'arrêt du Conseil de 1680, les Maladreries de Chaumont-sur-Loire, Ecures et Gongey (2) et leurs biens furent attribués à la commanderie des ordres du Mont-Carmel et de Saint-Lazare.

(1) Arch. départementales de Loir-et-Cher, 72, H 1.

(2) TROUSSARD. Arch. du Château de Blois.

Le Commandeur François-Louis ROUSSELET de Château-Renault affermaït les biens de la Maladrerie de Chaumont au prix de 24 livres par an (1) et ceux de la Maladrerie de Cangey moyennant 15 livres (2).

Maladrerie de Saint-Dié-sur-Loire. — Maladrerie de l'Ecuelle.

Fondée au mois de mai 1266 par ISAMBERT de Saint-Dié, bailli de Chartres et sa femme MARIE, la léproserie de Saint-Dié-sur-Loir fut, dès 1297, unie en principe à l'Hôtel-Dieu de Blois (3), toutefois l'union ne se fit pas immédiatement ; les habitants de Saint-Dié désireux de garder leur asile plaidèrent pendant trois siècles pour le conserver. Mais en 1590, un arrêt du Conseil, mit un terme à ces débats en supprimant immédiatement la Maladrerie qui était d'ailleurs devenue inutile et déserte.

Dans la même paroisse que Saint-Dié, à l'Ecuelle, fut créée une léproserie qui devint bientôt un petit prieuré de l'ordre de Saint-Augustin.

Au xiv^e siècle elle fut annexée avec ses biens à Saint-Lazare-les-Blois, cette dépendance est attestée par une pièce de 1369 (4).

(1) Bail du 4 novembre 1688.

(2) Bail du 19 mai 1692.

(3) Arch. de l'Hôtel-Dieu de Blois. Sommier des biens fonds 60.130.

(4) Arch. Josenvault. Coll. de la bib. de Blois (pièce originale sur parchemin).

Cour Cheverny.

Les Comtes de Blois avaient établi à Cour une *Maladrerie*, mais dès le xiv^e siècle cet établissement se trouvant sans objet fut abandonné, la maison fut vendue par le fondé de pouvoir du Comté de Blois en 1327 (1).

Au commencement du xviii^e siècle, une comtesse d'HARCOURT, alors Dame de CHEVERNY fit à Cour une fondation pour les *Sœurs de charité* qui fut détruite par la Révolution.

(3) Original sur parchemin. Archives Jousenvault. Château de Blois.

LE VAL DE LA LOIRE

La Loire n'était pas sous l'ancien régime le grand fleuve ensablé que nous connaissons maintenant, c'était, au contraire, une grande voie de circulation sur laquelle se faisait un trafic intense et chaque ville était un port en miniature il est donc normal que, de Cangey à Beaugency limites extrêmes du Blésois, les bourgades aient pris une certaine importance. Nous avons vu que la plupart des maladreries et hôpitaux en aval de Blois furent remis à ses établissements charitables ; en amont, au contraire, les fondations conservèrent pour la plupart leur indépendance jusqu'à la Révolution.

Hôtel Dieu de Suèvres.

Suèvres possède une origine très ancienne, fut un camp Romain (Sodobrium) et possède une charte datée de 895.

On a peu de renseignements sur son Hôtel-Dieu, « un registre pour inscrire tous les débiteurs actuels du dit Hôtel-Dieu et charité de Suevres divisé en trois sections » (débiteurs de l'Hôtel-Dieu, Rentes Fon-

cières, Rentes constituées) commencé en 1728 atteste seul à ma connaissance l'existence de cet établissement.

En 1759 : « Les états de Bretagne doivent par chacun aux cent soixante livres par an, payable par demi année legoue à la dette chantée pour la fondation d'une écolle de fille par feu le sieur Jean le roy » (1).

Hôtel-Dieu de Mer

La ville dépendait au x^e siècle de l'Orléanais, plus tard elle passa aux Comtes de Blois, mais eut toujours vraisemblablement des seigneurs directs.

Sa population au xiii^e siècle était de mille à onze cents habitants, élevée dans un pays agricole il s'y faisait un commerce important de grains et elle possédait pour ce trafic des mesures qui lui étaient personnelles, et en 1586, elle les possédait encore (2).

La plus grande partie de la population de cette ville, lors de la réforme embrassa la religion protestante (3).

Une Maison-Dieu fut créée à Mer à la fin du xiv^e siècle. Cette fondation ne fut pas comme presque toutes les autres œuvres charitables de l'époque due à un fortune Seigneur, mais à un riche et chari-

(1) Arch. départ., 94, H 1.

(2) La mine de Mer s'élevait à 50 livres.

Le setier de Mer s'élevait à 100 livres.

(3) Agrippa d'Aubigné, un des protestants les plus célèbres, naquit à Mer.

table bourgeois Guillot Aubain, qui, ancien serf du Comte de Blois, avait acheté en 1371 son affranchissement. Ce qui tend à prouver qu'à l'époque la fortune souriait largement à d'autres qu'aux nobles et créait de rapides ascensions. Sortant un peu du sujet purement hospitalier, je transcris ici cette charité émanant du Comte Louis II de Chatillon.

« Louis de Chatillon, Comte de Blois, Sire d'Avesnes, faisons savoir à tous que nous avons franchis et mainmis, franchissons, mainmettons et absollons de tout jou... Guillot Aubin de Mer, en tant comme avons touché et peut toucher tant pour Dieu et en Aumosne, comme pour la somme de quarante francs Francois et trois tonneaux de vin que nous en avons eu, et nous en tenons pour bien payez et nous voulons et accordons que le dit Guillot puisse demeurer à toujours perpétuellement comme franche personne là où il lui plaira dans notre comté de Blois et appartenances ou ailleurs, tout ainsi comme nos autres francs bourgeois sauve à nous et à nos hoirs et successeurs toute justice et seigneurie en sa personne et en ses biens, ceuz, rente et redevances en ses biens, uses et acoutumez tant ainsi comme par avant la date de ceste et sauve le droit d'autrui en toutes choses.

Promettons, loyalement et en bonne foy tout ce qui dessus est dit ; tenir, garder fermement et loyalement senz rappeler et senz venir encontre par quelconque voie quelque elle soit. »

Donné en tesmoing de ce, saulz notre scel, en nostre

Chastel à Landrechies (près Avesnes) le 20^e jour du mois de janvier l'an de grâce 1371 (1).

En 1388, le six mars, le serf émancipé créait à Mer un Hôtel-Dieu pour « héberger et recevoir les pauvres passans et repassans ».

Guillot Aubain et Jehanne sa femme donnèrent d'abord aux pauvres de Mer à charge pour eux de prier pour le repos de leur âme.

« Une maison couverte de thielle assize en la ville de Mer qu'il a eu par eschange avec Estienne Maillet et d'autres héritages... pour estre ou demeures hospital ou aumosnerie de povres, pour iceux estre hebergiez et hostellez toutes fois que mestier en sera » (2).

Voulant doter l'Hôtel-Dieu qu'il avait fondé, Guillot Aubain donna a Estienne Pichot une maison à charge pour lui et pour ses descendants de payer à la nouvelle aumonerie douze deniers par an (3).

Cette fondation soumise à l'appréciation de l'évêque de Chartres fut approuvée par un acte du 13 juin 1390 qui recommande que les volontés du donateur touchant cette aumonerie soient entierement exécutées.

Pour aider l'Hôpital une bulle de 1392 accorde à la prière de Guillot Aubain des indulgences pour toutes les grandes fêtes à tous les chrétiens « Vrayz, confés et repentants » qui visiteront l'oratoire de l'Hôtel-Dieu de Mer et laisseront une offrande destinée aux malades.

(1) Publié dans le *Loir-et-Cher, historique* 1889.

(1) Charte publiée dans le *Loir-et-Cher, Historique* de janvier 1891.

(2) Charte publiée dans le *Loir-et-Cher, Historique* de janvier 1891.

Il est curieux de noter qu'à Mer la plupart des bienfaiteurs de l'aumônerie appartiennent à la bourgeoisie.

Le 10 avril 1394, Guillaume Gousse donna « une maison couverte de chaume joignant l'appenti du dit Guillot en laquelle (G Gousse) il a une boucherie à vendre chair ».

Au cours de sa vie Guillot Aubain ne cessa pas de faire des libéralités à sa pieuse fondation qui témoigne et de son esprit charitable et de sa fortune.

Le 12 novembre 1409 il donnait de nouveau en cela d'accord avec sa femme « La metairie de Chantecaille et ses dépendances pour « accroistre et augmenter l'aumônerie pour loger et héberger les pauvres gens passans par la ville et étant au dict lieu ».

Les revenus de la métairie destinés à améliorer l'entretien des malades de l'Hôtel-Dieu devaient aussi servir à « accomplir le service divin par luy ordonné en iceluy ».

A la même époque voulant assurer son salut éternel et celui de sa femme il déclare en présence de Jean Aublin, tabellion de Blois, « avoir donné à Saint-Hilaire de Mer une maison couverte de tuile avec four à cuire le pain à charge d'une rente annuelle de deux sous payables le lendemain de la decollation de Saint-Jean-Baptiste et deux messes de requiem chantées et de prières à dire pour lui et sa femme après leur mort ».

Administration. Guillot Aubain fonda et dota l'Hôtel-Dieu en spécifiant qu'il exigeait « que la nouvelle aumônerie demeurerait à toujours aux marguilliers de l'église paroissiale de Mer ». Il fut naturellement le premier administrateur de la maison charitable qu'il avait créée.

Des difficultés naquirent bientôt après la mort de Guillot Aubain entre les marguilliers et le prieur curé de Mer, ce qui entraîna de longs procès, les autorités ecclésiastiques durent se borner à sanctionner le choix des marguilliers (1).

En 1440, l'autorité royale (2) chercha à limiter les droits que les marguilliers tenaient de la volonté du fondateur, et un administrateur fut nommé par le Roi à leur côté un acte du 2 décembre 1449 apprend que l'administrateur de l'hospice de Mer était Jean Cochet barbier à Mer.

Les Marguilliers jaloux de conserver leur autorité pleine et entière intentèrent de nombreux procès qui durèrent plus de deux siècles (3).

Procès en 1485.

Procès en 1541.

Procès en 1545.

Le 9 décembre 1702, « après avoir vu et examiné l'acte de fondation de Guillot Aubain, du 6 mars 1388, et la déclaration du Roy du 12 décembre 1697, après avoir conféré avec la plus saine et meilleure partie des

(1) *Loir-et-Cher, Historique*, 1891.

(2) Louis XI.

(3) Arch. départementales, 79 H 37.

habitans de Mer de l'avis de Monseigneur l'illustrissime évêque de Blois et de Messires Charon, conseiller du Roy, Marquis de Ménars », on décida que :

« A l'avenir le bureau de direction dudit Hôtel-Dieu sera composé du premier office du dit Baillage du Marquisat de Menars, du procureur du Roy au dit Marquisat et des sieurs prieurs et marguilliers de la dite église de Menars-la-ville (1) et que pour faire la recepte du dit Hôtel-Dieu et de la dite fondation au désir de la déclaration du roi, il sera nommé par les directeurs du dit bureau de trois en trois ans un habitant de la dite paroisse qui fera la recette des dits revenus.

Signé : David Nicolas, Evêque de Blois.

Chanon (2) de Menars.

Chevalier, avocat au parlement. Bailli du Marquisat.

Begon, prêtre prier de l'église de Menars.

Lardier, Boucheron, Hireteau, tousseau (marguilliers).

Des sœurs furent installées à l'Hôpital pour le soin des malades, en 1676, et y restèrent jusqu'en 1784 (3). Outre les malades elles s'occupaient de quelques enfants sans famille.

On note en 1758 la concession d'un banc dans

(1) Pour différencier de Menars-le-Château.

(2) Jacques CHANON, Seigneur de Menars, beau-père de Colbert. Sa Seigneurie de Menars, en 1676, avait été érigée en Marquisat et augmentée de la seigneurie de Mer.

(3) Arch., H 23.

l'église faite aux sœurs de l'Hôtel-Dieu à la condition d'en payer une rente. « Ce banc leur était d'autant plus convenable qu'elles ont presque toujours quelques petites pensionnaires qu'elles mènent à l'église avec elles » (1).

Après de nombreux procès et des changements continuels de gestion, cet hôpital, que la charité publique avait secouru pendant quatre cents ans disparut, à la fin du XVIII^e siècle.

*
* *

La Charité de Mer.

Cette ville, dès le début du XV^e siècle, possédait déjà une organisation stable étroitement liée au chapitre (2) pour aider ses pauvres.

Cette œuvre secourable possédait des biens qui lui étaient propres formés petit à petit par les dons et legs des habitants. Les Marguilliers et les procureurs de la charité s'occupaient de la gestion de ces biens et de la distribution de leurs revenus.

Les plus anciens comptes sont datés de 1537 (3).

Les recettes étaient constituées par des rentes emphythéotiques et foncières ainsi que par des dons plus ou moins importants faits au cours de l'année, le « procureur de la charité » s'occupant de la distribu-

(1) Arch. dép., Mer, G 1654.

(2) Arch. départ., G 1693, Mer.

(3) Arch. 79, H 18.

tion de secours à la vérité fort divers allant de la simple aumône à une assistance beaucoup plus large tel que l'aide financière offerte aux pauvres saisis (1). Cette fondation s'occupait également de l'achat de la toile nécessaire à l'ensevelissement des pauvres défunts.

En 1679, se forma une confrérie des dames de charité qui posséda rapidement des biens fonds et des rentes ; un procureur receveur (2) agissait au nom de la confrérie dont les membres visitaient les malades et distribuaient des secours tant en argent qu'en nature.

En 1683, sous l'impulsion charitable donnée par saint Vincent de Paul on propose d'établir un bureau d'aumône et de charité conformément aux intentions du Roy dont le but est de réduire la mendicité dans son royaume.

Après délibération l'assemblée des principaux habitants décida que « vu l'établissement d'un bureau de charité qui existe déjà à Mer », les aumônes seront versées à l'avenir dans la caisse commune de ce bureau. Chacun ne ferait plus l'aumône à sa porte ainsi que le permettait une très ancienne coutume, mais remettrait ses offrandes entre les mains des économes désignés par le bureau qui se chargeraient de procéder à la distribution.

*
* *

(1) Arch. G 1701.

(2) Arch. G 1703.

Boîte des Trépassés.

La charité de nos lointains ancêtres ne s'appliquait pas seulement aux vivants, mais elle cherchait encore à secourir les morts, de là, la création de ces nombreuses « boîtes de trépassés » que l'on retrouve un peu partout mentionnés dans les villes et villages. Les pièces relatives à celle de Mer remontent au début du xve siècle (1) ; cette « boîte des trepassez » recueillait les aumônes données à l'entretien de la messe des trepassez célébrée par chascune semaine en l'église au jour du mercredi » (2).

Le procureur de la boîte des trépassés était nommé par l'official et l'archidiacre de Blois, les dons étaient assez importants pour permettre l'acquisition de biens fonds servant à former le patrimoine de cette organisation.

Les revenus servaient également à faire inhumer les indigents et à payer les frais de la cérémonie.

Cette boîte des trépassés existait encore en 1774.

(1) Arch., G 1694, titres communs à la fabrique et à la boîte des trépassés.

(2) G 1708, Mer.

Beaugency

Beaugency, Seigneurerie fort ancienne, où CUSON premier fonda, en 580 une Abbaye, fut acquise par PHILIPPE LE BEL, en 1291, et adjointe au Comté de Blois.

Une maladrerie était fondée en 1183 à l'extrémité du faubourg de la Porte de Vendôme, en 1194 ROBERT des EPARS la dote du « Moulin Paillard » à condition que son frère RAOUL atteint de la lèpre soit reçu et traité dans la maison.

THIBAUD V (1) Comte de Blois, par un titre de 1285 donne un droit de chauffage dans la forêt voisine.

Peu après, un Seigneur d'Avaray fit don d'une métairie de 168 arpens à charge pour le Maître de Saint-Ladre de lui faire servir tous les ans, le premier septembre, jour de la foire de Saint-Leu, un banquet ainsi qu'à son « épouse accompagnée d'un page, d'un écuyer et de deux femmes de chambre », la nourriture des chevaux, chiens, lévriers et oiseaux devait le même jour être fournie par la léproserie.

Quand les biens de Saint-Lazare furent réunis à l'Hôtel-Dieu, cette redevance fut convertie en une rente payable en argent par l'hospice (2).

La Maladrerie était desservie par un maître de Saint-Lazare, des frères ou chapelains qui célébraient

(1) F. arch. départ. (Preuves de BERNIER.

(2) Essai historique sur Beaugency, LORIN DE CHAFFRIN.

les offices, et des sœurs vouées aux soins des malades.

Sous le règne de PHILIPPE VI, en 1343, les habitants de Beaugency furent investis du droit de nommer eux-mêmes le Gouverneur.

La Maladrerie n'étant plus occupée, le Cardinal DU PERRON, grand aumônier de France, rendit en 1615 l'ordonnance suivante :

« JACQUES, Cardinal DU PERRON, Archevêque de Sens, Primat des Gaules et de Germanie, sur la requête à nous présentée par les habitants catholiques de Beaugency, tendant à ce qu'il nous plut leur octroyer, la Chapelle maison et jardin des lépreux de la Maladrerie de Saint-Lazare dudit lieu, pour y faire bâtir un couvent de Capucins à condition de faire rebâtir une Chapelle, et autant de logement pour les malades, et d'acheter pareille quantité de terre à la dite Maladrerie afin que par l'exemple des bons prêtres, ils puissent être d'autant plus unis à la vie spirituelle et les hérétiques de leur ville ramenés au giron de l'Église par leurs prédications et leurs œuvres de piété.

Considérant combien grand peut être le fruit qui proviendra d'une si haute et si louable entreprise avons consenti et accordé, consentons et accordons par ces présentes qu'à l'endroit où est maintenant le logis des lépreux, leurs cours et jardins, les habitants fassent construire et édifier un couvent de Capucins. »

En 1662, la misère étant grande dans toute la France, les habitants de Beaugency obtinrent que les

revenus de la Maladrerie fussent versés à la caisse des pauvres après avoir acquitté la pension des lépreux et les autres charges de la maison.

Hôtel-Dieu de Baugency.

Sa construction remonte bien au delà du ^{xiii}e siècle. Il aurait été fondé par les comtes de Blois.

En 1075, des titres constatent qu'il était déjà assez important pour avoir trois chapelles.

Thibaud V, comte de Blois, Grand sénéchal de France, et Thibaud VI son petit-fils firent don du bois mort de leur forêt de Boulogne pour chauffer les pauvres hospitalisés, de deux chênes dans la même forêt pour l'entretien des pressoirs et le soutien des vignes « *chametas ad veneas relevendas* ». Ils donnaient, en outre, deux voitures de bois par semaine pour les lessives et les femmes en couche, un millier de harengs, six mines de sel et une somme d'huile. Dans le relevé de compte pour le semestre allant du 25 décembre 1318 au 24 juin 1319, Guy de Chatillon, alors comte de Blois, paya encore une partie de ces rentes.

Des donations plus importantes en terre, rentes et argent augmentèrent largement au cours des siècles le patrimoine des pauvres de Baugency.

En 1669, les biens de la maladrerie et Saint-Ladre et ceux de l'Hôpital de Tavers furent réunis à ceux de l'hospice de Baugency.

La Révolution de 1789, là comme partout ailleurs, ne respecta pas le bien des pauvres, la presque totalité des propriétés de l'hospice confisquée comme domaine national fut vendue au district de Mer. La vente en produisait près de 400.000 francs (1), deux fermes seules purent échapper à cette vente grâce à l'adresse du maire de Villemin.

*
* *

Administration. — Jusqu'en 1669, la Maison-Dieu fut desservie par des frères formant une petite communauté, ils s'occupaient principalement de l'instruction des enfants que la maison recevait. Des sœurs étaient préposées aux soins des malades. Ils étaient gouvernés par un maître *Prior Domus Dei* qui d'abord eut sur toutes les personnes qui se partageaient le service de l'établissement une autorité absolue.

En 1655, on établit un bureau pour régir l'Hôtel-Dieu. Il était composé d'un représentant du Clergé, du Maître spirituel de la maison des officiers du baillage et de deux notables élus par les habitants.

Au XVIII^e siècle, le soin des malades fut confié à des sœurs séculières n'appartenant à aucune congrégation religieuse, mais choisies parmi les femmes veuves ou les filles de la ville qui s'offraient volontairement pour cette fonction charitable, elles étaient avant leur

(1) B. Arch. départ., 67 H 1.

entrée définitive en fonction, soumises à un an d'épreuve.

L'hospice recevait à la veille de la révolution vingt-quatre vieillards de soixante-dix ans au moins, douze petites filles, et douze petits garçons, les malades de la ville et les malades étrangers ; après l'abandon à l'Hôtel-Dieu de Beaugency des biens de celui de Tavers, la maison bénéficiaire devait recevoir les malades de la paroisse dont l'aumône avait été aliénée.

SOLOGNE

Le Blésois comprenait des régions fort différentes, dont l'aspect et la richesse ont considérablement varié au cours des siècles. La Sologne, notamment, était à la fin du moyen âge et surtout durant la Renaissance, une région beaucoup plus fertile et bien plus peuplée qu'aujourd'hui. Sa prospérité commença à décliner au ^{xvii}^e siècle, en 1788. Huet de Froberville s'attache à étudier les causes de la richesse ancienne et de l'apauvrissement consécutif de cette région.

« L'époque de la prospérité de la Sologne remonte au règne de Louis XII. Le prince tenait sa cour à Blois en même temps que la duchesse d'Angoulême faisait sa résidence à Romorantin, François I^{er} passa même une partie de sa jeunesse dans cette dernière ville et lorsqu'il fut monté sur le trône, y amena plusieurs fois sa cour... le séjour des rois et de leur suite entraîna une grande consommation... Faut-il s'étonner si la Sologne ainsi vivifiée dans son centre, soumise en outre à des impositions modérées et à des lois favorables à l'agriculture, présentait un tableau fort différent de sa situation actuelle (1788)... l'éloignement des astres qui la fécondait a commencé l'ouvrage de sa dégradation. »

On verra donc s'élever en Sologne de nombreuses maladreries ainsi que de nombreux hôpitaux. Les seigneurs de Sologne, malgré leurs goûts belliqueux et leurs guerres fréquentes, s'intéressèrent beaucoup au sort de leurs sujets, ils s'occupèrent avec ardeur des pauvres et des malades, et cherchèrent à leur procurer le plus de soulagement possible.

Je réserverai au début de cette étude sur la Sologne une place à part aux Hôtels-Dieu de Mont-Livault et de Pont-Levoy. L'un appartient presque au val de la Loire, l'autre aux confins du Blésois et de la Touraine, est situé sur la frontière même de la Sologne.

Hôtel-Dieu de Montlivault (1).

Il existe peu d'indications sur cet hôpital, le plus ancien titre daté de 1554 est une hypothèque de biens prise par Jean Legouy en faveur de l'Hôtel-Dieu.

Les administrateurs, en 1560, donnent à bail à Jean Legay, vigneron, plusieurs morceaux de vigne.

Il existe encore en sa faveur des reconnaissances de rentes datées de 1602 et de 1669.

(1) Arch. départementales, 85, H 1.

Hôtel-Dieu de Pontleroy (1).

Connaissant les préoccupations sociales des monastères du moyen âge, on peut supposer que les habitants de Pont-Levry bénéficièrent largement à cette époque du voisinage d'un riche couvent.

En 1110, Foulques le jeune, après de nombreuses guerres (2), chercha à réparer les dommages causés, il fit des dons importants aux bénédictins essayant par leur entremise de procurer des secours spirituels et temporels au malheureux peuple désolé par tant de troubles.

En 1335, dans un acte capitulaire il est parlé d'un Hôtel-Dieu fondé par les religieux seigneurs de Pont-Leroy.

Cette charitable maison n'existait plus en 1728, ainsi qu'en fait foi une remarque faite à cette époque par l'Historiographe du monastère.

« Cet Hôpital fut établi pour recevoir les pauvres paysans et surtout ceux qui se trouvaient malades, en ne voit plus à présent aucun reste de cet Hôtel-Dieu dans le bourg de Pont-Leroy et pourtant il serait encore très nécessaire. »

(1) D'après l'Histoire du monastère de Pont-Levery, par Dom CHAZAL.

(2) Guerres féodales entre Foulque Nerra, duc d'Anjou et Herberts comte du Maine.

Romorantin.

Le Comte THIBAUD V, Seigneur croisé, fonda vers 1190 à *Romorantin* (1) un hospice sous le patronage de Saint-Lazare, sa place comme pour tous les établissements similaires fut marquée dans une situation isolée au nord-ouest de la ville. Les successeurs de THIBAUD lui donnèrent une portion de la dune du blé et du vin avec des vignes et des bois, plus un muid de seigle à prendre sur les « Moulins du Monceau », une provision de cinq cents harengs, une certaine quantité d'huile et quelques autres rentes en nature et en argent. Ces rentes étaient régulièrement versées ainsi qu'en fait foi le relevé des Comptes pour le Blésois sous GUY DE CHATILLON, en 1318.

Le Cartulaire du Lieu Notre-Dame mentionne l'existence, en 1246, d'une grange appartenant à Saint-Lazare et située dans la paroisse de Lanthenay... *grangiam sacti lazari...* (2).

Il existait au début du xiv^e siècle à Romorantin une *maison-Dieu* ouverte aux gens du pays ainsi qu'aux étrangers qui étaient fort nombreux, c'est par cette ville, en effet, que passa jusqu'au xviii^e siècle (3) la route de Paris à Toulouse.

(1) *Loir-et-Cher, Historique*, 1891.

(2) Arch. du Loir-et-Cher, F^o 21 V^o du manuscrit des Archives.

(3) On créa à cette époque une nouvelle ligne de poste plus courte ne passant plus par Romorantin qui perdit ainsi les avantages d'une communication et d'un trafic qu'elle possédait depuis plusieurs siècles.

Les titres par lesquels fut créé l'Hôtel-Dieu ont disparu, la première pièce qui mentionne son existence est datée du 31 août 1348, c'est une quittance donnée par Robert de Gien, maître de la maison-Dieu de Romorantin, de la somme de vingt livres léguée à cette maison par le testament de la Comtesse Béatrix de Flandre, veuve de Hugues de Chatillon, Comte de Blois (1).

En 1445, Pierre Monceau habitant de la ville léguait une rente de 18 sols tournois.

Les fondations restreintes du moyen âge faites par les familles des Comtes de Blois, les seigneurs de Sologne et les Bourgeois de Romorantin devinrent nettement insuffisantes lorsque les rois de France attirant à leur suite riches et pauvres prirent plaisir à séjourner fréquemment dans la région.

Les princes d'Angoulême décidèrent alors de procurer à l'établissement des ressources plus en rapport avec le nombre des malades (2) qui sollicitaient leur admission et créèrent de nouveaux bâtiments pour les hospitaliser.

Les Biens de la maladrerie de Saint-Lazare demeurés sans emploi après la disparition de la lèpre vinrent augmenter, en 1500, le patrimoine de l'Hôtel-Dieu (3), plus tard, conformément aux édits de Louis XIV, les propriétés de plusieurs autres léproseries lui furent

(1) Arch., pièce, n° 111.

(2) M. de FOUGÈRES mentionne que l'hôpital à partir de cette époque recevait parfois plus de 140 malades en même temps.

(3) G 1, Archives hospitalières de Romorantin.

encore annexées, tandis que quelques années avant, par un arrêt du Conseil du 31 mars 1688, les malades avaient encore bénéficié des biens du consistoire et des religieux fugitifs de la ville, qui avaient été saisis après la révocation de l'édit de Nantes.

Je citerai ici quelques bienfaiteurs (1) de l'hôpital qui imitèrent et poursuivirent les efforts charitables de la famille d'Angoulême :

En 1632, François BOISGUERET, sieur de LAVAL-LIÈRE, légua à l'Hôtel-Dieu la somme de 400 livres pour aider à fournir le bouillon aux pauvres malades.

En 1675, M. DE LA BLONDELLIÈRE, juge Bailli de la seigneurie de Menneton-sur-Cher, fit élever à ses frais un bâtiment pour loger les sœurs ; il avait donné, en outre, à l'établissement des meubles neufs et quelques biens fonds.

Peu avant 1789, M. VEIGNAULT, curé de Romorantin, donna une certaine somme d'argent pour entretenir à demeure un malade de plus et il fit prolonger à ses frais l'asile des femmes.

Administration. — Il existe, jusqu'au début du xv^e siècle, fort peu de renseignements sur l'organisation de la Maison-Dieu, elle ne devait d'ailleurs guère différer de celle appliquée aux établissements similaires durant le moyen âge ; on sait cependant, qu'en 1348, Robert de Gien (2) était administrateur de la

(1) Archives de P à partir du xv^e siècle de l'Hôtel-Dieu de Romorantin.

(2) Arch., Romorantin n^o 111.

maison en même temps que de l'Hôtel-Dieu des Montils.

C'est le 29 mars 1520 que Louise de Savoie, Dame Douarière de Romorantin mère du Roy, approuve un règlement à elle soumis par le Conseil de ville, qui attribuait la gestion des biens et l'administration intérieure de l'établissement à des commissaires élus tous les ans par les principaux habitants réunis à cet effet (1).

En 1789.

On comptait à l'Hôtel-Dieu de Romorantin :

26 lits de fondation, auxquels on pouvait, en cas de besoin, en ajouter autant qu'il était nécessaire ; ils étaient placés dans des bâtiments de construction récente.

Le service des malades était assuré par des religieuses de la congrégation de Montoire en Vendomois.

Le lieutenant général du baillage, le lieutenant de Police, l'avocat et le procureur du Roy, le curé, le maire, les échevins, tous directeurs-nés (2), quatre administrateurs électifs et un receveur s'occupaient de la gestion des biens et de l'administration de l'Hôtel-Dieu.

Les biens (dotation de la charitable maison) accumulés par la charité chrétienne furent vendus révo-

(1) Arch. départ.

(2) De plein droit en vertu de leurs fonctions.

lutionnairement. Ceux qu'on leur attribua par la suite à titre de compensation furent loin d'égaliser ceux qui avaient été ravis.

*
* *

On ne créa jamais à Romorantin un hôpital général pour recueillir les enfants abandonnés et les vieillards indigents, ceux-ci étaient envoyés à l'établissement d'Orléans fondé en 1675 qui ayant obtenu le patrimoine de plusieurs maladreries de Sologne, était tenu à titre de compensation d'admettre et d'entretenir 10 pauvres de la ville et des faubourgs de Romorantin.

La peste sévit avec violence à Romorantin au ^{xiii}^e siècle. La mortalité fut très élevée à tel point que le cimetière devint trop exigu pour recevoir tous les corps des trépassés, certains durent être inhumés dans la paroisse de Lanthenay.

Les malades demeuraient chez eux et étaient soigneusement enfermés. Un barbier faisait office de chirurgien se rendant à domicile pour soigner les pestiférés. L'un d'eux mourut victime de son dévouement, ayant été contaminé.

Les habitants dont les ressources le permettaient fuyaient la ville, les échevins eux-mêmes au moment du danger s'étaient esquivés et tenaient leurs séances aux environs. Le roi (1), la Reine et Madame ayant décidé de séjourner dans la ville, à cette époque,

(1) Henri II.

les prévosts et le procureur durent rentrer dans la ville qu'ils avaient lâchement abandonnée, l'épidémie d'ailleurs touchait à sa fin.

En 1585, une nouvelle peste plus terrible que la précédente se déclara, Henry III alors Roy de France et séjournant fréquemment à Blois s'en préoccupa.

Edit de Henry III, du 24 février 1585.

Henry, par la grâce de Dieu, Roy de France et de Pologne, a nos amez et jéaulx conseillers, gens de noz comptes à Paris Salut, Nos lieu avez les echevins, manans et habitans de nostre ville de Romorantin nous ont fait remonstrer en nostre conseil que, dès le mois de mars dernier, mil V^e quatre vingt cinq, la maladie contagieuse commença à affliger la dicte ville, et y a depuis continué sans aucune relâsche ou intermission, tellement qu'il en est mort plus de quatre mille personnes la plus part pauvre, que les supplians ont esté constraintz nourrir et entretenir durant leur maladie aux dépens de la dicte ville, et après, ont esté contraincts de les faire enterrer. Mais ayant sur le mois de May la dicte maladie tellement augmenté qu'il n'y avoit moyen de plus résister en la dicte ville, la pluspart des dictz habitans seroient absentez et retirez aux champs et le surplus seroient descédde mesme par les rues demourez sans sepulture, au moyen de quoy les dictz echevins et habitans consi-

derantz ceste extrémité et qu'il y falloit pourvoir et defaillans les moiens, auroient advisé d'y employer les deniers patrimoniaux et d'Octroy de la dicte ville, destinés à la réparation et affaires d'icelle, estimans ne les pouveoir employer à meilleur et plus nécessaire effect que à ce dessus, attendu la dicte contagion a esté la plus grande que l'on ayt encore veu. Et d'autant que procédant à l'examen et closture de comptes des dictz deniers d'octroy qui vous sera présenté par le receveur de la dicte ville, vous pourriez faire difficulté de passer et allouer la somme de trois cents escuz (1) qui a esté employée pour l'entreterrement des malades. »

Les précautions prises par les édiles de la ville ne suffisant pas à éloigner le fléau, les pieux habitants espérant fléchir la volonté divine firent à cette époque de nombreux vœux.

En 1753, il fut établi à Romorantin un registre « pour servir au greffier a inscrire les déclarations que les femmes veuves et filles viendront faire en ce greffe de leur grossesse et des auteurs de leur gravitation, conformément à l'édit de Henry II donné au mois de février 1556 à l'arrest du parlement du 19 mars 1698 et à la Déclaration du Roy, le 25 février 1708 par lesquels la peine de Mort est établie contre les femmes et filles qui ayant caché leurs grossesses et leurs accouchemens, laissent périr leurs enfants sans recevoir le

(1) Publié dans l'*Histoire de la Sologne*. par G. MAYMAC, 1899, Archives de Loir-et-Cher, série B, fonds de baillages de Romorantin et de Millançay.

Baptême. Les quelles déclarations de grossesse seront faites en présence dudit procureur du Roy. l'a fait à Romorantin, le cinq janvier mille sept cens cinquante trois ».

Aujourd'huy quatorze jour de janvier mil sept cent cinquante trois est comparue au greffe des Bailliages royaux de Romorantin et Millaucay, en présence de M. le Procureur du Roy desd. Bailliages, Marie Loubereau, âgée de dix-sept ans, fille de Silvain Loubereau demeurant chez son père à la métairie du Chesne, paroisse de Pruniers, assistée de son dit père cy présent. Laquelle a dit et déclaré qu'elle a été séduite et absuée par Jacques Lemier, sous promesse de mariage, qui était pour lors domestique chez led. Loubereau et qu'elle est grosse d'environ cinq mois des faits dud. Jacques Lemier et qu'elle n'a point eu de commerce charnel avec d'autres hommes que ledit Lemier et a requis acte de la présente déclaration qu'elle a affirmée être singaire et véritable et ont laditte déclarante et ledit Loubereau, son père, déclarez ne sçavoir signer de ce enquis.

L'acte est signé : Le Conte de Bièvre, et... may, greffier.

REGISTRES DE DÉCLARATION DE GROSSESSES
POUR LES BAILLIAGES DE ROMORANTIN ET MILLAUCAY
DU 14 JANVIER 1753 AU 8 PRAIRIAL AN III

16 juillet 1757. — Déclaration de Catherine Eleine, âgée de 35 ans, servante chez Silvain Bidault, auber-

giste à la Croix-Blanche, rue de la Sirène à Romorantin, enceinte de trois mois « des faits du sieur Lenourmand, marchand colporteur, demeurant aux environs de la ville de Tour qui la séduite dans une des chambres de ladite auberge qu'elle baléyoit et ferma la porte de laditte chambre sur eux deux, ce qu'elle a assuré et affirmé être singaire et véritable et n'avoir eu à faire à d'autres qu'au dit Lenourmand... etc. »

6 avril 1764. — Déclaration de Jeanne Boursin, veuve de Jean Masson, âgée de 34 ans, demeurant dans une chambre du château de Varenne, paroisse de Millançay, enceinte d'environ 8 mois « des faits d'un homme passant à elle inconnu qui l'a surprise vers le soir sur le chemin qui conduit de Mareilly à Château-Vieux et qu'elle nous a fait la présente déclaration pour satisfaire à l'Edit d'Henry second, etc.

20 janvier 1789. — Déclaration de Dauphine Rosalie Boy, fille mineure, demeurant à Romorantin, enceinte de trois mois « des faits d'un jeune homme qu'elle ne veut point nommer ».

18 février 1785. — Déclaration de Marie Maillet, fille mineure domestique à Loreux, enceinte d'environ sept mois « des faits d'un homme à elle inconnu et qui s'est dit être de la paroisse de Tremblevif (aujourd'hui Saint-Viatre), avec lequel elle s'est laissée aller par les promesses de mariage en revenant de cette ville and. Laureux avec ledit homme inconnu. »

Hospice de Selles.

Il était rare à cette époque comme aux siècles précédents qu'un grand siegneur se fit construire un château sans créer en même temps un établissement capable de recueillir et de soigner les habitants pauvres, malades ou affligés d'infirmités.

Suivant l'exemple charitable des princes d'Angoulême, le Comte Philippe de Bethune après avoir fait construire un château voulut que les plus malheureux de la ville où il avait élu domicile fussent soulagés par sa présence.

Il fit donc élever (1) près de l'église paroissiale de Selles un hôpital comportant des salles spacieuses, bien aérées dont « une ville plus grande et plus riche que Selles-sur-Cher pourrait se glorifier ».

Cet établissement richement doté par son fondateur possédait des revenus provenant de biens-fonds, suffisants pour subvenir à toutes les dépenses.

Lorsque les biens des hôpitaux furent vendus révolutionnairement, ceux de l'hospice de Selles furent soumissionnés. Le sieur Boiteau étant alors l'un des administrateurs de l'Hôtel-Dieu aussi zélé que désintéressé acheta à bas prix le bien des pauvres malades qui leur fut rendu lorsque l'ordre et le calme furent rétablis en France.

(1) Arch. départ.

C'est donc à juste titre que l'on peut louer la probité et le dévouement de M. Boiteau et le considérer comme le second fondateur de l'hôpital.

Les biens-fonds ainsi conservés intégralement permirent à cet établissement de suffire à ses dépenses et de ne pas grever les habitants d'impôts supplémentaires nécessaires à son entretien.

Hôtel-Dieu de Menneton (1).

L'acte le plus ancien, relatif à cette charitable maison, daté de 1650, lui reconnaît la propriété d'une « septrée de paturaux ».

L'hôpital de Menneton ne reçut vraisemblablement jamais un grand nombre de malades.

En 1738, ne sachant que faire des revenus qui leur étaient primitivement destinés, le conseil de ville avait consenti un prêt de trois cents livres à un sieur de Gromey.

Le curé, l'année suivante, constate que depuis trente ans il n'y a dans l'Hôtel-Dieu ni pauvres ni gardien, le 20 décembre 1739, il fut donc décidé d'entretenir un maître d'école en prenant cent vingt livres par an sur des rentes demeurées sans emploi ; le sieur Delaume fut nommé à ce poste qui était dit le Bailly « exempté de la taille suivant qu'il enseignera les pauvres et la jeunesse gratuitement ».

(1) Arch. départementales, 78, H 1.

L'Hôtel-Dieu subvenait à l'entretien des enfants trouvés pour lesquels il versait à ceux qui désiraient s'en charger une somme de quatre à six livres par mois.

On cherchait d'ailleurs à empêcher autant qu'il était possible l'abandon des enfants nouveau-nés. Une chronique raconte qu'une veuve du village de Trechis, le 12 octobre 1779, trouva à la porte de sa bergerie un enfant mâle qui venait d'être abandonné par un homme auquel elle vit prendre la fuite, ayant appelé les voisins, ceux-ci coururent après le « quidam » le ramenèrent prendre l'enfant qu'il avait déposé, puis l'envoyèrent au bailli de Meuneton pour donner les raisons de son acte.

On note à Menneton vingt-six déclarations de grossesse en cinquante ans (1).

Fontaine-en-Sologne.

Il ne reste plus qu'un acte de 1317 (2) :

« Maître Jean BERTRAN, Secrétaire du Roy et maître de sa garde robe prend à rente de George CARRE et ODIN DU TERTRE tous les héritages et places de maisons appartenant à la dite Maladrerie, pour le prix et somme de dix sous tournois. »

Cette Maladrerie ne fut probablement pas seule-

(1) Déclaration de grossesses des filles-mères et des veuves.

(2) Arch. départementales de Loir-et-Cher, 76, H. 4.

ment affectée aux seuls lèpreux, mais dut très rapidement être assimilée à une Maison-Dieu, un acte de 1484 laisse penser qu'il dut en être ainsi. Nombreuses furent les léproseries qui élevées dans une région peu peuplée servirent à tous les malades et qui même furent bientôt désertées.

Un cens de 1537 nous le fait savoir.

Hôtel-Dieu de Contres.

Au ^{xv}^e siècle, un sieur Jean de la Rivière donne et lègue une chambre dans la maison qu'il habitait pour y installer quelques lits destinés à recevoir les malades.

En 1477, sa fille désirant continuer à amplifier l'œuvre charitable entreprise par son père vendit avec le consentement de son frère aux procureurs de la fabrique « pour y établir Maison-Dieu et pour le logis et l'abergement des pauvres affluens en icelle... une maison et appartenances, avec appentiz, encloue de murailles... jouxte d'une part au grand chemin par lequel on va de Saint-Aignan à Blois... moyennant le prix et somme de dix huit livres tournois. »

L'insuffisance des revenus rendit impossible la réception des pauvres malades, en 1541, la maison-Dieu fut affermée par les fabricans de l'église paroissiale et les notables habitants du bourg aux bénédictins du prieuré conventuel de Cornilly situé dans la même

(1) Biens sis à Centres, Arch. départ., 73, H 1.

paroisse, le bail emphytéotique favorable aux dits religieux rapportait deux deniers de cens annuel plus une rente de quatre livres dix sous tournois, à la fabrique substituée aux pauvres en faveur desquels avait eu lieu la fondation originale.

Maison-Dieu de Tremblevif ou Saint-Viatre (1).

Les archives possèdent un compte rendu « par devant le bailly » par la veuve d'un administrateur qui, élu le 14 février 1585 par les manants et habitants du bourg, avait géré les biens de l'Hôtel-Dieu jusqu'au 14 février 1587 (2).

Le chapitre des recettes comprend les fermages d'immeubles et les arérages de rentes foncières ou constituées, dans ces recettes figurent le loyer d'une maison qui avait été récemment acquise,

« du consentement des habitants pour servir d'hôpital au lieu de la maison qui voulait être l'Hôtel-Dieu et qui avait été brûlée durant la charge du dit défunt procureur et administrateur.

On trouve à l'article des dépenses des renseignements intéressants : « Pour dons, bienfaits et charités tant aux pauvres indigents et paysans de Tremblevif, qu'aux pauvres orphelins mis en heberges au dit

(1) D'après les documents inédits de Dupré sur quelques maladreries et maisons Dieu du Loir-et-Cher.

(2) L'Hôtel-Dieu de Tremblevif dépendant du diocèse d'Orléans.

Hôtel-Dieu et pour la nourriture et en sépulture des pauvres morts de la dite paroisse ;

« Pour avoir fait conduire et mener Guillotet à l'Hôtel-Dieu d'Orléans avec cheval et charette pour le faire panser d'un mal de jambes, pour ce trois livres cinq sous tournois » (1).

« Seize sous de secours à une pauvre fille qui ne pouvait mendier comme elle l'avait fait auparavant, attendu qu'il lui était venu un mal à la jambe ».

« Fournitures de plusieurs draps pour ensevelir les pauvres de la Paroisse ».

« Pour dix-huit mois de nourrice et pension d'un pauvre enfant trouvé sans père ni mère trente sous par mois ».

L'arrêté du compte fixe les recettes à cent quarante livres et les dépenses à cent quarante six.

Ces pièces sont contre-signées du bailly et des paroissiens notables.

En 1669 (2) le logis des pauvres était affermé à des particuliers, les recettes ne dépassant pas la modique somme de 74 L 8 S., on avait cessé de recevoir les indigents. Cette somme était employée à donner des secours en argent et en nature, aux frais de sépulture, aux mois de nourrice des enfants trouvés, pour conduire à l'Hôtel-Dieu d'Orléans plusieurs enfants de la même catégorie et les malades pauvres de la localité.

(1) Les maux de jambe étaient à cette époque fort communs en Sologne, on les attribuait aux miasmes d'un sol marécageux, mais paraissent dus surtout à l'usage de farines ergotées.

(2) Compte de dépenses de 1666 à 1669.

Hôtel-Dieu de la Ferté-Hubert (1).

Cette petite localité change au cours des siècles plusieurs fois de nom, d'abord Ferté-Hubert elle prit ensuite celui de Ferté-Saint-Aignan et s'appelle de nos jours Ferté-Saint-Syr.

L'établissement charitable qui y fut créé avant le ^{xiii}e siècle servit tour à tour de Maladrerie et d'Hôpital.

Le plus ancien titre daté du 2 mai 1262 (2) est une « approbation par Robert évêque d'Orléans du droit de chauffage de la cession par la maladrerie de la Ferté Hubert du droit de chauffage que la maladrerie avait dans la Forêt de Boulogne à Jean de Chatillon, Comte de Blois, moyennant dix livres tournois... dont le cédant s'est tenu pour content ».

En 1355 le domaine seigneurial de Blois donnait à la Maison-Dieu

70 sols tournois

et 500 harengs.

Au ^{xvii}e et ^{xviii}e siècle le curé administrait cette fondation comme une dépendance de son église. On y recevait les malades pauvres du pays autant du moins que le permettaient les faibles revenus d'un patrimoine peu productif.

(1) Titres généraux, arch., 75, H 1. — Titres de propriétés, Arch. 75, H 2 ; Arch. 75, H 3.

(2) Copie faite en 1674.

**Maison-Dieu de la Ferté-Arrain.
maintenant Ferté-Bauharnais.**

Ce petit établissement dépendant à l'origine du diocèse d'Orléans, son plus ancien titre est daté de 1487. Ses ressources médiocres ne lui permirent pas longtemps de recevoir des malades. Ses biens réduits à fort peu de chose étaient affermés par le curé et le notaire qui en appliquaient le produit à quelques rentes charitables (1).

En 1698 les biens et revenus de la Maison-Dieu de la Ferté Arrain furent unis à ceux de l'Hôtel-Dieu de Romorantin.

Maison-Dieu de Saint-Laurent-des-Eaux (1).

Quelques titres isolés constatent son existence au ^{xvi}^e, ^{xvii}^e siècle, on y recevait les pauvres malades, mais seulement pour quelques jours, si leur maladie se prolongeait on les conduisait à l'Hôtel-Dieu d'Orléans pour y être mieux soignés.

Une maison du bourg était spécialement affectée à cette fondation et la chapelle subsista jusqu'au ^{xviii}^e siècle.

Le curé et le notaire administraient l'Hôpital, les

(1) Arch. départementales, 1487-1786, cote 74, H₃1.

(1) Documents la plupart inédits sur quelques maladreries et maisons Dieu du Blésois. DUPRÉ, Arch. du château.

comptes de la gestion 1735-1738 fixe le chiffre des recettes de ces quatre années à 9965 livres.

En 1775 le curé de la paroisse agissait comme administrateur né de la Maison-Dieu, affermait encore une pièce de terres qui en dépendait. La révolution détruisit entièrement cette œuvre de bienfaisance publique.

*
* *

La pointe extrême sud du Comté de Blois s'enfonçait en plein Berry, les petites villes et villages de cette région ainsi que les établissements charitables qui y furent institués dépendirent toujours au point de vue religieux du diocèse de Bourges.

La petite ville de *Vatan* possédait en 1542 son Hôtel-Dieu (1), les titres antérieurs à cette date me sont inconnus, il est donc pour moi impossible de fixer les origines de cet établissement. La première pièce mentionne une concession de « deux seterées de terres » faite à l'Hôtel-Dieu par le chapitre de Saint-Laurian, moyennant une rente perpétuelle de deux deniers de sens, quatre boisseaux de froment et un chapon par an.

Les archives de Vatan possèdent encore une partie des édits de 1673 et 1693 promulgués par Louis XIV au sujet de l'administration des biens des hôpitaux et maladreries demeurés sans emploi charitable (2).

(1) Arch., G. 210, Vatan, Indre.

(2) Cf. ces édits en appendice.

A cette époque le patrimoine de la « maladrerie de Saint-Jean de Lamarzan, paroisse de Rebeursin, près Vatan » fut adjugé à la maison Dieu (1).

Dans la 2^e moitié du XVIII^e siècle cet hôpital fonctionnait encore.

Levroux. — Par son étymologie même nous apparaît intéressante pour l'histoire régionale de la lèpre.

Cette ville anciennement murée et s'étendant jusqu'à la rue d'Indre-les-Chateauroux s'appela primitivement Gablatum, puis prit le nom « Castrum Leprosium ». BERNIER, en 1660, donne deux raisons différentes de ce changement de nom.

Pour certains : SAINT SYLVAIN y prêchant l'évangile guérissait les lépreux en les faisant baigner en une fontaine, qui, dit-on au XVII^e siècle « est à 1/4 de lieu de la ville et qui retient encore à présent le nom du disciple de J.-C. ». Pour d'autres la ville ne prit le nom de Leprosium qu'après la guérison d'un lépreux par SAINT MARTIN.

En fait il est hors de doute que la ville s'intéressa vivement au sort des malheureux malades puisque l'on retrouve dans ce qui reste de ses archives un article de 1263 relatif au « serment d'une femme qui s'entremeloit de geir (sic) du mal de St-S. (2) (sic) et qui Proste (3) qu'elle ne guérira personne que le Sei-

(1) Arch. nat., MM 218.

(2) St-S. Mal de Saint-Sylvain ou lèpre.

(3) Proteste.

gneur ou quelqu'un des siens à peine de dix livres de Monoye courante pour chaque opération ».

Je me permets de transcrire ici l'article écrit en latin du moyen âge (1).

« Die Mercurii post octabaun omnium Sanctorum anno damini millesumo du centesuno sexagesuno tertio juravit sponte uxor Andrea Debrolio quod de cereto non intromittet se de aliquo infumo curando, quia dicebatur quod intromittebat se de aliquibus languidis habentibus infumitatem de St-S. Contra privilegium prioris et capituli (2) ; sed dicet (3) quod ne scit se intromittere et si contra faciat et possit legitime convinci, promisit (4) per juramentum se soluturam (5) dicto Capitulo decem lillas monetal currentis pro qualibet vice (6) qua super premissis poterit convinci (7) et ad hoc obligavit se et sua (8). Actum in tevestario novo (9) anno et Die predictis.

ANDREA et P. de SANCERO et GUILHELMO BOELLI prieur. Magistro Boichis.

BORAT et ALANO vicariis et BRIEU Presentibus. »

Une léproserie a dû exister très tôt à Lenoux, il est malheureusement impossible d'en retrouver les traces,

(1) Arch. départ. de l'Indre. Cartulair de Lenoux. Série G 110. Folio IV, Verso.

(2) Du Prieur et du Chapitre.

(3) Elle dira.

(4) Elle a promis.

(5) Elle devrait livrer.

(6) Pour chaque fois.

(7) Qu'elle pourra être convaincue.

(8) Elle et ses biens.

(9) Vestiaire neuf.

un titre de 819 (regnante REGE. ROBERTO) prouve qu'un Seigneur nommé ADON de DEOLS forma un Chapitre dans l'Église de Saint-Sylvain de Lenoux déjà fondée.

Les premières pièces relatives à la Maladrerie de Lenoux (par moi connues) remontent au milieu du xiv^e siècle.

Il est d'abord fait mention pour 1336 d'une donation d'un cens en rente annuelle ; puis d'un bail accordé par l'Administration de Saint-Lazare en 1447 « A Jean SIGNEC, d'une petite place à bâtir pour en payer 5 sols de rente et une poulle (sic) ».

Les pièces de 1532, 1424, 1554, sont des baux relatifs à une métairie appartenant à Saint-Lazare, deux de 1540 ont trait la première à une « complainte faite par l'Administration contre des particuliers qui avaient coupé du bois dans les bois de Vullon (propriété de la Léproserie) la deuxième à une autre « complainte » faite contre des « particuliers qui avaient fait pascager leurs bestes » sur des dépendances de la Maladrerie (1).

Après les édits de Louis XIV, les biens de la maladrerie de Levroux furent unis à ceux de la *maison-Dieu de Levroux* dit Hôpital du porche (2). La date de fondation de cet établissement m'est inconnue, c'est à

(1) Arch. départementales de l'Indre. Inventaire des biens du Chapitre 1741. Cote O.-P, 84, 85 et 86.

(2) G. 119, Arch. Indre, Levroux.

partir de 1451 que l'on retrouve quelques documents attestant son existence, ce sont des faux, des actes de donation sans grand intérêt (3). Cet Hôpital dont il m'a été impossible de retracer l'histoire subsista jusqu'en 1789.

(1) Cf. série G, Arch. Indre, Levroux.

LE DUNOIS

Ainsi que je l'ai noté au début de ce travail j'ai réservé au Dunois une place toute spéciale étant donnés ses rapports passagers avec le Comté de Blois. La limite est du Dunois est située en pleine Bauce tandis qu'à l'ouest commence le Perche.

Hôtel Dieu de Champigny-en-Beauce (1).

« Par arrest du Conseil du 4 May 1697 et lettres patentes il est ordonnez qu'il sera établi un hôpital au bourg de Champigny (2) pour les pauvres malades et qu'à cet effet il jouira des métairies de la Bruere et de la gardette dependantes de la maladrerie de la Magdeleine de Vendome et des biens et revenus des dites metairies ».

La Léproserie de Chateaudun.

La léproserie de Chateaudun est la plus anciennement connue de la région ; c'est en effet au x^e siècle

(1) Acte de fondation, Arch. 70, H 1. Loir-et-Cher.

(2) Le bourg de Champigny, situé sur le plateau Beauceron n'appartenait pas au Dunois, je me suis permis de le joindre à ce chapitre étant donné sa situation géographique.

que fut bâtie une église de Saint-Lazare destinée à desservir une maladrerie déjà fondée à cette époque. Les malheureux lépreux possédaient donc bien avant les croisades un asile où ils pouvaient se retirer (1).

Un titre de 1140, avant la convocation à la 2^e croisade, signé du comte Thibaud 1^{er} confirme le don fait par Renaud de Patay (surnommé Guiterne) à la Maladrerie de Saint-Lazare, et « fondée devant la croix de Saint-Eman », et une terre de labour, de deux bœufs, de deux ânes à Machelainville, paroisse de Perouville.

La maladrerie pût subsister largement grâce à des dons nombreux faits principalement par Thibaud IV, Louis de Châtillon et ses successeurs.

En 1205, un règlement fut établi à l'usage de la léproserie.

RÈGLEMENT DE LA MALADRERIE DE CHATEAUDUN
(Juin 1205)

Manuscrit-Archives départementales d'Eure-et-Loir G. 3460.

Original sur parchemin, endommagé en quelques endroits. Scellé autrefois de trois sceaux sur double queue.

Petrus, Dei gratia archiepiscopus, G. decanus, et P., precentor Senonensis, omnibus Christi fidelibus presentes litteras inspecturis in Domino salutem. Notum facimus universitati vestre nos recepisse litteras summi pontificis in hac forma : Innocentius, episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri, archiepiscopo, et dilectis filiis, decano et precentori

(1) *Histoire du Dunois*, abbé BORDAS.

Senonensi, salutem et apostolicam benedictionem. Sua nobis dilecti filii leprosi de Castroduno significatione monstrarunt quod N., Custos domus eorum, Carnotensis diocesis, antiquas domus ipsius et approbatas consuetudines non observat, sed, eas promotu proprie voluntatis immutans, leprosos pauperes trans euntes hospicio recipere contradicit qui semper in a domo saltem una nocte recipi consueverant, ideoque discretionni vestre per apostolica scripta mandamus quatinus dictum custodem est, antiquas domus sue consuetudines et approbatas observans, leprosos transeuntes recipiat sicut ipsa domus eos recipere consuevit, monitione premissa, per censuram ecclesiasticam, appellatione remota, sicut justum fuerit, compellatis nullis litteris veritati et justitiae prejudicantibus a sede apostolica impetralis. Quod si non omnes huius exequendis potueritis interesse, tu, frater archiepiscopus, nichilominus ea cum eorum altero exequaris. Datum Rome apud Sanctum Petrum XVI Kalendas januarii, pontificatus nostri anno septimo (1). Cum igitur auctoritate nobis injuncta parles citavissemus pluries coram nobis, allegata partium dilig (entius) audientes, et per bonos viros et discretos illius vicinie inquisitionem legitimam de dicte domus antiquis et approbatis consuetudinibus facientes :

1. Tandem, communicato cum viris prudentibus qui nobis tunc assidebant consilio, secundum quod nobis constabat de consuetudinibus domus, utilitati et paci fratrum providere volentes in posterum, de communi assensu decrevimus quod capitulum fratrum ejusdem domus, prestito iuramento quod bona fide idoneum eligent et talem qui tolerari possit et patienter alios tolerare, unum ex leprosis fratribus, de communi fratrum assensu, instituent qui unam clavem cellarii et alteram granarii custodiet et portabit.

2. Institutus autem ad hoc tenebitur prestare iuramentum quod bona domus fideliter custodiet, quod fratrum

(1) G. 3462-7 folio, Archives départementales d'Eure-et-Loir.

cibaria, panem, vinum, carnes, vel quecumque alia nec tactu suo nec afflatu, nec alio quocumque modo scienter inficiet vel corrumpet, nec intrabit cellarium nisi vocatus fuerit a magistro.

3. *Locus eidem competens assignabitur extra cellarium, ante hostium cellarii, unde melius possit videre panem et vinum et alia victualia antequam distribuuntur et ea postea videbit fratribus distribui, secundum consuetas et debitas portiones, prius sani et postea eadem mensura leprosis.*

4. *Duo tantum mododo leprosi ad petendas transeuntium elemosinas a fratribus eligentur, qui hora matutina per majorem portam ecclesie exhibunt et sedebunt ante ecclesiam juxta strat(a)m (p)ublicam, in loco ad hoc a magistro deputato usque ad horam eorum redditui deputatam, et si eos ultra vel extra locum illum contigerit evagari vel exire, ab(s)que [magistri lic]entia, non recipientur in domum illam donec secundum disciplinam ordinis puniantur.*

5. *In Ipsa ecclesia inter sedes leprosorum et portam ecclesie erit clausura ne leprosis, dum (divi)num celebrabitur officium, extra ecclesiam, liceat evagari.*

6. *Nulli unquam leprosorum licebit claustrum suum exire nec curiam sanorum intrare nisi fuerit a magistro vocatus.*

7. *Quisquis sine licentia vel vocatione magistri exire preumpserit, sustinebit pro reatu suo ordinis disciplinam.*

8. *Leprosos advenas ebriositate vel girovagatione notabiles idem magister minime tenebitur hospitari, nec in peregrinatione euntes, nisi magistri sui secum litteras deportent vel bona opinio eorum fuerit nota ei.*

9. *Ignotos autem leprosos per locum illum transitum facientes recipiet una nocte.*

10. *Magistro domus predictae licebit semper habere de meliori vino domus in proprio cellario duo dolia, quorum utrumque capax sit quator modiorum, quod poterit sanis transeuntibus conferre pro honore domus sicut viderit expedire.*

11. *Si quid in hac institutione nostra minus plene est*

ordinatum, vel institutum est aliquid quod correctione indigeat, nos et ego specialiter, P., metropolitanus, si alii absentes fuerunt nobis reservamus potestatem corrigendi tam in capite quam in membris que ibidem noverimus corrigenda.

Actum Senonibus, anno gratie M^oCC^oV^o mense Junio.

La maladrerie fut gouvernée pendant quatre siècles par un maître des frères dont les premiers aumôniers étaient de l'ordre de saint Augustin.

La lèpre ayant disparu, les biens attachés à la fondation demeurèrent sans emploi. Ils changèrent plusieurs fois de propriétaires et donnèrent lieu à de nombreuses réclamations.

Au Roy (1) et à Nosseigneurs de son Conseil.

Sire,

Les sieurs Prévots, Chantres, Chanoines et Chapitre de la Sainte Chapelle de Chasteaudun Remon-trent très humblement à Votre Majesté que ce Chapitre a esté érigé en Sainte Chapelle par le Comte Jean Bastard d'Orléans en mil quatre cent soixante huit et qu'entre les biens qu'il donna pour les fonder, il y fit uny par l'Evesque de Chartres la Maladrerie de cette ville à laquelle il avoit droit de pourvoir lorsqu'il arrivoit vacance dans la Maîtrise de la ditte Maladerie. Mais le dit Comte Jean estant mort avant que les Chanoines réguliers de Saint Victor de Paris

(1) G. 3462-7 folio. Archives départementales d'Eure-et-Loir.

y fussent établis suivant son intention, lorsqu'il fonda le dit Chapitre. Lesquels n'ayant point voulu d'ailleurs accepter cet établissement, François, Comte de Dunois, fils du dit Comte Jean, fit établir des Chanoines séculiers en la place des réguliers et pour cela il obtint des Bulles du pape Innocent en 1491 et par ces mesmes Bulles, il fit unir et annexer tout de nouveau cette Maladerie au dit Chapitre de laquelle les prédécesseurs du suppliant et eux ont toujours jouy jusqu'en l'année 1675 quil intervint arrest en la chambre royalle entre suppliant d'une part, et les sieurs grand vicaire général et officiers de l'ordre de Nostre Dame de Montcarmel et de Saint-Lazare de Hierusalem d'autre part. Et les religieux recolez de la dite ville de Chasteaudun aussy d'autre part, par lequel les supplians furent condamner de se désister et de partir au profit du dit ordre de la dite Maladerie biens et revenus en dépendans et néanmoins attendu que la ditte Maladerie et biens en dépendans leur avoient esté délaissier lors de leur fondation et premier établissement que les supplians continueroient de jouir ainsy que par le passé de leurs bastimens, esglises, chapelles et lieux réguliers et autres logemens, jardins, et closture soit qu'ils fissent partie des anciens batimens, soit qu'ils ayent esté faits depuis, Commausy que sur tous les biens drois et revenus dépendans de la ditte Maladerie autres que ceux possédez par les ditz recolez, il sera fait distraction au profit des dits supplians de la moitié des dits fonds et revenus

d'iceux les charges ordinaires préalablement déduites à condition par eux et les dits récolez d'acquitter toutes les charges concernant le service divin, au moyen duquel arrest les supplians ont esté évincez de la moittié des fonds et revenus de la ditte Maladerie.

Mais comm' il a pleu à Sa Majesté par son Édit du mois de mars 1693 de désunir du dit ordre de Saint-Lazare les maladeries, léproseries et autres choses de cette qualité, Et les dits sieurs de l'ordre tenus de quitter et de laisser la possession et jouissance et d'en remettre les baux et titres, qu'ils ont par devers eux dans le premier juillet prochain. Mesure que par une desclaration du mois d'avril dernier, Sa Majesté a desclaré qu'elle n'avoit point entendu par cet Édit préjudicier aux droiz des fondateurs ny aux unions des dittes Maladeries et quen conséquence les dits fondateurs et ceux qui en sont en possession avant l'Édit de 1612, seroient tenus d'en représenter les titres dans deux mois par devant les sieurs Commissaires du Conseil pour estre les dits fondateurs et possesseurs qui justifieront suffisamment de leurs droits réunis et réintégrez en la possession et jouissance d'iceux suivant les arrests du Conseil qui seroient à cet effet rendus, les supplians ont esté conseillés de donner la présente requête pour qu'il leur soit permis de rentrer dans la propriété et jouissance de la moitié de la dite Maladerie de Chasteaudun aveq restitution de fruits et des baux et titres qui sont entre les mains des dits sieurs de l'ordre de Saint-Lazare et deffences à eux et à tous autres de les y

troubler ce qui ne veut pas recevoir de difficulté pour les raisons suivantes.

Primo. Parce qu'ils rapportent un ancien compte de la ditte Maladerie de Chateaudun, rendu en 1329 devant le Comte de Blois qui estoit pour lors Comte de Dunois de la recepte et dépense de la ditte maladerie ce qui marque qu'il en estoit fondateur, ils rapportent de plus l'extrait de la fondation du Chapitre de la Sainte-Chapelle de Chasteaudun de 1468, par Jean, Comte de Dunois par lequel il paroist que l'evesque diocésin a uny la ditte Maladerie au dit Chapitre et que le dit Comte de Dunois estoit fondateur de cette mesme maladerie, ils rapportent encore un extrait de la Bulle du pape Innocent de 1491, pour l'Institution de Chanoines séculiers requise par le Comte François, fils du dit Comte Jean en la place des Chanoines réguliers que le dit Comte Jean avoit voulu establir au Chapitre de Chasteaudun par laquelle Bulle le pape réunit de nouveau la dite Maladerie au dit Chapitre, ils rapportent aussy une coppie de lettres patentes du Roi Henry de 1549, registrées au Parlement dans le mesme temps données en faveur du Comte de Dunois comme fondateur de la ditte Maladerie par lesquelles lettres le dit Comte de Dunois est maintenu dans le droit qu'il avoit de disposer de la ditte Maladerie.

Ils rapportent enfin un jugement de la Chambre de la Charité Chrestienne du dix février mil six cents sept par lequel le Chapitre de Chasteaudun est deschargé des assignations à luy baillées à la requeste

du procureur du roy avec main levée des saisies faites sur le revenu de la ditte Maladerie, c'est-à-dire que le Chapitre est maintenu dans la possession de la dite Maladerie, après quoy le Conseil void qu'il ne se peut pas une propriété et une possession mieux justifiée que la leur. Et que la ditte Maladerie de Chasteaudun appartenoit constamment au fondateur du Chapitre des supplians et quelle fait partie de cette fondation, qu'ainsy l'arrest de la chambre royalle ne les a pe évincer de la moittié de la propriété et jouissance de cette Maladerie.

Secundo. L'arrest de la ditte Chambre royalle du dix-huit octobre Mil six cent soixante et quinze establit encore leur droit non seulement par les titres qu'il énonce, Mais encore par son dispositif ou il est expressément dit que les biens de la ditte Maladerie leurs ont esté délaissés lors de leur fondation et premier établissement et qu'à cet effet ils sont tenus de continuer de faire acquitter toutes les charges concernant le service divin ausquelles ils sont obligés de manière qu'il ne se peut pas une possession mieux établie en faveur des supplians.

Tértio. L'Édit du mois de mars mil six cent quatre vingt treize et la desclARATION du mois d'avril ensuivant veullent expressément qu'on n'ayt point desgard aux unions des Maladeries et Léproseries et que les fondateurs et ceux qui en estoient en possession avant l'édit de mil six cens soixante et douze soient remis et réintégrez en possession et jouissance d'iceux en conséquence des titres qu'ils représente-

ront. Or, les titres dont il vient d'estre parlé estans plus que suffisants les supplians sont dans le cas de l'Édit et desclARATION et doivent par conséquent estre reestablis dans la possession de la moittié et de la dite Maladerie dont ils ont esté injustement évincez par l'édit arrest de la chambre royalle. A ces Causes, Sire, Plaise à Votre Majesté attendu ce que dessus, remettre et réintégrer les supplians en la propriété et jouissance de la moittié de la dite Maladerie de Chasteaudun et Biens en dépendans pour en jouir conjoinctement aveq l'autre moittié aveq restitution de fruits et des titres et baux que les dits sieurs de l'ordre peuvent avoir entre leurs mains concernant la dite moittié et deffences a eux et a tous autres de les troubler et inquiéter a peine de tous dépens, damages et intérêt et Vous obligerés les supplians de continuer leur prière pour la prospérité et santé de Votre Majesté. ROBIN (avec paraphe).

L'Hôtel-Dieu de Chateaudun.

Des intérêts opposés ont entraîné sur les origines de l'Hôtel-Dieu de Chateaudun une controverse, facilitée par l'ancienneté de cet établissement. Si au ^{xvii}^e siècle, les comtes de Dunois voyaient dans la fondation de l'hôpital, l'œuvre du comte Thibault V, sénéchal de France, les droits qu'ils espéraient de leur descendance des comtes de Blois semblent seuls avoir motivé cette hypothèse.

En effet, une lettre d'Yves, évêque de Chartres, écrite dès 1101 environ, désigne nommément l'hôpital de Châteaudun : « Omnia quae procotrophio quod situm est in Castroduno prope ecclesiam beata et Mariae Magdalenae a fidelibus collata sunt, vec in futurnum, Deo donante, conferenda sunt, intuitionem sancta Carnotensis ecclesiae et nostram paterne suscipimus. » Tout au contraire, elle paraît devoir confirmer l'hypothèse de la création par de pieux ecclésiastiques. Cette origine serait dès lors comparable aux fondations et créations qui se sont multipliées à cette époque dans la chrétienté. Suivant les prescriptions d'un canon du concile tenu à Rome, en 1059, sous le Pape Nicolas II, ainsi conçu : « Ceux qui ont conservé la continence mangeront et dormiront ensemble près des églises pour lesquelles ils sont ordonnés et mettront en commun tout ce qui leur vient de l'église, s'étudiant à pratiquer la vie commune et apostolique », de nombreux laïcs embrassaient la vie commune et s'étaient donnés eux et leurs biens aux services des communautés régulières de clercs et moines pour y vivre sous leur conduite. L'abbé Alexandre Courgibet explique que de cette dévotion « prirent naissance dans le royaume plusieurs communautés régulières, qui, par un même principe de piété, s'établirent pour faire du bien à l'État et à l'Église : les uns étaient pour travailler à la conversion des infidèles ; les autres pour donner l'hospitalité aux pèlerins et aux pauvres malades dans le temps des croisades ; ici, il y en avait qui

n'étaient établis que pour chanter les louanges du Seigneur, dans une perpétuelle abnégation et un renoncement général à toutes les choses du monde ; là enfin d'autres se fondaient pour vivre en commun et s'adonner à tous les exercices de charité envers les pauvres malades.

C'est ainsi, en effet, que l'on doit croire que s'est établie en ces temps la communauté des maîtres et frères coordonnés de l'Hôtel-Dieu de Châteaudun : ce fut d'abord plusieurs prêtres qui s'unirent ensemble en se donnant mutuellement leurs biens, leurs personnes et leurs cœurs, pour vivre en commun en un même lieu et sous l'obéissance d'un maître et d'un supérieur. »

La grande réputation acquise par la communauté de l'Hôtel-Dieu de Châteaudun, peut être aussi la nécessité d'un tel établissement, devaient contribuer à l'accroissement de la maison. Des prêtres vertueux et de charitables laïcs devaient augmenter la communauté des maîtres et frères alors que se multipliaient les donations de fonds et de rentes.

Dès 1162, la protection de la papauté vient encourager d'aussi louables exercices : Alexandre III octroie une bulle de sauvegarde et de privilèges que renouvellera Innocent III, en 1210, et en 1214. Urbain VIII, en 1629, et Innocent XII, en 1692, devaient en accordant des indulgences aux visiteurs de l'église de l'Hôtel-Dieu confirmer la faveur du Saint-Siège pour cette maison.

Les prélats, d'autre part, ne cessèrent de recommander à la charité de tous une telle communauté : non seulement les évêques de Chartres, mais de nombreux prélats étrangers tels que Thomas Becket, archevêque de Cantorbery exprimèrent souvent leur reconnaissance à l'hôpital de Châteaudun.

Les rois de France ne se montrèrent pas moins empressés que les papes et les évêques à témoigner à l'Hôtel-Dieu toute leur bienveillance. Ils le recommandèrent et furent leur bienfaiteur. A l'exemple des rois, les comtes de Blois et les vicomtes de Châteaudun ne furent pas moins généreux. Nombreuses furent leurs donations personnelles, nombreuses aussi les confirmations qu'ils firent aux dons de leurs vassaux.

L'importance de ces fonds, la compénétration des affaires de l'Hôtel-Dieu et de celles de la ville entraînèrent, en 1580, une modification complète dans l'organisation de l'Hôtel-Dieu, l'administration passa des maître et frères condonnés à des commissaires nommés par la chambre de ville, néanmoins jusqu'à l'époque où Louis XIV affranchit toutes les foires qui se tenaient dans les villes de son royaume, les maître et frères conservèrent seuls les privilèges qui leur avaient été octroyés : ils paraissent même les avoir étendus car, malgré la restriction qu'avait apportée le donateur en se réservant la justice des crimes, les maîtres et les frères s'arrogèrent le droit de la dite justice.

La charité et la manifestation de la piété ont été

les causes des donations ; elles se multiplièrent à l'occasion des croisades ; elles devaient occasionner de nombreux litiges et rendre particulièrement vivante l'histoire de l'Hôtel-Dieu. Ce sont surtout les relations de l'hôpital avec les communautés religieuses de Châteaudun, et en particulier, avec l'abbaye de la Madeleine qui devaient donner lieu à ces nombreux litiges, jugement des tribunaux du comté, transactions, réclamations, requête au Parlement, à toute cette procédure qui permettait qu'un procès puisse recommencer alors qu'il semblait terminé. Les démêlés entre l'Hôtel-Dieu et l'abbaye de la Madeleine sont une illustration de ces procès interminables de l'ancien régime, où à l'âpreté des intérêts de corps s'ajoutent ici la ténacité et l'habileté des corps ecclésiastiques. Le droit de dîme, les censives, les droits de foire, les droits curiaux, les cloches furent autant de sujet de discorde ; une transaction de 1202 au sujet de la dîme et des cens, renouvelée en 1212, en 1347, marque les étapes d'une rivalité qui se termine par un accord du 26 juin 1528 ; d'ailleurs si l'abbé de la Madeleine obtient déjà gain de cause pour ce différend, malgré quelques avantages passagers aux maîtres et frères, il en sera encore de même à l'occasion des droits curiaux et à l'occasion d'un procès soutenu par l'Hôtel-Dieu contre la dame de Lignièrès au sujet de l'héritage de l'abbé de Boisselau. Les malheurs de procédure ne gênèrent pas l'extension de l'hôpital et les frères de l'Hôtel-Dieu établirent même deux établissements annexes : les chapelles de Saint-

Blaise et de Sainte-Cécile dans les paroisses de la Chapelle-Vicomtesse et de Fontaine-Raoul. Les dépendances de ces chapelles étaient destinées à recevoir les pauvres malades de la paroisse. La véritable fondation de la chapelle de Sainte-Cécile est de 1224, mais avant cette date, l'Hôtel-Dieu possédait déjà dans cette paroisse des fonds qui devaient constituer le revenu de l'annexe : dès 1169, un accord avec Jean de Secourray assure aux frères condonnés le droit d'établir des hôtes sur les terres de Beaufou, en 1222 d'autre part, Ursion de Meslay, seigneur de Fréteval, abandonne à l'aumône en toute propriété, avec tout droit de justice trois cents arpents de bois. Cette importante donation devait être ratifiée par l'évêque Gautier et confirmée par Emma, femme d'Ursion de Meslay et par Marguerite Comtesse de Blois.

La fondation de la chapelle Saint-Blaise paraît dater de la même époque que celle de la chapelle Sainte-Cécile, il semble que la première trace de cette fondation soit dans une charte de Robert du Mée du mois de novembre 1209 par laquelle, en se faisant frère condonné, il abandonne tout ce qu'il possédait sur le moulin Estornel à Boursay et confirme le don du pré de Flacel fait par le frère Guillaume de Chone.

Si l'accroissement d'importance de l'Hôtel-Dieu et l'histoire de ses démêlés offrent un grand intérêt, il semble cependant que l'évolution de son administration intérieure caractérise plus sûrement sa fonction d'hôpital. Cette évolution révèle que l'intérêt

des pauvres malades devra toujours être recherché ; le pouvoir laïque s'appuiera sur cette idée quand il s'immiscera dans l'administration de l'Hôtel-Dieu pour défendre les intérêts des pauvres, négligés par les frères condonnés.

Certes, à l'origine le but des premiers fondateurs fut-il de créer un chapitre ou communauté d'ecclésiastiques, mais dans l'intention de donner asile à la pauvreté souffrante. Mr. Girard, curé de Saint-Valérien, écrit dans un mémoire de 1778 : « Quoique animés d'une fervente charité pour les malheureux, (ils) n'avaient pas cependant le goût de la pauvreté pratique jusqu'au point de se faire pauvre pour soulager les autres. Leur dessein seulement était de réunir un grand nombre de possessions, afin qu'en vivant en communauté, de leurs épargnes, soulager la misère de ceux que la fatigue et les longs voyages de piété présentaient à leur compassion. Ne les supposons donc pas plus charitables qu'ils ne l'étaient et que ne le disent leurs actes de donations. C'est à eux-mêmes qu'ils se donnaient leurs biens ; de là le nom de frères condonnés. »

D'ailleurs, à côté de leurs fonds propres, les différentes donations faites par les rois, les comtes de Blois et de nombreux Seigneurs suffisaient à donner à l'Hôtel-Dieu de Châteaudun ce que les juristes appellent aujourd'hui le caractère de service public. Aussi bien, l'administration laïque se crut-elle autorisée à intervenir quand l'intérêt des pauvres malades parut négligé par les maître et frères. Pendant trois

siècles, ceux-ci avaient gouverné l'Hôtel-Dieu avec beaucoup d'ordre et de charité, mais leur piété étant venue à diminuer, ils tombèrent dans le dérèglement et le relâchement général au xvi^e siècle, parmi les ecclésiastiques.

Le roi Henri II résolut d'apporter un remède à ce dérèglement en ce qui concernait les hôpitaux de son royaume. Au mois de janvier 1545, il rendit à Saint-Germain-en-Laye un édit célèbre : d'une part, il enlevait l'administration du temporel aux ecclésiastiques pour l'attribuer aux maires et échevins des villes où les établissements charitables étaient situés ; d'autre part il réglait le sort des anciens administrateurs des dits établissements. Une ventilation devait intervenir dans la répartition des revenus : une part de ces derniers était attribuée aux maître et frères « selon la charge du service divin qu'ils étaient tenus de faire aux hôpitaux, et le résidu était entièrement baillé à l'entretienement d'iceux ».

Les prescriptions de cet édit furent scrupuleusement observées quant à ce qui concerne l'Hôtel-Dieu de Châteaudun, aussi bien que les échevins de la ville furent-ils immédiatement commis à l'administration du revenu. Ils s'empressèrent de prendre les mesures propres à assurer la meilleure gestion des biens pour la plus grande satisfaction des pauvres malades : suppression du personnel inutile, réduction des gages alloués aux serviteurs, limitation du chiffre de dépenses autorisées aux maître et frères. Cette réforme ayant été approuvée par le grand aumônier de France

et par les commissaires établis pour la réformation générale des hôpitaux, les maître et frères protestèrent mais gain de cause fut donné aux échevins par bailliage de Blois et en appel par le Parlement, le 18 juin 1551. Devant les efforts des frères condamnés pour reconquérir leurs prérogatives, les échevins résolurent même de leur enlever l'administration intérieure et d'élire des commissaires laïcs comme l'Édit de 1545 leur en donnait le droit. En 1580, un règlement dressé par l'autorité judiciaire, une sentence du bailli de Dunois venait consacrer le nouvel ordre de choses. Cependant, en 1594, les frères obtenaient d'une sentence du bailli de Dunois, le droit d'assister à tous les baux passés par les commissaires laïcs et en 1596 sur appel de ces derniers, Charles Hue de Courson, seigneur de Villepot, commissaire pour la réformation des hôpitaux, reconnut, dans un règlement célèbre, au maître de l'Hôtel-Dieu, le droit d'assister au Bureau et d'y avoir voix délibérative.

Un siècle plus tard, tant à cause de quelques abus dans la gestion des commissaires, qu'en raison de l'esprit brouillon de l'un des frères, les querelles devaient reprendre. Appuyant leurs protestations par la violence, les frères expulsèrent les commissaires mais ceux-ci transportèrent, de leur autorité privée, le siège des délibérations à l'Hôtel de Ville. L'évêque de Chartres, Paul Godet des Marais, rétablit l'ordre par un règlement du 20 octobre 1690. « A partir de cette époque, la nature des difficultés entre les frères et les commissaires changea de forme. Les frères re-

noncèrent définitivement à l'offensive et sans tenter davantage de reconquérir les prérogatives qu'ils avaient perdues, ils se contentèrent de défendre énergiquement celles qu'ils possédaient encore et qu'on s'efforçait successivement de leur enlever ». Dans la suite, l'évêque de Chartres devait intervenir à plusieurs reprises dans ces différends et par sa médiation pacifique rétablir pour quelque temps la paix dans l'Hôtel-Dieu.

La gestion des biens de l'hôpital ne fut d'ailleurs pas la tâche la plus délicate à remplir, il fallait assurer les soins aux malades. A l'origine, des sœurs voilées adjointes aux administrateurs en étaient chargées, mais au xvi^e siècle, il devint difficile de rencontrer des femmes de bonne volonté qui consentissent à se dévouer à cette œuvre de charité : « des abus s'introduisirent, même des désordres graves eurent lieu à l'hôpital ». Momentanément, remplacées par un gardien et sa femme, il fallut constater l'insuffisance de ces derniers. « Aussi, lorsque le bienheureux Vincent de Paul eut établi son institut admirable des Sœurs de la Charité, l'Hôtel-Dieu de Châteaudun fût-il une des premières maisons qui appella à elle ces femmes si pleines d'abnégation et de dévouement. Dès 1654, des sœurs furent installées ; elles doivent avoir « soin que les pauvres soient visités une fois le jour par le médecin, apothicaire et chirurgien, lesquels s'ils ne font leur devoir envers les dits pauvres, elles en avertiront lesdits sieurs commissaires. » Le nombre des sœurs devait d'ailleurs augmenter à

mesure que s'accroissait le chiffre des malades qui s'élevait dans les dernières années avant la Révolution à environ 230 hommes et 140 femmes.

Bonneval.

Il existait déjà en 1151 à 2 km. 1/2 au nord de Bonneval, au village de Saint-Gilles un établissement destiné aux lépreux.

En 1183, Thibault V avait donné à la maison des lépreux de Bonneval cent sols de rente à prendre annuellement à l'épiphanie sur la boucherie de Bonneval.

Le même comte partant pour la terre sainte avec le roi Philippe-Auguste, donna aux lépreux la moitié du produit du droit d'étalage concédé aux marchands lors d'une foire nouvellement créée.

Thibaud VI, comte de Blois, « malgré sa chicheté eut en pitié moult grande Cesladres de Bonneval, il leur donna un millier de harengs et une somme d'huile à prendre la première semaine de carême sur sa recette au prevôté de Bonneval ».

Parmi les bienfaiteurs de la Maladerie, figurent aussi les religieux de Bonneval qui fournissaient des redevances en nature « quatuor decim panes, unam logenam vini singulis septimanis, Veteres pellicias et bottas et sex denarios census ».

Les malades eux-mêmes prenaient part à l'administration de la léproserie :

« Ego guillermus, magister domus leprosorum de bonavalle de communi assensu leprosorum et fratuum ejusdem domus, vendidi abbati et monachis Bonevallis... quandam planteam... citam in vico carnotensi ».

La lèpre ayant complètement cessé et la maladerie restant inoccupée, les bâtiments furent en partie détruits en 1623.

La chapelle entretenue jusqu'en 1791 fut démolie en 1792, la municipalité de Bonneval craignant que ce local « à proximité de la grande route ne servît de refuge aux malfaiteurs ».

Cette léproserie possédait des biens importants qui, par l'édit de 1693 devinrent la propriété de l'hôpital de Bonneval.

Hôtel-Dieu ou Hôpital de Bonneval.

Bonneval possédait au xvi^e siècle un Hôtel-Dieu, un arrêt du Conseil du Roi rendu à Paris, le 20 juillet 1558 s'occupe de son administration. Cet arrêt maintient Henry Carré, curé de Saint-Sauveur, prêtre Chapelain de la Chapelle de Notre-Dame de Bonneval, « comme maître et administrateur de l'Hôtel-Dieu annexé à icelle chapelle, en la possession et jouissance de la dite chapelle et Hôtel-Dieu, fruits, profits,

revenus et émoluments d'icelle à la charge de faire le service divin, nourrir et entretenir les pauvres d'iceluy Hospital, faire bon et fidèle inventaire des meubles et titres, entretenir les édifices en bonne et suffisante réparation et de rendre compte par chacun an le tout suivant le concile de Vienne (de 1312) édits et ordonnances royales ».

En 1645, on recevait peu de malades, il n'existait à l'hôpital que 10 coites (matelas) de lit.

A la suite de l'augmentation des revenus, l'évêque de Chartres, donna des règlements à l'Hôtel-Dieu.

Les curés des trois paroisses de la ville et faubourgs, le prévôt Royal, le bailli et le procureur fiscal du baillage furent administrateurs perpétuels, deux autres administrateurs étaient élus tous les deux ans.

Le 24 septembre 1704, l'évêque de Chartres, Paul des Godets, fit un règlement pour l'administration intérieure et spirituelle de l'Hôtel-Dieu (1) ; il résulte de ce dernier règlement que des religieuses étaient alors chargées de la direction de l'hôpital : auparavant, le service était fait par deux filles (maintenant on dirait des laïques) auxquelles on donnait 60 livres par an, plus la nourriture et le logement ; le médecin recevait 100 livres par an.

Un des prêtres de l'église Notre-Dame était chargé d'administrer les sacrements et de desservir la chapelle, dite de Saint-Roch, qui dépendait de l'hôpital.

On ne devait admettre à l'Hôtel-Dieu que les malades des trois paroisses de la ville, après visite du médecin et l'autorisation de trois directeurs ; par

exception, on recevait les pauvres passants qui tombaient malades, ainsi que les militaires.

« Les pauvres passants étaient logés dans une chambre basse ; à leur arrivée, on leur donnait une gerbe de paille pour coucher, on les gardait le lendemain pour leur donner le temps de faire une quête dans la ville, et le surlendemain on les renvoyait après leur avoir donné six blancs (0 fr. 12). » Il semble résulter de cette citation que les passants allaient mendier en ville le pain qui leur était refusé à l'Hôtel-Dieu.

Peste. Sanitas, Précautions sanitaires.

On ne recevait pas autrefois à l'hôpital les personnes atteintes des maladies épidémiques et contagieuses. Ces malades étaient soignés dans un hôpital spécial. Les étrangers venant des localités infestées n'entraient pas en ville ; ils étaient logés dans cette maison.

En 1628, la peste fit de nombreuses victimes à Chartres, à Châteaudun et dans les localités voisines (1). Les échevins redoutant l'apparition du fléau décidèrent « qu'on ne laisserait sortir aucune personne au-dessous de vingt ans, que les portes de la ville seraient fermées à 7 heures du soir et ouvertes à six heures du matin, et qu'on ne laisserait entrer aucun vagabond. Le 18 octobre et le 28 novembre

de la même année, les habitants, réunis en assemblées générales, décidèrent qu'il serait loué, dans le faubourg Saint-Jacques, une maison dite la Grenouillère, où les pestiférés seraient transportés, traités par un chirurgien chargé de fournir les médicaments, soignés et gouvernés par une femme et deux hommes, qui devraient enterrer ceux qui mourraient de la contagion, le tout aux frais de la ville.

Léproserie de Cloyes.

Le 9 mars 1388, Me Jehan de Semur, curé de Saint-Lubin de Clerje et maître de la Chapelle en maladerie de Saint-Michel de Cloye, reçut de Me Jehan Braurcau, chevalier, maître des requestes de l'Hostel du Roy, exécuteur du testament de Dame Isabel de Courson sa femme, 40 sols pour la dite chapelle (1).

Le 25 janvier 1500, Guillaume Jallier, malade de la lèpre, demourant à la maladerie de Cloyes... dellesse à Pierre Jallier, son frère, chartier à Château-dun » tout ce qui peut lui revenir de l'héritage de son père, moyennant « la somme de 7 livres par mois ».

En 1673, « tous les bâtiments où logeaient ci-devant les lépreux sont à bas » (3), les revenus étant de 80 livres environ.

(1) Arch. Eure-et-Loir, E. 2701.

(2) Arch. Eure-et-Loir, E 2807.

(3) Arch. nationales, MM 218.

Saint-Michel de Cloye fut par arrêt du conseil du 4 may 1597, et lettres patentes du 4 août suivant réunie à l'Hôtel-Dieu de la Ferté-Villeneuil.

Léproserie de la Ferté-Villeneuil.

En 1192, confirmation par Louis Comte de Blois du don fait par Pierre de Perçonville aux lépreux de la Ferté-Villeneuil de la terre de Roncevaux.

En 1371, Bail par le maître et les frères de Saint-Laurent de la Ferté-Villeneuil de leurs droits d'usage, dans la forêt de Marchenois (2).

La léproserie, en 1673, étant transformée en prieuré portait le titre de Saint-Laurent et dépendait de l'abbaye de Cisteaux (3).

Par arrêt du 4 may 1697, « il sera établi un Hôtel-Dieu à Romilly et qu'en conséquence, le dit Hôtel-Dieu jouira des biens et revenus de l'Hôtel-Dieu et la Maladrerie de Saint-Laurent de la Ferté-Villeneuil...

Hôtel-Dieu de la Ferté-Villeneuil.

Dès le ^{xiv}^e siècle, un ecclésiastique était maître de l'Hôtel-Dieu auquel on avait réuni après la disparition de la lèpre, la maladerie de Saint-Laurent,

(1) Arch. dép. Eure-et-Loir, H 2777.

(2) Arch. dép. Eure-et-Loir, E. 2692.

(3) Arch. nationales, MM 218. Etat des léproseries.

située près de la Ferté, mais dependant de la paroisse de Charré et celle de Saint-Michel-de-Cloye.

Deux lits pour les hommes et deux lits pour les femmes étaient prévus dans ce petit établissement dont les ressources ne furent jamais très importantes, elles diminuèrent encore lorsqu'en 1672, l'ordre de Saint-Lazare, s'empara des deux maladeries de Cloye et de Chané ; celles-ci furent rendues à l'Hôtel-Dieu de la Ferté, en 1692.

Jehan des Pleurs, seigneur de la Ferté de Romilly offre de faire réparer les deux anciennes maisons des lépreux et propose en 1694, de transférer les malades à Romilly où il leur ferait construire un nouvel asile. Après en avoir référé à l'évêque en 1697, le Roy ordonnait qu'il soit établi un *Hôtel-Dieu à Romilly*, auquel Sa Majesté unissait les biens et revenus de celui de la Ferté-Villeneuve et des maladeries de Saint-Laurent de la Ferté et de Saint-Michel de Cloye « à charge d'acquitter les fondations dont pouvaient être chargés des dits hôtels-Dieu et maladeries et recevoir les pauvres malades des lieux où ces biens étaient situés, à proportion du revenu ».

« La qualité, les droits et facultés de fondation et patron de l'Hôtel-Dieu de la Ferté-Villeneuve, lesquels le dit sieur des Pleurs avait esté maintenu comme seigneur de la ditte Ferté par l'arrêt du conseil du 18 septembre 1693, lui demereroit et appartiendrait comme seigneur de Romilly ; sans qu'à l'avenir des seigneurs de La Ferté-Villeneuve puissent prétendre à la ditte qualité, droits et facultés, en

cas de séparation des terres et seigneuries de La Ferté et de Romilly, que le dit Hôtel-Dieu seroit régi par deux administrateurs : l'un des habitants de Romilly, l'autre de la Ferté nommés par le dit sieur des Pleurs et ses successeurs.

Jean des Pleurs obtint des lettres patentes conformes à cet arrêt, au mois de juillet 1697, qui furent enregistrées au parlement le 14 août suivant.

Il fit « bastir en conséquence une maison près l'église de Romilly où les malades ont été gouvernés plusieurs années ou soulagés par les filles qui en avaient le gouvernement ».

Au xviii^e siècle, on constata que les logements du nouvel Hôtel-Dieu étaient moins avantageux que ceux de l'ancien ; l'évêque de Blois nouveau diocésain (1), réinstalla les pauvres malades à la Ferté-Villeneuve où 1.600 livres de revenu étaient consacrées à leur entretien.

Dès 1624, deux sœurs de la Charité, de la congrégation de Montoire s'occupaient des hospitalisés et enseignaient les jeunes filles.

Et faisaient des visites à domicile chez les pauvres malades de la Ferté-Cloye et Romilly.

Les administrateurs leur donnaient trois cents livres d'argent, « les fournissaient de pain, de vin, de bois, de chandelle et de remèdes », elles avaient, en outre, à leur disposition, une servante et une monture pour leur faciliter les courses charitables dans les trois paroisses.

(1) Instauration de l'évêché de Blois, 1696.

Le 17 août 1733, un arrêt de la chambre souveraine des décimes déclara l'Hôtel-Dieu exempt d'impositions contre une sentence de la chambre ecclésiastique de Blois.

Léproserie de Molitard.

La pièce la plus ancienne est du début du ^{xiii}e siècle (1).

« Ego Nicholaus procurator donnus leprosorum beati thome martyris de mente Letardi et universitas capituli eius-dem domus, notum facimus universis presentes litteras inspecturis, quod nos, communi assensu nostri capituli, abbati monachis Bonavallis, nemus quoddam quod defunctus Johannes Benenahe qondam nobis donaverat, quod situm est iuxta memora dictorum monachorum de Gume-gauz, cum Jundo terre dicti nemoris vendidimus c solidos turovincium. Absque reclamatione aliqua in perpetum possidendum. Nos autem, dictum nemus dictis monachis modis omnibus tene ermur garantire. Quod ut ratum et stabile perseverare, Sigillo nostri capitulli presentes litteras fecumes confirmari Datum anno gracie in cc vicesimo quinto men se apuli. »

« Scellé sur simple queue de parchemin, sceau perdu. »

(1) Arch. départ. Eure-et-Loir, H 675.

Le samedi 16 avril 1385, Estienne Rabiane au nom et comme maître gouverneur de la maladerie de Montletard, confesse avoir reçu de Ouduc de Pressauville, escuier deux septiers de grain moitié blé moitié avoine qu'il doit d'arrérages à la dite maladerie (1).

Item de Jehan Guillemeau :

2 septiers et mine d'avoine,

2 septiers et mine de blé,

Item des habitants de Mereville :

2 septiers et mine d'avoine,

2 septiers et mine de blé.

En 1562, les biens de la léproserie furent afferlés.

Lundi xix^e jour de juillet, 1462 :

« Vénérable et discrète personne messire Robert Auroy prebtre chappelain de la chapelle de Saint-Thomas de Moulitard, confesse avoir baillé héréditalement à toujours à Jehan des Prez, texier en tulles demourant à Saint-Vallerian de Châteaudun... les masures et appartenances d'icelles que ledit bailleur a et peut avoir à cause d'icelle chappelle assise audit lieu avecques trois mines de terre assizes devant la porte de la dite église et autres appartenances des choses susdites baillées, tant terres labourables que non labourables... Pour les terres, par le dit preneur, ses héritiers a toujours pour la somme de vingt sols tournois de rentes payables chacun an au terme de Saint-Rémy... (2).

(1) Arch. Eure-et-Loir, E 2699.

(2) Arch. dép., E 2738, Eure-et-Loir.

Léproserie d'Orgerès.

CHAPELLE DE SAINT-MARC

En 1673, dans l' « état des léproseries » (1), l'établissement possédaient des « maisons qui doivent. Censive à la Maladrerie du Puiset ».

On mentionne cette fondation en 1300.

« 5 juin an 1300. Anniversarium Egidii de Cardeto archidyaconi quandam Vindo einensis huyus ecclesia et presbiteri ; ad quod habernus VI libros super pedagium leproserie de Orgeriis per tenentem ipsum » (2).

Léproserie de Courtalain.

La déclaration du revenu annuel de la Chatellerie de Courtalain faite à la chambre des comptes du Dunois, en 1585, indique qu'une maladerie avait dû exister anciennement dans la dite chatellerie.

« La métaierie de la Maladreryes qui consiste en 28 arpens 1/2 de terre en labour sans aucune maison ni logis est baillée volontairement aux obtenteurs de la Besnardière...

(1) Arch. Nat., MM. 218.

(3) Neurol cultul de N. D., 111, 124.

Dans un acte du 23 juillet 1587 il est encore question de la même léproserie.

« La garenne appelée las maladieryes contenant trois arpens de terre. Item une autre pièce de terre dépendant de la maladrerye contenant 6 arpens 1/2 de terre ou environ en labour. »

Léproserie de Charonville.

Dans le relevé de l'état des léproseries, en 1673, on trouve les renseignements suivants :

« Je n'ai rien fait en ce lieu qui est situé à deux petites lieus d'Illieis, acause que jé n'ay point trouvé de preuve ny personne qui m'ait pu dire qu'en ce lieu il y ai eu malladerie quoy qu'il y ait une petite chapelle sur le bord du chemin qui est en ruine ; laquelle ressemble à une malladerie qui a peu de revenu, possédé par le prieur de Charonville.

Marolles.

Robert de Cantalani et sa femme Julienne vers 1160, « *dederunt domni et fratribus Belli Lori leprosomus quandam masuram que sita est apud Mallrolias pro*

(1) Arch. Nationales, L 837 A.

filio suo infirmo in perpetuum » (était au ^{xvii}^e siècle cette fondation (1) complètement disparue).

Léproserie de la Basoche-Gouet.

En 1673, « la maladrerie de Saint-Blaise de la Basoche-Gouet est située sur le grand chemin de la Bazoche à Montmirail, le nommé Pierre Bois est receveur (2) ».

Léproserie des Chastaigniers Saint-Gilles, commune de Sorzé.

En 1673, « Saint-Gilles-des-Chastaigniers maladrerie est possédée par Pierre Frottier qui s'en dit prieur... Elle a des revenus, toutes les semaines un minot de Blé, et quarante escus de rente à prendre sur le village voisin (3).

Léproserie de Marchenois.

Cette localité proche de Beaugency, mais du ressort de Chateaudun possédait sous le patronnage de saint Michel une maladrerie en 1190. Thibaud V, comte de

(1) Cartul. de Beaulieu. Charte, 58.

(2) Arch. nat. état des léproseries en 1673, MM 218.

(3) Arch. nat., MM 218.

Blois lui donna à cette époque « un pressoir banal et tous les autres pressoirs qui s'y pourraient faire avec quelques autres droits ».

En 1329, Guy de Chatillon cède aux frères de Saint-Ladre d'Orléans moyennant 80 livres « la maladrerie, maisons, verger et ses appartenances ».

En 1673 (1). « La maladrerie de Saint-Michel consiste en une chapelle et métairie tenant à icelle, rebâtie et réparée tout à neuf, ce sont les chartreux d'Orléans qui en sont administrateurs et possesseurs » les revenus des biens attachés à la fondation primitive s'élevait à 200 livres, les chartreux par la suite « y avaient joint beaucoup de biens » qui rapportaient alors 600 livres.

Léproserie de l'Hôtel-Dieu de Montmirail.

Par arrêt du conseil du 9 mars 1696 et lettres patentes registrées au parlement de Paris, le 7 décembre 1697, les biens et revenus de la maladrerie et chapelle de la Magdeleine de Montmirail ont été unis à l'Hôtel-Dieu nouvellement établi à Montmirail » (2).

La maladrerie et la chapelle, les terres et les prés lui appartenant étaient affermés 180 livres.

(1) Arch. nat. MM 218.

(2) Arch. nat., MM 218.

Léproserie de Freteval.

« Le 22 septembre 1397, Me Jehan Veiglas prestre maître de la Maladerie de Freteval reçoit de Macé Foussé procureur receveur de Monseigneur le duc d'Orléans » six livres tournois pour deux années de rentes qui lui étaient dues sur la vicomté de Chateaudun (1).

En 1673 « la maladerie de Freteval située hors la ville consiste en une chapelle bien entretenue, pour logement est un petit pavillon où loge et demeure le Frère Orelle administrateur de la maladerie et une ferme dépendant de la maladerie affermée 400 livres. On dit que Madame la Duchesse de Longueville est fondatrice de cette maladerie ».

La maladrerie et ses revenus furent, en 1697, affectés « à l'hôpital des pauvres malades du bourg de Morée ».

Maladrerie de Viery.

Il exista à Viery une maladrerie dite de Saint-Christophe.

Le comte de Blois lui versait une rente annuelle de XXV sous qui, en 1318, est mentionnée dans le relevé des comptes du Blésois.

(1) Arch. Eure-et-Loir, E 2705.

La léproserie possédait en outre quelques biens-fonds qui furent donnés en 1698 à l'hôpital de Morée.

Hospice de Marie.

Fut fondé en 1695 par Jacques Amelot seigneur de Chaillou, conseiller du Roy qui le dota de mil livres de rentes.

Louis XIV, par lettres patentes du 17 septembre 1697 réunissait à cet hospice la maladrerie de Fréteval et de Saint-Christophe de Viery.

En 1774, trois sœurs de la Charité furent établies dans le bourg de Morée.

Deux étaient affectées à l'hôpital qui comptait huit lits.

La troisième s'occupait de l'école des filles fondée et dotée par la marquise de Bouteville.

« Par arrêt du 4 may 1697 et lettres patentes registrées au parlement de Paris, le 7 mars 1698, les biens et revenus des maladreries de Fréteval et de Saint-Christophe de Viery ont été unies à l'hôpital des pauvres malades du bourg de Morée.

Hôtel-Dieu de Patay.

En 1629, Françoise Gauguin avait créé dans sa maison natale un couvent qui fut bientôt occupé par

(1) Arch. départementales de Blois, 81 H. 1.

plusieurs religieuses. Deux ans plus tard, quoique astreintes à la closture, elles auraient avec l'autorisation de Léonor d'Estampes, évêque Diocésain un petit hôpital qui possédait au début une salle de six lits où elles étaient tenues de gouverner les malades de leur sexe, les hommes n'étaient admis que le temps de se faire saigner et de recevoir les remèdes que les religieuses jugeaient à propos de leur administrer charitablement.

Il serait fort intéressant d'étudier plus longuement l'organisation de cette fondation de laquelle la reine-mère elle-même s'occupa en 1644 ; mais la ville de Patay appartenant au Dunois ne faisait plus partie du Comté de Blois depuis plus de deux siècles lors de la fondation de son hôpital.

Jusqu'à la Révolution à la fois dispensaire et hôpital fut ouvert aux malades.

(1) Fondation d'Ordres Hospitaliers, Arch. nationales, O 655.

(2) Arch. départementales du Loiret, série H, H 166, lettre du 22 septembre, 1644.

CONCLUSION

J'ai essayé au cours de ce travail d'étudier les formes très variées de l'assistance publique du ^xⁱ^e siècle à la Révolution, dans une région de France dont la superficie et la situation correspondaient à peu près à l'actuel département Loir-et-Cher.

Afin d'établir une vue d'ensemble de toutes les institutions charitables, tant dans leur nombre que dans leurs attributions, je me suis vue, étant donné l'importance des documents pour certaines d'entre elles, obligée de traiter parfois un peu rapidement le chapitre des dons et legs ; je me suis efforcée de choisir parmi tant de témoignages de la charité publique, ceux qui, faits par le plus pauvre ou par le plus riche, par le plus grand ou par le plus humble, présentaient quelque originalité.

Le grand courant de charité, qui sous l'impulsion des idées généreuses éveillées par le christianisme se répandit au moyen âge dans toutes les directions, provoqua partout sur son passage la fondation de maisons hospitalières, l'hôpital est nommé la maison même de Dieu, *Domus Dei*, tandis que le temple ne possède que son titre purement humain d'assemblée du peuple *ecclesia*.

Les abbayes, les monastères, les couvents, les prieurés dès les premiers siècles soignent et nourrissent les pauvres par milliers et à partir du x^e siècle des établissements spécialisés : Maladreries et Hôtel-Dieu, leur sont ouverts. La date de naissance de ces établissements peut rarement être établie faute de textes, en outre, on manque le plus souvent de renseignements sur la façon dont ils furent administrés au début de leur existence.

C'est à partir du xiii^e siècle seulement qu'apparaissent dans le Blésois des règlements spéciaux aux maladreries ou aux Maisons-Dieu.

Chateaudun, en 1205, reçoit les premiers statuts écrits pour sa léproserie, ils s'appliquent à la fois au personnel religieux de la maison et aux malheureux malades. Les autres établissements du Blésois suivirent vraisemblablement les coutumes établies pour les diocèses dont ils dépendaient : Chartres, Orléans, Bourges.

On peut constater une grande analogie dans l'organisation de base des différents asiles charitables.

Les religieux préposés aux soins des malades vivent selon la règle de Saint-Augustin. Les léproseries et Maisons-Dieu sont indépendantes et forment autant de petites congrégations possédant chacune dans les détails des statuts particuliers.

Nous avons vu que les hôpitaux et maladreries les

(1) Blois faisait partie du diocèse de Chartres — statuts de la léproserie du Grand Beaulieu, 1264 — statuts de l'Hôtel-Dieu de Chartres codifiés seulement en 1344.

plus importants étaient desservis par deux communautés : l'une d'hommes, l'autre de femmes, ayant chacune leur rôle charitable, vivant rigoureusement séparés et habitant dans des corps de logis distincts.

La communauté d'hommes se composait de prêtres qui célébraient le service divin, administraient les sacrements aux malades et aux autres membres de la communauté. Des frères géraient leurs biens et pourvoyaient aux besoins de la maison ; ils étaient gouvernés par un maître ou prieur soit élu soit nommé (1). Des sœurs, chargées les unes spécialement de soigner les malades, d'autres de s'occuper de l'intérieur de la maison sous les ordres d'une prieure, formaient la communauté de femmes.

Dans les petits bourgs les soins étaient donnés par des « oblates et des denats » qui n'avaient pas fait profession religieuse, pouvaient à volonté quitter les infimes petites confréries qu'ils avaient concouru à former. Le nombre des malades dans certains villages était si restreint que les asiles demeuraient sans infirmiers.

La direction de la maison de quelque importance était assurée par trois autorités distinctes :

L'*Evêque* avait un pouvoir de surveillance sur tous les établissements du diocèse.

le *recteur ou maître* était à la fois gérant des biens de la communauté hospitalière et représentant juridique de la maison.

(1) Dans les léproseries le maître était presque toujours un lépreux.

le fondateur et ses descendants qui pouvait intervenir ou se faire représenter ainsi que nous l'avons vu pour les hôpitaux de Mer et des Montils.

Les comtes de Blois aidèrent de tout leur pouvoir ces établissements que la charité publique avait créés et entretenait. Seigneurs, tout puissants dans leur Comté, ils eurent une sorte de budget affecté à l'assistance. Ils distribuaient annuellement des sommes fixes et des rentes en nature ainsi qu'en fait foi le compte de 1318-1319.

A la fin du ^{xiv}^e siècle les Rois de France donnant plus d'importance au conseil de ville, cherchèrent par là à établir leur autorité et à limiter celle des fondateurs et des ecclésiastiques. Leur pouvoir devint tel qu'il leur fut permis de soutenir les pauvres et de défendre leur patrimoine lorsqu'au seuil de la renaissance les religieux commencèrent à s'écarter de « la voie bonne et sainte » (1) dans laquelle ils avaient marché jusqu'alors.

Les Valois n'oublièrent jamais les malades et les pauvres de la région qu'ils avaient élue. François I^{er}, Henry II, Henry III et leur entourage prirent de nombreuses mesures pour aider les malheureux et les défendre de la maladie. On assiste à la création de mesures curatives et préventives, ainsi qu'à l'installation d'un asile spécial pour recueillir les pestiférés.

Henry II cherche à limiter les cas d'infanticide chez les filles-mères par les déclarations de grossesse ;

(1) Pauvreté, chasteté, obéissance (cf. acte de François I^{er}).

les enfants abandonnés sont secourus ; les pauvres trouvent une assistance pendant leur vie dans les bureaux de charité, aux portes des églises, des monastères et des maisons aisées. Après leur mort le repos de leur âme leur est assuré par des boîtes des « trépassés ».

Au xvii^e siècle, inspiré par les exemples donnés par saint Vincent de Paul, on créa à Blois de nombreuses institutions tandis qu'on généralisa et transforma celles déjà existantes.

Un Hôpital général est ouvert aux pauvres âgés et aux enfants nécessiteux, les « dames de charité » visitent les pauvres et les malades à domicile. Gaston d'Orléans crée des ateliers de charité.

Les bureaux de charité deviennent plus nombreux, tandis qu'on tente de réprimer la mendicité.

L'assistance publique fut donc pendant huit siècles une des préoccupations des autorités religieuses puis civiles. Outre les institutions permanentes, des établissements spécialisés s'ouvrent pour des besoins temporaires puis disparaissent. Telles furent les léproseries et le Sanitas.

S'il ne reste plus en France, au xx^e siècle, que quelques petits foyers de lèpre disséminés, près de cinq milliers de lépreux vivent encore dans le monde : on a donné un nom au bacille de la lèpre, on la traite par le chaulmoogra mais la prophylaxie demeure inchangée, la ségrégation est encore de nos jours le moyen le plus sûr de lutter contre la propagation de la maladie. Cette théorie fut reprise au xvi^e siècle lors

des grandes épidémies de peste, et nous avons pu constater qu'existant alors la déclaration obligatoire, la quarantaine, un ancêtre de nos directeurs de bureaux d'hygiène dans la personne du Prévôt de santé et un service de désinfection.

Notre époque peut être fière de ses grandes découvertes, parler de ses efforts pour venir en aide aux misères de l'humanité. Nous devons aussi être justes envers un lointain passé et ne pas craindre de reconnaître qu'en des temps moins évolués que le nôtre chacun savait suivant ses moyens avec une abnégation et une munificence digne d'admiration pratiquer largement les inspirations du dévouement et de la charité chrétienne.

VU : *Le Doyen,*
ROUSSY.

VU : *Le Président,*
LAIGNEL-LAVASTINE

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

DOCUMENTS IMPRIMÉS. — LIVRES

Livres

- Abbé AUGIS. — *Essai historique sur la Ferté-Villeneuil*.
BERNIER. — *Histoire de Blois*, 1660.
BERGEVIN et DUPRÉ. — *Histoire de Blois*.
Abbé BORDAS. — *Histoire du Dunois*.
Abbé BOUREILLE. — *Histoire des Montils*.
DUCHESNE. — *Histoire de la maison de Châtillon*, D^r E. BURNET,
La lèpre.
DUPRÉ. — *Etude sur les institutions municipales de Blois*.
ENLART (Camille). — *Manuel d'archéologie Française*, tome III.
FOURNIER. — *Essai historique sur la ville de Blois*.
LEGRAND. — *Statuts d'Hôtels-Dieu*.
LORIN DE CHAFFRIN. — *Essai historique sur Beaugency*.
MAYMAC. — *Histoire de la Sologne*.
OZERAY. — *Histoire de Chartres*.
PORCHER. — *Contres et son Canton*.
PORQUET. — *La peste en Normandie*.
RABOUIN. — *Notice sur Bonneval*.
TOUCHARD LAFOSSE. — *Histoire de Blois*.
TROUESSART. — *La Commune de Blois*.

Mémoires des Sciences et Lettres de Loir-et-Cher

- T. IV, BAUDEN. — *L'Hospice général de Vienne*.
T. VI, p. 13. — *Etude sur les enfants trouvés* (Histoire),
1, XII. 1854, p. 279.

- T. XIV. — *Documents pour l'Histoire de Saint-Lazare*, p. 35, 31. XII. 1900.
- T. XVI. — *Mémoires. Deux institutions charitables au XVII^e siècle, Blois.*
- T. XVI. — *Charité Saint-Honoré. — Ecoles chrétiennes*, de René de FUMERY.
- T. XVII. — Dans cartulaire de Blois : *Les donations charitables.*
- T. XVIII. — LESUEUR. — *Hygiène municipale au XVIII^e siècle.*
- T. XVIII. — *Excursion du 7 juin 1904, des restes de l'ancien prieuré Saint-Lazare dans mémoires 1903-1904.*
- T. XIX. — *Documents pour l'Histoire de Saint-Lazare.*
- T. XXVI, p. 34. — *Réforme de l'Hôtel-Dieu de Blois*, XVI^e siècle.
- T. XXVII, p. 21. — *Maladrerie Saint-Lazare, Romorantin.*

Loir-et-Cher historique

- 1899, p. 16. — Hôtel-Dieu de Blois, 1417.
- p. 22. — En 1573, Henri III donne l'Hôtel-Dieu de Blois, des meubles du château de Romorantin.
- p. 44. — Confrérie des Dames de charité, Mer, 1697.
- p. 50. — Peste de 1606, Romorantin.
- 1891, p. 25. — Bulle Clément VII. Indulgences : L'Hôtel-Dieu de Mer.
- p. 26. — L'administrateur, 139.
- p. 34. — Etablissement religieux, de charité, d'instruction.
- p. 74. — Maladrerie de Saint-Lazare, Romorantin.
- p. 75. — Hôtel-Dieu de Romorantin. Maison-Dieu des Montils, 1351. Fonds Joursanvault, Bib. de Blois.
- p. 122. — Maladrerie de Saint-Lazare.
- 1898, p. 170. — Epitaphe d'un administrateur de l'Hospice de Vienne, 1754.
- Donation de lits à l'hospice, 1778.
- La charité du bienheureux Charles de Blois.
- 1899, p. 189. — Cartulaire de la Léproserie de Saint-Lazare de Blois.

1901, t. XIV. — N° 167, voir dans les pièces justificatives de Pont-Levoy.

Les donations charitables.

1903, Idem.

1904, p. 99, n° 199-200. — Hôtel-Dieu de Contres.

— p. 127. — Maladrerie de Cour. Fondations de charité.

— p. 181. — Peste noire xiv^e siècle dans Blésois.

1907, Table décennale 98-1908. Catalogue des actes de François I^{er} intéressant le Blésois, XIII, 114, 153, etc.

1908, p. 178. — Hôtel-Dieu de Romorantin.

1909, p. 24, Hospice de Selles.

Bulletin paroissial de Loir-et-Cher

CAUCHY. — La peste à Blois aux xvi^e et xvii^e siècles (*Bulletin paroissial*, 1929 à 1930).

Archives de Loir-et-Cher.

Série A. — A. 2.

Série B. — B. 145.

Série C. — C. 1.

Série E. — E. 14 ; 29 ; 30 ; 57 ; 61 ; 67 ; 83 ; 86 ; 87 ; 88 ; 95 ; 96 ; 104 ; 110 ; 111 ; 122 ; 131.

Série G. — G. 1654 ; G. 1701 ; G. 1693 ; G. 1703 ; G. 1694 ; G. 1708.

Série H. — 68. H. 1 ; 68. H. 5 ; 68. H. 26 ; 70. H. 1 ; 72. H. 1 ; 73. H. 1 ; 75. H. 1 ; 75. H. 1 ; 75. H. 3 ; 76. H. 1 ; 78. H. 1 ; 79. H. 13 ; 79. H. 23 ; 79. H. 37 ; 79. H. 40 ; 79. H. 41 ; 79. H. 42.

Bibliothèque du Château.

Collection JOUSENVAULT. — Pièces de 1336, 1369, 1327.

DUPRÉ. — *Histoire manuscrite et documents inédits sur quelques maisons-Dieu et Maladreries du Loir-et-Cher.*

PROUESSART. — *Relevé des Comptes de l'Hôtel-Dieu de Blois.*
Registres municipaux.

Archives d'Eure-et-Loir.

Série G. — 3460, G. 3462 des Stat. Hôtel-Dieu.

Série E. — E. 2701 ; E. 2807 ; E. 2692 ; E. 2699 ; E. 2738 ;
E. 2705.

Série H. — H. 2777 ; H. 673.

Archives Nationales

M. M. 218. Etat des Léproseries en 1673.

A. 4837.

Archives de l'Indre.

Cartulaire de Lenoux, série G 110.

Inventaire des biens du Chapitre (Levroux).

Hôtel-Dieu de Vatan, G. 210 ; 2 G. 283.

Saint-Amand (Cher), France. — Imprimerie R. BUSSIÈRE. — 20-6-1936.

